



Brookfield Business Partners L.P.

RAPPORT INTERMÉDIAIRE
DU PREMIER TRIMESTRE

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS NON AUDITÉS DE

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

Au 31 mars 2025 et au 31 décembre 2024 et
pour les trimestres clos les 31 mars 2025 et 2024

**TABLE DES MATIÈRES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS NON AUDITÉS
DE BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.**

États consolidés intermédiaires résumés de la situation financière non audités	3
États consolidés intermédiaires résumés du résultat net non audités	4
États consolidés intermédiaires résumés du résultat global non audités	5
États consolidés intermédiaires résumés des variations des capitaux propres non audités	6
Tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie non audités	7
Notes annexes	8

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

**ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DE LA
SITUATION FINANCIÈRE NON AUDITÉS**

<u>(EN M\$ US)</u>	<u>Notes</u>	<u>31 mars 2025</u>	<u>31 décembre 2024</u>
Actif			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	3 442 \$	3 239 \$
Actifs financiers	5	1 346	1 537
Débiteurs et autres montants à recevoir, montant net	6	6 049	5 178
Stocks, montant net	7	2 740	2 416
Autres actifs	9	1 473	2 969
		15 050	15 339
Actifs non courants			
Actifs financiers	5	10 296	10 834
Débiteurs et autres montants à recevoir, montant net	6	899	1 101
Autres actifs	9	850	343
Immobilisations corporelles	10	12 529	13 232
Actifs d'impôt différé		1 767	1 744
Immobilisations incorporelles	11	19 157	18 317
Placements mis en équivalence	13	2 307	2 325
Goodwill	12	13 032	12 239
		75 887 \$	75 474 \$
Passif et capitaux propres			
Passifs courants			
Créditeurs et autres passifs	14	8 748 \$	10 550 \$
Emprunts sans recours de filiales de la société en commandite	16	1 399	1 616
		10 147	12 166
Passifs non courants			
Créditeurs et autres passifs	14	6 337	6 141
Emprunts généraux	16	1 017	2 142
Emprunts sans recours de filiales de la société en commandite	16	40 917	35 104
Passifs d'impôt différé		2 614	2 613
		61 032 \$	58 166 \$
Capitaux propres			
Commanditaires	19	2 158 \$	1 752 \$
Participations ne donnant pas le contrôle attribuables aux éléments suivants :			
Parts de rachat-échange	19	1 246	1 644
Commanditaire spécial	19	—	—
Actions échangeables de BBUC	19	1 732	1 721
Titres privilégiés	19	740	740
Participations d'autres entités dans les filiales d'exploitation		8 979	11 451
		14 855	17 308
		75 887 \$	75 474 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

**ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DU
RÉSULTAT NET NON AUDITÉS**

<u>(EN M\$ US, sauf les montants par part)</u>	Notes	Trimestres clos les	
		31 mars	
		2025	2024
Produits	22	6 749 \$	12 015 \$
Coûts d'exploitation directs	21	(5 402)	(10 878)
Frais généraux et administratifs		(311)	(317)
Produits (charges) d'intérêts, montant net		(770)	(796)
Bénéfice (perte) comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence	13	(8)	23
Reprise de perte de valeur (charge pour perte de valeur), montant net	10, 12	—	10
Profit (perte) sur les acquisitions et cessions, montant net	8	214	15
Autres produits (charges), montant net		(83)	116
Bénéfice (perte) avant impôt sur le résultat		389	188
(Charge) économie d'impôt			
Exigible		(197)	(90)
Différé		64	105
Bénéfice net (perte nette)		256 \$	203 \$
Attribuable aux éléments suivants :			
Commanditaires	19	30 \$	17 \$
Participations ne donnant pas le contrôle attribuables aux éléments suivants :			
Parts de rachat-échange	19	23	15
Commanditaire spécial	19	—	—
Actions échangeables de BBUC	19	27	16
Titres privilégiés	19	13	13
Participations d'autres entités dans les filiales d'exploitation		163	142
		256 \$	203 \$
Bénéfice (perte) de base et dilué par part de société en commandite	19	0,38 \$	0,23 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

**ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS
DU RÉSULTAT GLOBAL NON AUDITÉS**

<u>(EN M\$ US)</u>	Notes	Trimestres clos les 31 mars	
		2025	2024
Bénéfice net (perte nette)		256 \$	203 \$
Autres éléments du résultat global :			
Éléments qui pourraient être reclassés ultérieurement en résultat net :			
Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		29	(9)
Réserve financière d'assurance		(12)	5
Écart de change		275	(354)
Couvertures d'investissement net et de flux de trésorerie	4	(129)	175
Placements mis en équivalence	13	5	(3)
Impôt sur les éléments précédents		19	(19)
Reclassement en résultat net		(6)	(57)
		181	(262)
Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net :			
Réévaluation des obligations à l'égard des régimes de retraite		(1)	(2)
Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		7	7
Impôt sur les éléments précédents		(1)	(2)
		5	3
Total des autres éléments de bénéfice global (de perte globale)		186	(259)
Bénéfice global (perte globale)		442 \$	(56) \$
Attribuable aux éléments suivants :			
Commanditaires		49 \$	(17) \$
Participations ne donnant pas le contrôle attribuables aux éléments suivants :			
Parts de rachat-échange		39	(16)
Commanditaire spécial		—	—
Actions échangeables de BBUC		45	(17)
Titres privilégiés		13	13
Participations d'autres entités dans les filiales d'exploitation		296	(19)
		442 \$	(56) \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES NON AUDITÉS

(EN M\$ US)	Commanditaires					Participations ne donnant pas le contrôle						
	Capital	Bénéfices non distribués	Changements de participation	Cumul des autres éléments de bénéfice global (de perte globale) ¹	Total – commanditaires	Parts de rachat-échange	Parts de société en commandite spéciales	Actions échangeables de BBUC	Titres privilégiés	Participations d'autres entités dans les filiales en exploitation	Total des capitaux propres	
Solde au 1^{er} janvier 2025	2 109 \$	491 \$	(624) \$	(224) \$	1 752 \$	1 644 \$	— \$	1 721 \$	740 \$	11 451 \$	17 308 \$	
Bénéfice net (perte nette)	—	30	—	—	30	23	—	27	13	163	256	
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	—	—	—	19	19	16	—	18	—	133	186	
Total du bénéfice global (de la perte globale)	—	30	—	19	49	39	—	45	13	296	442	
Apports	—	—	—	—	—	—	—	—	—	130	130	
Distributions et capital versés ²	—	(5)	—	—	(5)	(4)	—	(4)	(13)	(3 516)	(3 542)	
Changements de participation et autres ²	—	—	430	—	430	(433)	—	3	—	—	—	
Rachats de parts ²	(68)	—	—	—	(68)	—	—	(33)	—	—	(101)	
Acquisition d'une participation ³	—	—	—	—	—	—	—	—	—	618	618	
Solde au 31 mars 2025	2 041 \$	516 \$	(194) \$	(205) \$	2 158 \$	1 246 \$	— \$	1 732 \$	740 \$	8 979 \$	14 855 \$	
Solde au 1^{er} janvier 2024	2 109	549	(619)	(130)	1 909	1 792	—	1 875	740	12 216	18 532	
Bénéfice net (perte nette)	—	17	—	—	17	15	—	16	13	142	203	
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	—	—	—	(34)	(34)	(31)	—	(33)	—	(161)	(259)	
Total du bénéfice global (de la perte globale)	—	17	—	(34)	(17)	(16)	—	(17)	13	(19)	(56)	
Apports	—	—	—	—	—	—	—	—	—	53	53	
Distributions et capital versés ²	—	(5)	—	—	(5)	(4)	—	(5)	(13)	(101)	(128)	
Changements de participation et autres	—	—	—	—	—	(1)	—	—	—	—	(1)	
Solde au 31 mars 2024	2 109 \$	561 \$	(619) \$	(164) \$	1 887 \$	1 771 \$	— \$	1 853 \$	740 \$	12 149 \$	18 400 \$	

1. Se reporter à la note 20 pour des renseignements supplémentaires.

2. Se reporter à la note 19 pour des renseignements supplémentaires au sujet des distributions, des rachats de parts, des changements de participation et d'autres éléments.

3. Se reporter à la note 3 pour des renseignements supplémentaires.

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

TABLEAUX CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE NON AUDITÉS

(EN M\$ US)	Notes	Trimestres clos les 31 mars	
		2025	2024
Activités d'exploitation			
Bénéfice net (perte nette)		256 \$	203 \$
Ajusté pour tenir compte des éléments suivants :			
Bénéfice comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence, déduction faite des distributions	13	39	37
Charge pour perte de valeur (reprise de perte de valeur), montant net		—	(10)
Dotation aux amortissements	21	730	808
Profit sur les acquisitions et cessions, montant net	8	(214)	(15)
Provisions et autres éléments		16	(216)
Charge (économie) d'impôt différé		(64)	(105)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, montant net	24	52	(358)
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'exploitation		<u>815</u>	<u>344</u>
Activités de financement			
Produit d'emprunts sans recours de filiales de la société en commandite		7 845	2 512
Remboursement d'emprunts sans recours de filiales de la société en commandite		(3 014)	(2 589)
Produit d'emprunts généraux		270	495
Remboursement d'emprunts généraux		(1 400)	(65)
Produit d'autres activités de financement		120	119
Remboursement lié à d'autres activités de financement		(32)	(41)
Produit (remboursement) d'autres facilités de crédit, montant net		4	21
Remboursement d'obligations locatives		(67)	(84)
Capital fourni par d'autres entités qui détiennent une participation dans les filiales d'exploitation	19	669	25
Rachats de parts de société en commandite et d'actions échangeables de BBUC	19	(101)	—
Distributions aux commanditaires, aux porteurs de parts de rachat-échange et aux porteurs d'actions échangeables de BBUC	19	(13)	(14)
Distributions aux porteurs de titres privilégiés	19	(13)	(13)
Distributions et capital versés à d'autres entités qui détiennent une participation dans les filiales d'exploitation	19	(3 511)	(165)
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités de financement		<u>757</u>	<u>201</u>
Activités d'investissement			
Acquisitions			
Filiales, déduction faite de la trésorerie acquise		(1 619)	(35)
Immobilisations corporelles et incorporelles		(494)	(611)
Placements mis en équivalence		(15)	(9)
Actifs financiers et autres actifs		(792)	(715)
Cessions			
Filiales, déduction faite de la trésorerie cédée	8	484	37
Immobilisations corporelles et incorporelles		63	9
Actifs financiers et autres actifs		896	813
Règlement net d'actifs et de passifs dérivés		(67)	6
Liquidités et dépôts soumis à restrictions		90	(76)
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'investissement		<u>(1 454)</u>	<u>(581)</u>
Trésorerie et équivalents de trésorerie			
Variation au cours de la période		118	(36)
Incidence du change		88	(68)
Variation nette de la trésorerie classée dans les actifs détenus en vue de la vente		(3)	—
Solde au début de l'exercice		3 239	3 252
Solde à la fin de la période		<u><u>3 442 \$</u></u>	<u><u>3 148 \$</u></u>

La note 24 présente des informations supplémentaires sur les flux de trésorerie.

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

NOTES ANNEXES

**Au 31 mars 2025 et au 31 décembre 2024 et
pour les trimestres clos les 31 mars 2025 et 2024**

NOTE 1. NATURE ET DESCRIPTION DE LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE

Brookfield Business Partners L.P. et ses filiales (collectivement, la « société en commandite ») détiennent et exploitent des services commerciaux et des activités industrielles à l'échelle mondiale. Brookfield Business Partners L.P. est une société en commandite constituée sous le régime des lois des Bermudes et structurée en vertu d'une convention de société en commandite, dans sa version modifiée le 31 mai 2016 et modifiée par la suite. Brookfield Corporation (collectivement avec ses filiales contrôlées, à l'exclusion de la société en commandite, « Brookfield ») est la société mère ultime de la société en commandite. Le terme « détenteurs de Brookfield » se rapporte à Brookfield, à Brookfield Wealth Solutions Ltd. (« Brookfield Wealth Solutions ») et à leurs parties liées. Les parts de société en commandite de Brookfield Business Partners L.P. sont cotées à la Bourse de New York (la « NYSE ») et à la Bourse de Toronto (la « TSX ») sous les symboles « BBU » et « BBU.UN », respectivement. Le siège social de Brookfield Business Partners L.P. est situé au 73 Front Street, 5th Floor, Hamilton HM 12, Bermudes.

Le seul placement direct de Brookfield Business Partners L.P. se compose de parts du commandité gestionnaire (les « parts du commandité gestionnaire ») de Brookfield Business L.P. (la « société de portefeuille SEC »), qui détient les participations de la société en commandite dans ses entreprises d'exploitation. Les titres de capitaux propres consolidés de la société en commandite comprennent les parts de société en commandite sans droit de vote négociées en bourse (les « parts de société en commandite ») détenues par des porteurs de parts dans le public et par les détenteurs de Brookfield, les parts de commandité détenues par Brookfield (les « parts de commandité »), les parts de société en commandite de rachat-échange (les « parts de rachat-échange ») de la société de portefeuille SEC détenues par Brookfield, les parts de société en commandite spéciales (les « parts de société en commandite spéciales ») de la société de portefeuille SEC détenues par Brookfield et les actions à droit de vote subalterne échangeables de catégorie A (les « actions échangeables de BBUC ») de Brookfield Business Corporation (« BBUC »), une filiale consolidée de la société en commandite, détenues dans le public et par les détenteurs de Brookfield. Les porteurs de parts de société en commandite, de parts de commandité, de parts de rachat-échange, de parts de société en commandite spéciales et d'actions échangeables de BBUC seront collectivement appelés les « Porteurs de parts » tout au long des présentes, à moins d'indication autre selon le contexte. Les parts de société en commandite, les parts de commandité, les parts de rachat-échange, les parts de société en commandite spéciales et les actions échangeables de BBUC seront collectivement appelées tout au long des présentes les « Parts », à moins d'indication autre selon le contexte.

Les principales activités de la société en commandite comprennent des services commerciaux, notamment une société d'assurance hypothécaire résidentielle, une entreprise de services technologiques et de solutions logicielles pour les concessionnaires, une entreprise de services de soins de santé ainsi qu'une entreprise de construction. Les activités industrielles de la société en commandite comprennent entre autres une entreprise de stockage d'énergie évolué et une entreprise de fabrication de composants de haute technologie. Les activités liées aux services d'infrastructures de la société en commandite comprennent une entreprise de services liés au pétrole extracôtier, une entreprise de services de loterie, une entreprise de services de location de solutions modulaires et une entreprise de services d'accès aux travaux. La société en commandite exerce ses activités principalement aux États-Unis, en Europe, en Australie, au Brésil et au Canada.

NOTE 2. INFORMATIONS SIGNIFICATIVES SUR LES MÉTHODES COMPTABLES

a) Mode de présentation

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la société en commandite ont été préparés selon IAS 34 *Information financière intermédiaire* (« IAS 34 »), publiée par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »), et selon les méthodes comptables que la société en commandite a appliquées dans ses états financiers consolidés annuels au 31 décembre 2024 et pour l'exercice clos à cette date. Les méthodes comptables utilisées par la société en commandite dans ses états financiers consolidés annuels au 31 décembre 2024 et pour l'exercice clos à cette date sont présentées à la note 2 de ces états financiers consolidés, auxquels il convient de se reporter au cours de la lecture des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités. Tous les termes définis sont également décrits dans les états financiers consolidés annuels. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ont été préparés sur la base de la continuité de l'exploitation et ils sont présentés en dollars américains, et les chiffres sont arrondis au million le plus près, sauf indication contraire.

Le conseil d'administration du commandité de la société en commandite, Brookfield Business Partners Limited (le « commandité »), a approuvé, au nom de la société en commandite, ces états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et leur publication le 6 mai 2025.

NOTES ANNEXES

Au 31 mars 2025 et au 31 décembre 2024 et pour les trimestres clos les 31 mars 2025 et 2024

i) Révision des informations à fournir pour les périodes comparatives

Dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités au 31 mars 2025 et pour le trimestre clos à cette date, la société en commandite a corrigé les informations à fournir sur les transactions entre parties liées de la période comparative, soit pour le trimestre clos le 31 mars 2024, afin d'inclure les produits gagnés par l'une de ses filiales auprès d'une entreprise associée comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence, lesquels avaient été omis auparavant. Se reporter à la note 17 pour des renseignements supplémentaires. La société en commandite a conclu que l'incidence qui découle de cette correction n'était pas significative, et les modifications n'ont eu aucun effet sur les états consolidés intermédiaires résumés non audités de la situation financière, du résultat net et des variations des capitaux propres ni sur les tableaux consolidés des flux de trésorerie de la société en commandite pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 et le trimestre clos le 31 mars 2024.

b) Jugements comptables critiques et incertitude d'évaluation

La préparation des états financiers conformément à IAS 34 exige que la direction formule des jugements, estimations et hypothèses critiques qui ont des répercussions sur les montants des actifs et des passifs présentés, sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers et sur le montant présenté des produits et des charges durant la période de présentation de l'information financière visée par les états financiers, qu'il n'est pas facile d'établir à partir d'autres sources. Les estimations et jugements comptables critiques ont été présentés à la note 2 des états financiers consolidés annuels au 31 décembre 2024 et pour l'exercice clos à cette date de la société en commandite. Ces estimations et hypothèses connexes sont fondées sur des données historiques et sur d'autres facteurs considérés comme pertinents. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations. Aucun changement important n'a été apporté à la méthode de détermination des jugements et estimations comptables critiques par rapport à ceux décrits dans les états financiers consolidés annuels au 31 décembre 2024 et pour l'exercice clos à cette date.

i) Incidence de la législation fiscale

i)a) Impôt complémentaire minimum mondial

La société en commandite exerce ses activités dans des pays, y compris le Canada, qui ont adopté une nouvelle loi en vue de mettre en œuvre l'impôt complémentaire minimum mondial, avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2024. La société en commandite a appliqué une dérogation obligatoire temporaire à l'égard de la comptabilisation et de la présentation de l'impôt différé relativement à l'impôt complémentaire minimum mondial, qu'elle comptabilisera à titre d'impôt exigible lorsqu'il sera engagé. Il n'y a eu aucune incidence significative sur l'impôt exigible pour le trimestre clos le 31 mars 2025. L'impôt complémentaire minimum mondial ne devrait pas avoir d'incidence significative sur la situation financière de la société en commandite.

i)b) Législation américaine relative à la fabrication et à la production intérieures dans le secteur de l'énergie

Le 16 août 2022, les États-Unis ont adopté des lois qui prévoient des incitatifs relatifs à la fabrication et à la production intérieures dans le secteur de l'énergie. En décembre 2023, le département du Trésor des États-Unis a publié des projets de règlements, lesquels ont été finalisés en octobre 2024, qui fournissent des directives pour déterminer l'admissibilité aux avantages fiscaux. Les avantages fiscaux sont disponibles en ce qui a trait aux activités admissibles de 2023 à 2032 et seront éliminés progressivement à compter de 2030.

L'entreprise de stockage d'énergie évolué de la société en commandite a le droit de demander ces avantages fiscaux pendant la période de disponibilité. En ce qui a trait aux activités admissibles pour la période allant du 1^{er} octobre 2022 au 30 septembre 2023, les avantages fiscaux donnent lieu à un report en avant pour compenser l'impôt futur, et ils sont comptabilisés conformément à IAS 12 *Impôts sur le résultat* (« IAS 12 »). Au cours des trimestres clos le 31 mars 2025 et le 31 mars 2024, la société en commandite n'a comptabilisé aucun montant au titre de reports en avant.

En ce qui a trait aux activités admissibles de l'entreprise de stockage d'énergie évolué de la société en commandite débutant au cours de l'exercice 2024 et après le 1^{er} octobre 2023, ces avantages fiscaux peuvent être remboursés ou transférés. Par conséquent, les avantages sont comptabilisés conformément à IAS 20 *Comptabilisation des subventions publiques et informations à fournir sur l'aide publique* (« IAS 20 »).

IAS 20 permet de choisir la méthode de présentation des avantages de nature similaire, soit de les comptabiliser en produits ou de les utiliser pour compenser une charge connexe. La société en commandite a choisi de porter ces avantages en réduction des coûts d'exploitation directs. Pour le trimestre clos le 31 mars 2025, la société en commandite a comptabilisé un avantage de 259 M\$ (31 mars 2024 – néant).

NOTES ANNEXES

Au 31 mars 2025 et au 31 décembre 2024 et pour les trimestres clos les 31 mars 2025 et 2024

ii) *Continuité de l'exploitation*

Pour évaluer si l'hypothèse de la continuité de l'exploitation est appropriée et s'il existe des incertitudes significatives qui jettent un doute important sur la capacité de la société en commandite à poursuivre son exploitation, la direction a fait certaines estimations et hypothèses à l'égard des flux de trésorerie futurs. Ces jugements tiennent compte de divers facteurs prospectifs, tels que les flux de trésorerie prévus, l'accès au financement et aux réserves de liquidités, les investissements de maintien prévus et le remboursement des dettes. La direction a également formulé des estimations et des jugements précis à l'égard des flux de trésorerie futurs prévus pour évaluer l'hypothèse de la continuité de l'exploitation de son entreprise de services de soins de santé, en tenant compte des initiatives stratégiques en cours, notamment des négociations avec les prêteurs et les propriétaires en vue de modifier les loyers et les conventions de dette, des négociations avec les sociétés d'assurance maladie du secteur privé en vue de modifier les accords de financement des hôpitaux, du report des dépenses non engagées et des avantages prévus découlant des mesures de réduction des coûts. Les hypothèses qui sous-tendent cette évaluation sont fondées sur les résultats d'exploitation réels et sur l'information disponible la plus pertinente à l'égard de l'avenir, y compris les initiatives stratégiques et les plans d'affaires de la société en commandite, et sont susceptibles d'être influencées par les conditions du marché, les mises à jour de la réglementation et les risques macroéconomiques.

c) **Changements futurs de méthodes comptables**

i) *Modifications d'IFRS 9 Instruments financiers (« IFRS 9 ») et d'IFRS 7 Instruments financiers : Informations à fournir (« IFRS 7 ») – Classement et évaluation des instruments financiers*

En mai 2024, l'IASB a publié des modifications qui clarifient les exigences relatives au moment de la comptabilisation et de la décomptabilisation des passifs financiers réglés au moyen d'un système de paiement électronique, qui ajoutent de nouvelles directives pour l'évaluation des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des actifs financiers assortis d'une clause conditionnelle et qui ajoutent des informations nouvelles ou modifiées à fournir sur les placements dans des instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et des instruments financiers assortis de clauses conditionnelles. Les modifications d'IFRS 9 et d'IFRS 7 entreront en vigueur pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2026, et l'adoption anticipée est permise. La société en commandite évalue actuellement l'incidence de ces modifications.

ii) *IFRS 18 États financiers : Présentation et informations à fournir (« IFRS 18 »)*

En avril 2024, l'IASB a publié IFRS 18 pour remplacer IAS 1 *Présentation des états financiers* (« IAS 1 »). IFRS 18 entrera en vigueur pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2027, et l'adoption anticipée est permise. IFRS 18 vise à améliorer l'information financière en imposant la présentation de sous-totaux définis additionnels dans l'état du résultat net ainsi que la présentation d'informations sur les mesures de la performance définies par la direction et en introduisant de nouveaux principes de regroupement et de ventilation des éléments. La société en commandite évalue actuellement l'incidence de ces modifications.

À l'heure actuelle, aucun autre changement futur des Normes IFRS de comptabilité n'est susceptible d'avoir une incidence significative sur la société en commandite.

NOTE 3. ACQUISITION D'ENTREPRISES

Lorsqu'elle détermine la méthode appropriée pour comptabiliser ses entités émettrices, la société en commandite évalue le degré d'influence qu'elle exerce directement ou par l'intermédiaire d'une entente sur les activités pertinentes de l'entité émettrice. Un contrôle est exercé lorsque la société en commandite a un pouvoir sur les entités acquises et lorsqu'elle a la capacité d'utiliser son pouvoir pour influencer sur les rendements de ces entités.

La société en commandite comptabilise les regroupements d'entreprises selon la méthode de l'acquisition, en vertu de laquelle les actifs et les passifs corporels et incorporels identifiables sont comptabilisés et évalués en fonction de leur juste valeur estimative à la date d'acquisition.

NOTES ANNEXES

Au 31 mars 2025 et au 31 décembre 2024 et
pour les trimestres clos les 31 mars 2025 et 2024

a) Acquisitions conclues au cours du trimestre clos le 31 mars 2025

Activités industrielles

Chemelex

Le 30 janvier 2025, la société en commandite, de concert avec des partenaires institutionnels, a acquis une participation économique de 100 % dans Chemelex, un fabricant de systèmes de traçage thermique électrique aux États-Unis. La contrepartie totale pour l'entreprise s'est établie à 1 654 M\$, et elle a été financée par emprunt et par capitaux propres. La société en commandite a reçu 100 % des droits de vote, obtenant ainsi le contrôle de l'entreprise. Par conséquent, la société en commandite a consolidé l'entreprise aux fins de la présentation de l'information financière. La participation économique de la société en commandite dans l'entreprise est d'environ 26 %.

Un goodwill de 645 M\$ a été comptabilisé, lequel représente la croissance que la société en commandite devrait connaître en raison de ces activités. Le goodwill comptabilisé n'était pas déductible aux fins de l'impôt sur le résultat. Des immobilisations incorporelles de 804 M\$ ont été acquises dans le cadre de la transaction, qui se composent de relations clients de 498 M\$, des marques et marques de commerce de 198 M\$ et de technologies et logiciels développés de 108 M\$. Les autres éléments comprennent des immobilisations corporelles de 115 M\$, des stocks de 109 M\$ et d'autres passifs nets de 19 M\$. Des coûts de transaction d'environ 34 M\$ ont été inscrits à titre d'autres charges dans les états consolidés intermédiaires résumés du résultat net non audités.

Les résultats de la société en commandite provenant de ces activités pour la période close le 31 mars 2025 comprennent des produits de 109 M\$ et une perte nette attribuable aux Porteurs de parts de 11 M\$ découlant de l'acquisition. Si l'acquisition avait pris effet le 1^{er} janvier 2025, la société en commandite aurait comptabilisé des produits de 149 M\$ et une perte nette attribuable aux Porteurs de parts de 9 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2025.

b) Acquisitions conclues en 2024

Aucune acquisition importante n'a eu lieu au cours du trimestre clos le 31 mars 2024.

NOTE 4. JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La juste valeur d'un instrument financier correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. La juste valeur est fondée sur le cours acheteur ou le cours vendeur coté, selon le cas. Lorsque aucun cours acheteur ou vendeur n'est disponible, le cours de clôture de la transaction la plus récente liée à cet instrument est utilisé. Lorsqu'il n'y a pas de marché actif, nous déterminons la juste valeur selon les cours du marché en vigueur, comme les cours acheteur et vendeur, selon le cas, pour des instruments financiers présentant des caractéristiques et des profils de risque semblables, ou selon des modèles d'évaluation internes et externes, tels que des modèles d'évaluation des options et des analyses des flux de trésorerie actualisés, reposant sur des données de marché observables, lorsqu'elles sont disponibles.

Lorsque la juste valeur est établie à partir de modèles d'évaluation, il est nécessaire d'avoir recours à des hypothèses quant au montant et à l'échéancier des flux de trésorerie futurs estimatifs et aux taux d'actualisation. Pour déterminer ces hypothèses, la société en commandite se base principalement sur des données de marché externes facilement observables, telles que les courbes de rendement des taux d'intérêt, les taux de change, ainsi que la volatilité des prix et des taux, selon le cas.

NOTES ANNEXES

Au 31 mars 2025 et au 31 décembre 2024 et pour les trimestres clos les 31 mars 2025 et 2024

Le tableau suivant présente de l'information détaillée sur les instruments financiers et leur classement connexe au 31 mars 2025.

(EN M\$ US)

BASE D'ÉVALUATION	JVRN	JVAERG	Coût amorti	Total
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	— \$	— \$	3 442 \$	3 442 \$
Débiteurs et autres montants à recevoir, montant net (courants et non courants)	—	—	6 948	6 948
Actifs financiers (courants et non courants) ¹	894	4 641	6 107	11 642
Total	894 \$	4 641 \$	16 497 \$	22 032 \$
Passifs financiers				
Créditeurs et autres passifs (courants et non courants) ^{1,2}	163 \$	171 \$	8 432 \$	8 766 \$
Emprunts (courants et non courants)	—	—	43 333	43 333
Total	163 \$	171 \$	51 765 \$	52 099 \$

- La juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (« JVAERG ») et la juste valeur par le biais du résultat net (« JVRN ») comprennent des actifs dérivés et des passifs dérivés désignés comme faisant partie d'une relation de couverture. Se reporter à « Activités de couverture » à la note 4a) ci-après.
- Tient compte des passifs dérivés, mais ne tient pas compte des passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente, des provisions, des passifs relatifs au démantèlement, des produits différés, des passifs au titre des contrats d'assurance, des travaux en cours, des avantages postérieurs à l'emploi ni des autres passifs de 6 319 M\$.

Au 31 mars 2025, la trésorerie et les équivalents de trésorerie comprenaient un montant en trésorerie de 1 975 M\$ (31 décembre 2024 – 1 991 M\$) et un montant en équivalents de trésorerie de 1 467 M\$ (31 décembre 2024 – 1 248 M\$).

Au 31 mars 2025, les actifs financiers (courants et non courants) comprenaient des instruments de capitaux propres de 378 M\$ (31 décembre 2024 – 466 M\$) et des instruments de créance de 3 944 M\$ (31 décembre 2024 – 3 904 M\$) désignés comme étant évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

Le tableau suivant présente de l'information détaillée sur les instruments financiers et leur classement connexe au 31 décembre 2024.

(EN M\$ US)

BASE D'ÉVALUATION	JVRN	JVAERG	Coût amorti	Total
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	— \$	— \$	3 239 \$	3 239 \$
Débiteurs et autres montants à recevoir, montant net (courants et non courants)	—	—	6 279	6 279
Actifs financiers (courants et non courants) ¹	937	4 767	6 667	12 371
Total	937 \$	4 767 \$	16 185 \$	21 889 \$
Passifs financiers				
Créditeurs et autres passifs ^{1,2}	170 \$	187 \$	8 194 \$	8 551 \$
Emprunts (courants et non courants)	—	—	38 862	38 862
Total	170 \$	187 \$	47 056 \$	47 413 \$

- La JVAERG et la JVRN comprennent des actifs dérivés et des passifs dérivés désignés comme faisant partie d'une relation de couverture. Se reporter à « Activités de couverture » à la note 4a) ci-après.
- Tient compte des passifs dérivés, mais ne tient pas compte des passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente, des provisions, des passifs relatifs au démantèlement, des produits différés, des passifs au titre des contrats d'assurance, des travaux en cours, des avantages postérieurs à l'emploi ni des autres passifs de 8 140 M\$.

NOTES ANNEXES

Au 31 mars 2025 et au 31 décembre 2024 et pour les trimestres clos les 31 mars 2025 et 2024

a) Activités de couverture

Les instruments dérivés qui ne sont pas désignés comme faisant partie d'une relation de couverture sont classés comme étant à la JVRN, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les états consolidés intermédiaires résumés du résultat net non audités.

Couvertures d'investissement net

La société en commandite utilise des contrats dérivés de change, des options sur devises et des instruments d'emprunt libellés en devises pour gérer le risque de change lié aux investissements nets dans des établissements à l'étranger. Pour le trimestre clos le 31 mars 2025, une perte nette avant impôt de 41 M\$ (31 mars 2024 – profit net avant impôt de 34 M\$) a été comptabilisée dans les autres éléments du résultat global relativement à la partie efficace des couvertures d'investissement net dans des établissements à l'étranger. Au 31 mars 2025, les soldes de l'actif dérivé et du passif dérivé découlant des contrats dérivés désignés à titre de couvertures d'investissement net se chiffraient respectivement à 199 M\$ (31 décembre 2024 – 177 M\$) et à 109 M\$ (31 décembre 2024 – 135 M\$).

Couvertures de flux de trésorerie

La société en commandite utilise des contrats de swap sur marchandises pour couvrir le prix de vente des contrats de gaz naturel et le prix d'achat de plomb, de polypropylène et d'étain, des contrats de change et des contrats d'option pour couvrir les transactions futures hautement probables ainsi que des contrats de taux d'intérêt pour couvrir les flux de trésorerie liés à ses emprunts à taux variable. Un certain nombre de ces contrats sont désignés comme couvertures de flux de trésorerie. Pour le trimestre clos le 31 mars 2025, une perte nette avant impôt de 88 M\$ (31 mars 2024 – profit net avant impôt de 141 M\$) a été comptabilisée dans les autres éléments du résultat global relativement à la partie efficace des couvertures de flux de trésorerie. Au 31 mars 2025, les soldes de l'actif dérivé et du passif dérivé découlant des contrats dérivés désignés à titre de couvertures de flux de trésorerie se chiffraient respectivement à 120 M\$ (31 décembre 2024 – 220 M\$) et à 62 M\$ (31 décembre 2024 – 52 M\$).

Couvertures de juste valeur

La société en commandite utilise des swaps de devises et de taux d'intérêt pour couvrir son risque lié à la juste valeur de certains emprunts libellés en devises découlant des variations des taux de change. Au 31 mars 2025, les soldes de l'actif dérivé et du passif dérivé découlant des contrats dérivés désignés à titre de couvertures de juste valeur se chiffraient respectivement à 72 M\$ (31 décembre 2024 – 71 M\$) et à 55 M\$ (31 décembre 2024 – 28 M\$).

b) Niveaux hiérarchiques des justes valeurs – instruments financiers

Les actifs et les passifs de niveau 3 évalués à la juste valeur de façon récurrente comprennent des actifs financiers de 978 M\$ (31 décembre 2024 – 993 M\$) et des passifs financiers de 25 M\$ (31 décembre 2024 – 25 M\$), lesquels sont évalués à la juste valeur au moyen de données d'entrée fondées sur les meilleures estimations de la direction.

NOTES ANNEXES

Au 31 mars 2025 et au 31 décembre 2024 et pour les trimestres clos les 31 mars 2025 et 2024

Le tableau suivant présente le classement des actifs et des passifs financiers comptabilisés à la juste valeur selon le niveau des données d'entrée utilisées au 31 mars 2025 et au 31 décembre 2024.

(EN M\$ US)	31 mars 2025			31 décembre 2024		
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Actifs financiers						
Actions ordinaires	67 \$	— \$	— \$	60 \$	— \$	— \$
Obligations de sociétés et obligations d'État	37	2 992	273	21	3 033	249
Actifs dérivés	—	443	—	—	522	—
Autres actifs financiers ¹	340	678	705	441	634	744
	444 \$	4 113 \$	978 \$	522 \$	4 189 \$	993 \$
Passifs financiers						
Passifs dérivés	— \$	309 \$	— \$	— \$	332 \$	— \$
Autres passifs financiers	—	—	25	—	—	25
	— \$	309 \$	25 \$	— \$	332 \$	25 \$

1. Les autres actifs financiers comprennent des débetures garanties, des titres adossés à des actifs et des actions privilégiées. Les autres actifs financiers classés dans le niveau 1 se composent principalement d'actions privilégiées cotées en bourse et de fonds communs de placement. Les autres actifs financiers classés dans le niveau 2 se composent principalement de titres adossés à des actifs, et les actifs financiers classés dans le niveau 3 se composent principalement de titres privilégiés convertibles détenus par l'entreprise de mesure d'audience de la société en commandite et de débetures garanties.

Il n'y a eu aucun transfert entre les niveaux au cours du trimestre clos le 31 mars 2025.

Le tableau suivant présente la variation du solde des actifs financiers classés dans le niveau 3 pour le trimestre clos le 31 mars 2025 et l'exercice clos le 31 décembre 2024.

(EN M\$ US)	31 mars 2025	31 décembre 2024
Solde au début de la période	993 \$	828 \$
Variation de la juste valeur comptabilisée en résultat net	6	14
Variation de la juste valeur comptabilisée dans les autres éléments du résultat global	7	18
Entrées	23	177
Cessions	(52)	(48)
Écart de change et autres	1	4
Solde à la fin de la période	978 \$	993 \$

Le tableau suivant présente la variation du solde des passifs financiers classés dans le niveau 3 pour le trimestre clos le 31 mars 2025 et l'exercice clos le 31 décembre 2024.

(EN M\$ US)	31 mars 2025	31 décembre 2024
Solde au début de la période	25 \$	284 \$
Variation de la juste valeur comptabilisée en résultat net	—	(151)
Variation de la juste valeur comptabilisée dans les autres éléments du résultat global	—	(1)
Entrées	—	12
Cessions/règlements	—	(117)
Écart de change et autres	—	(2)
Solde à la fin de la période	25 \$	25 \$

NOTES ANNEXES

**Au 31 mars 2025 et au 31 décembre 2024 et
pour les trimestres clos les 31 mars 2025 et 2024**

NOTE 5. ACTIFS FINANCIERS

<u>(EN M\$ US)</u>	<u>31 mars 2025</u>	<u>31 décembre 2024</u>
Courants		
Titres négociables	579 \$	571 \$
Liquidités soumises à restrictions	71	165
Actifs dérivés	178	185
Prêts et effets à recevoir	307	396
Autres actifs financiers ¹	211	220
Total – courants	1 346 \$	1 537 \$
Non courants		
Titres négociables	2 305 \$	2 333 \$
Liquidités soumises à restrictions	75	63
Actifs dérivés	265	337
Prêts et effets à recevoir ²	5 308	5 734
Autres actifs financiers ¹	2 343	2 367
Total – non courants	10 296 \$	10 834 \$

1. Les autres actifs financiers se composent principalement de titres adossés à des actifs et d'obligations à rendement élevé détenus par la société d'assurance hypothécaire résidentielle de la société en commandite, ainsi que d'actions privilégiées convertibles détenues par l'entreprise de mesure d'audience de la société en commandite.
2. Les prêts et effets à recevoir comprennent des créances hypothécaires de 4 577 M\$ (31 décembre 2024 – 5 014 M\$) liées au gestionnaire d'actifs et prêteur australien de la société en commandite.

NOTE 6. DÉBITEURS ET AUTRES MONTANTS À RECEVOIR, MONTANT NET

<u>(EN M\$ US)</u>	<u>31 mars 2025</u>	<u>31 décembre 2024</u>
Courants, montant net¹	6 049 \$	5 178 \$
Non courants, montant net		
Débiteurs	192	449
Retenue sur un contrat avec un client	55	55
Droits de facturation	652	597
Total – non courants, montant net	899 \$	1 101 \$
Total	6 948 \$	6 279 \$

1. Comprend un montant à recevoir de 1 600 M\$ (31 décembre 2024 – 1 341 M\$) lié aux avantages fiscaux de l'entreprise de stockage d'énergie évolué de la société en commandite. Se reporter à la note 2b)i) pour plus de détails.

Les droits de facturation non courants représentent les droits non facturés de l'entreprise d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux usées de la société en commandite au Brésil découlant des produits tirés de la construction relativement à des contrats liés à des concessions publiques classés comme des actifs financiers, lesquels sont comptabilisés quand il existe un droit inconditionnel de recevoir de la trésorerie ou d'autres actifs financiers de la part du concédant à l'égard des services de construction.

L'entreprise de construction de la société en commandite affiche un solde de retenues, qui se compose de montants qui sont gagnés, mais retenus tant que certaines conditions spécifiées dans le contrat n'ont pas été satisfaites. Le solde de retenues compris dans la tranche courante des débiteurs et autres montants à recevoir, montant net au 31 mars 2025 se chiffrait à 60 M\$ (31 décembre 2024 – 120 M\$).

NOTES ANNEXES

Au 31 mars 2025 et au 31 décembre 2024 et
pour les trimestres clos les 31 mars 2025 et 2024

NOTE 7. STOCKS, MONTANT NET

(EN M\$ US)	31 mars 2025	31 décembre 2024
Matières premières et consommables	854 \$	809 \$
Travaux en cours	720	613
Produits finis et autres produits ¹	1 166	994
Valeur comptable des stocks	2 740 \$	2 416 \$

1. Les produits finis et autres produits se composent principalement des stocks de produits finis de l'entreprise de stockage d'énergie évolué et de l'entreprise de fabrication de composants de haute technologie de la société en commandite.

NOTE 8. CESSIONS

a) Cessions conclues au cours du trimestre clos le 31 mars 2025

Services d'infrastructures

Entreprise de services liés au pétrole extracôtier

Le 16 janvier 2025, l'entreprise de services liés au pétrole extracôtier de la société en commandite a conclu la vente annoncée précédemment de ses activités liées aux pétroliers navettes pour une contrepartie de 484 M\$, ce qui a donné lieu à la comptabilisation d'un profit net de 214 M\$ dans les états consolidés intermédiaires résumés du résultat net non audités, au poste Profit (perte) sur les acquisitions et cessions, montant net.

b) Cessions conclues au cours du trimestre clos le 31 mars 2024

Services commerciaux

Entreprise de services immobiliers

Le 31 mars 2024, la société en commandite a conclu la vente de sa participation de commandité et de son portefeuille de services de courtage immobilier résidentiel à Bridgemarq, une entreprise de services immobiliers et de courtage cotée en bourse dans laquelle la société en commandite détient un placement mis en équivalence. En contrepartie, la société en commandite a reçu des parts de société en commandite de l'entité ouverte Bridgemarq, ce qui a fait passer sa participation de 28 % à environ 42 %. Cette transaction a donné lieu à la comptabilisation d'un profit avant impôt de 15 M\$ dans les états consolidés intermédiaires résumés du résultat net non audités, au poste Profit (perte) sur les acquisitions et cessions, montant net.

Services d'infrastructures

Entreprise de services liés au pétrole extracôtier

Le 29 février 2024, l'entreprise de services liés au pétrole extracôtier de la société en commandite a conclu la vente de ses activités secondaires de remorquage. Le produit de la vente était égal à la valeur comptable de l'entreprise cédée, de sorte qu'aucun profit ni aucune perte n'a été comptabilisé.

NOTES ANNEXES

**Au 31 mars 2025 et au 31 décembre 2024 et
pour les trimestres clos les 31 mars 2025 et 2024**

NOTE 9. AUTRES ACTIFS

<u>(EN M\$ US)</u>	<u>31 mars 2025</u>	<u>31 décembre 2024</u>
Courants		
Travaux en cours ¹	206 \$	170 \$
Paiements anticipés et autres actifs	795	757
Actifs détenus en vue de la vente ²	472	2 042
Total – courants	1 473 \$	2 969 \$
Non courants		
Paiements anticipés et autres actifs ³	850 \$	343 \$
Total – non courants	850 \$	343 \$

1. Se reporter à la note 15 pour des renseignements supplémentaires.
2. Au 31 mars 2025, les actifs détenus en vue de la vente comprenaient les activités secondaires de financement résidentiel de l'entreprise de services financiers non bancaires en Inde de la société en commandite. Les actifs détenus en vue de la vente au 31 décembre 2024 comprenaient les activités liées aux pétroliers navettes de la société en commandite qui ont été vendues en janvier 2025.
3. Comprend les créances résultant de contrats de location-financement liés aux navires de l'entreprise de services liés au pétrole extracôtier de la société en commandite.

NOTE 10. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Le tableau suivant présente la variation du solde des immobilisations corporelles pour le trimestre clos le 31 mars 2025 et l'exercice clos le 31 décembre 2024.

<u>(EN M\$ US)</u>	<u>31 mars 2025</u>	<u>31 décembre 2024</u>
Valeur comptable brute		
Solde au début de la période	19 118 \$	22 392 \$
Entrées (avec ou sans effet sur la trésorerie)	670	3 280
Cessions ²	(1 660)	(2 609)
Acquisitions par l'entremise de regroupements d'entreprises	115	10
Actifs reclassés comme détenus en vue de la vente	(7)	(2 681)
Écart de change et autres	380	(1 274)
Solde à la fin de la période	18 616 \$	19 118 \$
Cumul de l'amortissement et des pertes de valeur		
Solde au début de la période	(5 886) \$	(6 668) \$
Dotation à l'amortissement, amortissement pour déplétion et charge pour perte de valeur	(344)	(1 809)
Cessions	231	1 152
Actifs reclassés comme détenus en vue de la vente	4	1 156
Écart de change et autres	(92)	283
Solde à la fin de la période	(6 087) \$	(5 886) \$
Valeur comptable nette¹	12 529 \$	13 232 \$

1. Comprend des actifs au titre de droits d'utilisation de 931 M\$ au 31 mars 2025 (31 décembre 2024 – 874 M\$).
2. Comprend le reclassement d'immobilisations corporelles d'un montant de 1 419 M\$ dans les créances résultant de contrats de location-financement liés aux navires de l'entreprise de services liés au pétrole extracôtier de la société en commandite.

NOTES ANNEXES

Au 31 mars 2025 et au 31 décembre 2024 et
pour les trimestres clos les 31 mars 2025 et 2024

NOTE 11. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Le tableau suivant présente la variation du solde des immobilisations incorporelles pour le trimestre clos le 31 mars 2025 et l'exercice clos le 31 décembre 2024.

<u>(EN M\$ US)</u>	<u>31 mars 2025</u>	<u>31 décembre 2024</u>
Valeur comptable brute		
Solde au début de la période	23 749 \$	25 242 \$
Entrées	75	373
Acquisitions par l'entremise de regroupements d'entreprises	804	21
Cessions	(5)	(596)
Écart de change	461	(1 291)
Solde à la fin de la période	25 084 \$	23 749 \$
Cumul de l'amortissement et des pertes de valeur		
Solde au début de la période	(5 432) \$	(4 396) \$
Dotation à l'amortissement et charge pour perte de valeur	(386)	(1 590)
Cessions	1	289
Écart de change	(110)	265
Solde à la fin de la période	(5 927) \$	(5 432) \$
Valeur comptable nette	19 157 \$	18 317 \$

NOTE 12. GOODWILL

Le tableau suivant présente la variation du solde du goodwill pour le trimestre clos le 31 mars 2025 et l'exercice clos le 31 décembre 2024.

<u>(EN M\$ US)</u>	<u>31 mars 2025</u>	<u>31 décembre 2024</u>
Solde au début de la période	12 239 \$	14 129 \$
Acquisitions par l'entremise de regroupements d'entreprises ¹	646	50
Perte de valeur	—	(793)
Cessions	—	(638)
Actifs reclassés comme détenus en vue de la vente	—	14
Écart de change	147	(523)
Solde à la fin de la période	13 032 \$	12 239 \$

1. Se reporter à la note 3 pour des renseignements supplémentaires.

NOTE 13. PLACEMENTS MIS EN ÉQUIVALENCE

Le tableau suivant présente la variation du solde des placements mis en équivalence pour le trimestre clos le 31 mars 2025 et l'exercice clos le 31 décembre 2024.

<u>(EN M\$ US)</u>	<u>31 mars 2025</u>	<u>31 décembre 2024</u>
Solde au début de la période	2 325 \$	2 154 \$
Entrées	15	372
Cessions	(6)	(29)
Quote-part du bénéfice net (de la perte nette)	(8)	90
Quote-part des autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	5	(13)
Distributions reçues	(31)	(206)
Écart de change	7	(43)
Solde à la fin de la période	2 307 \$	2 325 \$

NOTES ANNEXES

Au 31 mars 2025 et au 31 décembre 2024 et
pour les trimestres clos les 31 mars 2025 et 2024

NOTE 14. CRÉDITEURS ET AUTRES PASSIFS

(EN M\$ US)	31 mars 2025	31 décembre 2024
Courants		
Créditeurs	3 358 \$	3 250 \$
Charges à payer et autres passifs ^{1,2}	2 945	3 405
Obligations locatives	214	199
Passifs financiers ³	317	371
Passifs d'assurance	404	398
Travaux en cours ⁴	392	382
Provisions et passifs relatifs au démantèlement	838	835
Passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente ⁵	280	1 710
Total – courants	8 748 \$	10 550 \$
Non courants		
Créditeurs	94 \$	87 \$
Charges à payer et autres passifs ²	2 104	1 973
Obligations locatives	783	729
Passifs financiers ³	1 348	1 321
Passifs d'assurance	1 417	1 427
Travaux en cours ⁴	33	36
Provisions et passifs relatifs au démantèlement	558	568
Total – non courants	6 337 \$	6 141 \$

1. Comprend les découverts bancaires de 24 M\$ au 31 mars 2025 (31 décembre 2024 – 19 M\$).
2. Comprend des avantages postérieurs à l'emploi de 216 M\$ (tranche courante de 8 M\$ et tranche non courante de 208 M\$) au 31 mars 2025 et de 204 M\$ (tranche courante de 6 M\$ et tranche non courante de 198 M\$) au 31 décembre 2024.
3. Comprend des passifs financiers de 1 242 M\$ (tranche courante de 38 M\$ et tranche non courante de 1 204 M\$) au 31 mars 2025 et de 1 255 M\$ (tranche courante de 42 M\$ et tranche non courante de 1 213 M\$) au 31 décembre 2024 liés à la cession-bail d'hôpitaux qui a avorté.
4. Se reporter à la note 15 pour des renseignements supplémentaires.
5. En janvier 2025, l'entreprise de services liés au pétrole extracôtier de la société en commandite a conclu la cession de ses activités liées aux pétroliers navettes. Se reporter à la note 8 pour des renseignements supplémentaires.

NOTE 15. CONTRATS EN COURS

(EN M\$ US)	31 mars 2025	31 décembre 2024
Coûts engagés au titre des contrats à la date considérée	12 147 \$	11 241 \$
Bénéfice comptabilisé à la date considérée (moins la perte comptabilisée)	250	203
	12 397 \$	11 444 \$
Moins : facturation à l'avancement	(12 616)	(11 692)
Travaux en cours (passif) au titre des contrats	(219) \$	(248) \$
Composantes :		
Montants dus par des clients – travaux en cours	206 \$	170 \$
Montants dus à des clients – créditeurs	(425)	(418)
Travaux en cours nets	(219) \$	(248) \$

NOTES ANNEXES

Au 31 mars 2025 et au 31 décembre 2024 et pour les trimestres clos les 31 mars 2025 et 2024

NOTE 16. EMPRUNTS

a) Emprunts généraux

La société en commandite a des facilités de crédit bilatérales auprès de grandes banques mondiales. Des montants peuvent être prélevés sur les facilités de crédit en euros, en livres sterling, en dollars australiens, en dollars américains et en dollars canadiens. Les avances en vertu des facilités de crédit portent intérêt au taux précisé parmi le SOFR, le SONIA, l'EURIBOR, le taux CORRA ou le BBSY majoré de 2,50 %, ou au taux précisé entre le taux de base et le taux préférentiel, majoré de 1,50 %. En vertu des facilités de crédit, la société en commandite doit maintenir une valeur corporelle nette minimale et un ratio d'endettement déconsolidé au niveau de la société en commandite. La capacité totale d'emprunt sur les facilités de crédit bilatérales, qui arriveront à échéance le 29 juin 2029, est de 2 350 M\$. Au 31 mars 2025, le solde du montant prélevé sur la facilité de crédit bilatérale s'élevait à 1 017 M\$ (31 décembre 2024 – 2 142 M\$), déduction faite des coûts de financement différés.

Au 31 mars 2025, la société en commandite disposait d'un montant de 1 G\$ sur sa facilité de crédit renouvelable auprès de Brookfield (la « convention de crédit liée à Brookfield »). La facilité de crédit est garantie par la société en commandite, par la société de portefeuille SEC et par certaines des filiales de la société en commandite. La facilité de crédit sera libellée en dollars américains ou canadiens, et les avances seront consenties en fonction du SOFR, du taux CORRA, du taux de base ou du taux préférentiel. La facilité de crédit porte intérêt au SOFR ou au taux CORRA majoré de 3,45 %, ou au taux de base ou au taux préférentiel majoré de 2,45 %. En vertu de la facilité de crédit, la société en commandite doit maintenir une valeur nette déconsolidée minimale. De plus, la facilité de crédit comporte des restrictions relatives à la capacité des emprunteurs et des garants à, entre autres, créer certains privilèges et conclure des accords de couverture à des fins spéculatives. La date d'échéance de la facilité de crédit est le 27 avril 2029; cette échéance sera automatiquement reportée pour une période de un an le 27 avril de chaque année, à moins que Brookfield ne fournisse un avis écrit de son intention de ne pas reporter la date d'échéance en vigueur. Le 27 avril 2026, le montant total disponible aux termes de la facilité de crédit sera réduit pour s'établir à 500 M\$. Au 31 mars 2025, aucun montant n'avait été prélevé sur la facilité de crédit.

La société en commandite respecte actuellement les clauses restrictives liées à ses emprunts généraux et continue de surveiller sa performance par rapport à ces clauses restrictives.

Au 31 mars 2025, il n'y avait aucuns fonds déposés par Brookfield (31 décembre 2024 – néant). Se reporter à la note 17 pour des renseignements supplémentaires sur les conventions de dépôt (définies aux présentes) conclues avec Brookfield.

b) Emprunts sans recours de filiales de la société en commandite

Au 31 mars 2025, les emprunts sans recours de filiales de la société en commandite courants et non courants, déduction faite des coûts de financement différés, des surcotes et des décotes, s'élevaient à 1 399 M\$ et à 40 917 M\$, respectivement (31 décembre 2024 – 1 616 M\$ et 35 104 M\$, respectivement). Les emprunts sans recours de filiales de la société en commandite comprennent les emprunts contractés en vertu des facilités destinées aux souscriptions des fonds de capital-investissement dont Brookfield est le promoteur.

Certaines entreprises de la société en commandite disposent de facilités de crédit dont les montants sont prélevés et remboursés à court terme. Cette variation est comptabilisée en montant net dans les tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie non audités de la société en commandite.

La société en commandite a conclu, par l'intermédiaire de ses entreprises d'exploitation, des accords de financement qui sont négociés sur des marchés publics ou sont détenus auprès d'institutions financières importantes. Il s'agit principalement d'emprunts à terme, de programmes de titrisation, de facilités de crédit, de billets et de débentures assortis de taux d'intérêt fixes ou variables. La plupart de ces emprunts ne sont pas assujettis à des clauses restrictives financières; cependant, certains sont assujettis à des clauses restrictives relatives au ratio de couverture des charges fixes, au ratio d'endettement et aux niveaux minimaux de capitaux propres et de liquidités.

La société en commandite finance surtout des actifs au niveau des filiales au moyen d'emprunts qui sont sans recours contre la société en commandite ou ses autres filiales et qui sont généralement garantis par des actifs appartenant aux filiales respectives. En outre, des instruments d'emprunt des filiales de la société en commandite n'entraînent pas une déchéance croisée ni un défaut croisé à l'égard d'emprunts d'autres filiales. Au 31 mars 2025, les filiales de la société en commandite respectaient toutes les clauses restrictives significatives, ou avaient obtenu des exemptions à l'égard de celles-ci, et la société en commandite continue de surveiller ses entreprises de manière à s'assurer qu'elles respectent ces clauses restrictives. Plus tôt au cours de l'exercice, l'entreprise de services de soins de santé de la société en commandite a conclu un accord d'allègement avec ses prêteurs, ce qui lui a permis de bénéficier d'un allègement temporaire des intérêts en vertu de ses ententes de financement. La performance opérationnelle est encore mise à rude épreuve et la structure du capital actuelle n'est pas viable. L'entreprise évalue ses options à mesure qu'elle continue de négocier avec les principales parties prenantes.

NOTES ANNEXES

Au 31 mars 2025 et au 31 décembre 2024 et pour les trimestres clos les 31 mars 2025 et 2024

NOTE 17. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Dans le cours normal des activités, la société en commandite a conclu les transactions présentées ci-dessous avec des parties liées. Ces transactions ont été évaluées à la juste valeur et sont comptabilisées dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités. La société mère ultime de la société en commandite est Brookfield Corporation. Les autres parties liées de la société en commandite comprennent les filiales, les sociétés liées et les entités d'exploitation de Brookfield Corporation.

a) Transactions avec Brookfield

Au 31 mars 2025, la société en commandite disposait d'un montant de 1 G\$ sur sa facilité de crédit renouvelable auprès de Brookfield. Au 31 mars 2025, un montant de néant avait été prélevé aux termes de la convention de crédit liée à Brookfield (31 décembre 2024 – néant). Se reporter à la note 16 pour des renseignements supplémentaires.

À l'occasion, Brookfield et la société en commandite peuvent déposer des fonds l'une auprès de l'autre, selon des modalités approuvées par les administrateurs indépendants du commandité de la société en commandite, en vertu de conventions de dépôt conclues entre Brookfield et la société en commandite (les « conventions de dépôt »). Les intérêts gagnés ou engagés sur ces dépôts sont établis selon les conditions du marché. La société en commandite avait reçu de Brookfield un dépôt net de néant au 31 mars 2025 (31 décembre 2024 – néant) et elle a reçu des produits (engagé des charges) d'intérêts de néant pour le trimestre clos le 31 mars 2025 (31 mars 2024 – néant) à l'égard de ces dépôts.

En vertu de la convention-cadre de services (la « convention-cadre de services »), la société en commandite et les autres bénéficiaires de services (les « bénéficiaires de services », définis dans la convention-cadre de services) paient à certains fournisseurs de services (les « fournisseurs de services », définis dans la convention-cadre de services) des honoraires de gestion de base équivalant à 0,3125 % par trimestre (1,25 % annuellement) de la capitalisation totale de la société en commandite qui sont reflétés dans les frais généraux et administratifs. Aux fins du calcul des honoraires de gestion de base, la capitalisation totale de la société en commandite correspond au cours moyen pondéré en fonction du volume trimestriel des parts de société en commandite à la bourse principale (en fonction du volume de négociation) multiplié par le nombre de parts de société en commandite en circulation à la fin du trimestre (en supposant la conversion de la totalité des parts de rachat-échange en parts de société en commandite de Brookfield Business Partners L.P.), majoré de la valeur des titres des autres bénéficiaires de services (y compris les actions échangeables de BBUC), qui ne sont pas détenus par la société en commandite, majoré du montant de la dette impayée, assortie d'un recours à l'endroit d'un bénéficiaire de services, déduction faite de toute trésorerie détenue par ces entités. Les honoraires de gestion de base se sont chiffrés à 21 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2025 (31 mars 2024 – 23 M\$).

En sa capacité de porteur des parts de société en commandite spéciales, Brookfield a le droit de recevoir des distributions incitatives. La distribution incitative pour le trimestre clos le 31 mars 2025 s'est établie à néant (31 mars 2024 – néant). Se reporter à la note 19 pour des renseignements supplémentaires.

Un élément indissociable de la stratégie de la société en commandite consiste à participer avec des investisseurs institutionnels à des fonds de capital-investissement dont Brookfield est le promoteur, lesquels visent des acquisitions correspondant au mandat de placement de la société en commandite. Dans le cours normal des activités, la société en commandite et les investisseurs institutionnels ont pris des engagements envers des fonds de capital-investissement dont Brookfield est le promoteur et, dans le cadre de ces engagements, la société en commandite, de concert avec les investisseurs institutionnels, a accès à du financement à court terme par l'entremise des facilités de crédit des fonds de capital-investissement, pour lui permettre d'effectuer des placements que Brookfield juge dans l'intérêt supérieur de la société en commandite.

En outre, au moment de la scission-distribution de la société en commandite opérée par Brookfield en 2016, la société en commandite a conclu des conventions d'indemnisation avec Brookfield relativement à certains contrats qui étaient en cours avant la scission-distribution. En vertu de ces conventions d'indemnisation, Brookfield a convenu d'indemniser la société en commandite relativement à des paiements au titre de ces contrats.

NOTES ANNEXES

**Au 31 mars 2025 et au 31 décembre 2024 et
pour les trimestres clos les 31 mars 2025 et 2024**

b) Autres

Les tableaux suivants présentent un sommaire des produits que la société en commandite a gagnés dans le cadre de transactions avec des parties liées pour les trimestres clos les 31 mars 2025 et 2024.

(EN M\$ US)	Trimestres clos les 31 mars	
	2025	2024
Transactions au cours de la période		
Produits ¹	239 \$	252 \$

1. Comprend les produits gagnés par l'entreprise de stockage d'énergie évolué de la société en commandite auprès d'une entreprise associée et les produits tirés des services de construction gagnés par la société en commandite auprès de sociétés liées de Brookfield.
2. La société en commandite a corrigé ses informations à fournir pour la période comparative de 2024 afin d'inclure des produits de 216 M\$ gagnés par l'entreprise de stockage d'énergie évolué de la société en commandite auprès d'une entreprise associée. Se reporter à la note 2a)i) pour des renseignements supplémentaires.

Le tableau qui suit présente le sommaire des soldes avec des parties liées au 31 mars 2025 et au 31 décembre 2024.

(EN M\$ US)	31 mars 2025	31 décembre 2024
Soldes à la fin de la période		
Débiteurs et autres montants à recevoir, montant net	561 \$	521 \$
Créditeurs et autres passifs ¹	266	429
Emprunts sans recours de filiales de la société en commandite	121	143
Participations d'autres entités dans les filiales d'exploitation	4	4

1. Comprend un montant de 181 M\$ à payer à des parties liées par l'entreprise de stockage d'énergie évolué de la société en commandite dans le cadre d'une entente d'impôt à recevoir (31 décembre 2024 – 268 M\$).

NOTE 18. INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Les activités de la société en commandite l'exposent à divers risques financiers, y compris le risque de marché (risque de change, risque de taux d'intérêt, risque sur marchandises et autre risque de prix), le risque de crédit et le risque de liquidité. La société en commandite utilise de façon sélective des instruments financiers dérivés dans le but de gérer ces risques.

Le tableau qui suit présente la juste valeur totale des positions sur instruments financiers dérivés de la société en commandite au 31 mars 2025 et au 31 décembre 2024.

(EN M\$ US)	31 mars 2025		31 décembre 2024	
	Actifs financiers	Passifs financiers	Actifs financiers	Passifs financiers
Contrats de change	179 \$	(160) \$	223 \$	(226) \$
Swaps de devises	103	(79)	109	(55)
Dérivés de taux d'intérêt	103	(51)	162	(39)
Contrats liés aux marchandises	11	(19)	28	(12)
Contrats d'options sur devises	47	—	—	—
Total	443 \$	(309) \$	522 \$	(332) \$
Total – courants	178 \$	(214) \$	185 \$	(269) \$
Total – non courants	265 \$	(95) \$	337 \$	(63) \$

NOTES ANNEXES

Au 31 mars 2025 et au 31 décembre 2024 et pour les trimestres clos les 31 mars 2025 et 2024

NOTE 19. CAPITAUX PROPRES

Les titres de capitaux propres consolidés de la société en commandite comprennent les parts de société en commandite détenues dans le public et par les détenteurs de Brookfield, les parts de commandité détenues par Brookfield, les parts de rachat-échange détenues par Brookfield, les parts de société en commandite spéciales détenues par Brookfield et les actions échangeables de BBUC détenues dans le public et par les détenteurs de Brookfield (collectivement, les « Parts » ou les « Porteurs de parts », comme il est décrit à la note 1), ainsi que des titres privilégiés d'une valeur de 740 M\$ détenus par Brookfield. Au 31 mars 2025, les détenteurs de Brookfield détenaient environ 67 % de la société en commandite, compte tenu d'un échange intégral, en supposant l'échange de la totalité des parts de rachat-échange et des actions échangeables de BBUC. Le seul placement direct de la société en commandite se compose de 89 376 700 parts du commandité gestionnaire de la société de portefeuille SEC (31 décembre 2024 – 74 281 771), par l'entremise de laquelle la société en commandite détient la totalité de ses participations dans ses entreprises d'exploitation.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2025, la société en commandite a effectué des distributions sur les parts de société en commandite, les parts de commandité, les parts de rachat-échange et les actions échangeables de BBUC pour un montant de 13 M\$, soit 0,0625 \$ par Part (31 mars 2024 – 14 M\$, soit 0,0625 \$ par Part). Pour le trimestre clos le 31 mars 2025, la société en commandite a déclaré des distributions sur les titres de capitaux propres privilégiés perpétuels détenus par Brookfield pour un montant de 13 M\$ (31 mars 2024 – 13 M\$). Pour le trimestre clos le 31 mars 2025, la société en commandite a effectué des distributions à d'autres entités qui détiennent une participation dans les filiales d'exploitation pour un montant de 3 516 M\$ (31 mars 2024 – 101 M\$), principalement liées à la distribution aux propriétaires provenant de l'entreprise de stockage d'énergie évolué de la société en commandite.

a) Parts de commandité et parts de société en commandite

Les parts de société en commandite permettent à leur porteur de toucher sa quote-part des distributions. Les parts de commandité donnent à leur porteur le droit de régir les politiques financières et d'exploitation de Brookfield Business Partners L.P. Les parts de commandité ne sont pas quantitativement significatives pour les états financiers et, par conséquent, n'ont pas été présentées séparément dans les états consolidés intermédiaires résumés de la situation financière non auditées.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution des parts de commandité et des parts de société en commandite en circulation pour le trimestre clos le 31 mars 2025.

PARTS	Parts de commandité	Parts de société en commandite¹	Total
Autorisées et émises			
Solde d'ouverture	4	74 281 767	74 281 771
Rachetées et annulées	—	(3 011 006)	(3 011 006)
Conversion d'actions échangeables de BBUC	—	154	154
Conversion de parts de rachat-échange ²	—	18 105 781	18 105 781
Émises au 31 mars 2025	4	89 376 696	89 376 700

1. Au 31 mars 2025, les parts de société en commandite dont les détenteurs de Brookfield étaient les propriétaires véritables comprenaient 43 333 752 parts de société en commandite détenues par des filiales de Brookfield Wealth Solutions. Brookfield et Brookfield Wealth Solutions ont convenu que toutes les décisions relatives aux droits de vote des titres détenus par des filiales de Brookfield Wealth Solutions devant être prises par des filiales de Brookfield Wealth Solutions le seront d'un commun accord entre la filiale de Brookfield Wealth Solutions concernée et Brookfield Corporation.
2. En février 2025, Brookfield Wealth Solutions a converti 18 105 781 parts de rachat-échange qu'elle détenait d'une valeur comptable d'environ 433 M\$ en un montant équivalent de parts de société en commandite.

Le nombre moyen pondéré de parts de société en commandite en circulation pour le trimestre clos le 31 mars 2025 s'est chiffré à 80,0 millions (31 mars 2024 – 74,3 millions).

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2025, la société en commandite a racheté 3 011 006 parts de société en commandite en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la société en commandite (31 mars 2024 – néant).

Les parts du commandité gestionnaire de la société de portefeuille SEC sont rachetées et annulées dans le cadre du rachat et de l'annulation de parts de société en commandite. Au cours du trimestre clos le 31 mars 2025, 3 011 006 parts du commandité gestionnaire (31 mars 2024 – néant) ont été rachetées et annulées, car 3 011 006 parts de société en commandite ont été rachetées par la société en commandite.

Le bénéfice net (la perte nette) attribuable aux commanditaires pour le trimestre clos le 31 mars 2025 s'est établi à 30 M\$ (31 mars 2024 – bénéfice net de 17 M\$).

NOTES ANNEXES

**Au 31 mars 2025 et au 31 décembre 2024 et
pour les trimestres clos les 31 mars 2025 et 2024**

b) Parts de rachat-échange détenues par Brookfield

<u>PARTS</u>	<u>Parts de rachat-échange</u>
Autorisées et émises	
Solde d'ouverture	69 705 497
Converties en parts de société en commandite	(18 105 781)
Émises au 31 mars 2025	51 599 716

Le nombre moyen pondéré de parts de rachat-échange en circulation pour le trimestre clos le 31 mars 2025 s'est chiffré à 62,9 millions (31 mars 2024 – 69,7 millions).

Au 31 mars 2025, la société de portefeuille SEC avait émis 51,6 millions de parts de rachat-échange à l'intention de Brookfield (31 mars 2024 – 69,7 millions). Les parts de société en commandite et les parts de commandité émises par Brookfield Business Partners L.P. et les parts de rachat-échange émises par la société de portefeuille SEC ont les mêmes attributs économiques à tous les égards, à l'exception de ce qui suit.

Les parts de rachat-échange peuvent, à la demande de Brookfield, être rachetées en totalité ou en partie contre un paiement en trésorerie d'un montant correspondant à la valeur de marché de une part de société en commandite de la société en commandite, multipliée par le nombre de parts devant être rachetées (sous réserve de certains ajustements habituels). Ce droit est assujéti au droit de la société en commandite de choisir, à sa seule discrétion, d'acquérir toute part déposée aux fins de rachat en échange de une part de société en commandite de la société en commandite (sous réserve de certains ajustements habituels). Si la société en commandite choisit de ne pas échanger les parts de rachat-échange contre des parts de société en commandite, les parts de rachat-échange devront être rachetées contre un montant en trésorerie. Les parts de rachat-échange sont présentées à titre de participations ne donnant pas le contrôle puisqu'elles se rapportent aux capitaux propres d'une filiale qui ne sont pas attribuables, directement ou indirectement, à Brookfield Business Partners L.P. Comme ce droit de rachat est assujéti au droit de la société en commandite, à sa seule discrétion, de régler la demande de rachat au moyen de parts de société en commandite de Brookfield Business Partners L.P. à raison de une pour une, les parts de rachat-échange sont classées comme des instruments de capitaux propres, conformément à IAS 32 *Instruments financiers : Présentation* (« IAS 32 »).

c) Actions échangeables de BBUC

Le tableau ci-dessous présente l'évolution des actions échangeables de BBUC en circulation pour le trimestre clos le 31 mars 2025.

<u>ACTIONS</u>	<u>Actions échangeables de BBUC¹</u>
Solde au 1^{er} janvier 2025	72 954 446
Rachetées et annulées	(1 260 225)
Converties en parts de société en commandite	(154)
Émises au 31 mars 2025	71 694 067

- Au 31 mars 2025, les actions échangeables de BBUC dont les détenteurs de Brookfield étaient les propriétaires véritables comprenaient 10 317 747 actions échangeables de BBUC détenues par des filiales de Brookfield Wealth Solutions. Brookfield et Brookfield Wealth Solutions ont convenu que toutes les décisions relatives aux droits de vote des titres détenus par des filiales de Brookfield Wealth Solutions devant être prises par des filiales de Brookfield Wealth Solutions le seront d'un commun accord entre la filiale de Brookfield Wealth Solutions concernée et Brookfield Corporation.

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2025, 154 actions échangeables de BBUC ont été échangées contre des parts de société en commandite (31 mars 2024 – 1).

Une part du commandité gestionnaire additionnelle est émise à l'intention de la société en commandite chaque fois qu'une part de société en commandite est émise, y compris lorsqu'une action échangeable de BBUC est échangée par son porteur contre une part de société en commandite. Au cours du trimestre clos le 31 mars 2025, 154 parts du commandité gestionnaire (31 mars 2024 – 1) ont été émises à l'intention de la société en commandite dans le cadre de l'échange de 154 actions échangeables de BBUC contre des parts de société en commandite (31 mars 2024 – 1).

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2025, BBUC a racheté 1 260 225 actions échangeables de BBUC en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de BBUC (31 mars 2024 – néant).

NOTES ANNEXES

**Au 31 mars 2025 et au 31 décembre 2024 et
pour les trimestres clos les 31 mars 2025 et 2024**

d) Parts de société en commandite spéciales détenues par Brookfield

<u>PARTS</u>	Parts de société en commandite spéciales détenues par Brookfield
Autorisées et émises	
Solde d'ouverture	4
Émises au 31 mars 2025	4

Le nombre moyen pondéré de parts de société en commandite spéciales en circulation pour le trimestre clos le 31 mars 2025 s'est chiffré à 4 (31 mars 2024 – 4).

En sa capacité de porteur de parts de société en commandite spéciales, le commanditaire spécial a droit au versement de distributions incitatives calculées en fonction d'une hausse de 20 % de la valeur de marché des parts de société en commandite, compte tenu d'un échange intégral (en supposant l'échange de la totalité des parts de rachat-échange et des actions échangeables de BBUC), par rapport au seuil initial fondé sur le cours moyen pondéré en fonction du volume des parts de société en commandite, sous réserve d'un cours plus élevé.

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2025, le cours moyen pondéré en fonction du volume s'est établi à 22,90 \$ par part de société en commandite, soit un montant inférieur au seuil de la distribution incitative courante de 31,53 \$ par part de société en commandite, ce qui a fait en sorte qu'aucune distribution incitative n'a été déclarée au cours de la période (31 mars 2024 – néant).

e) Titres privilégiés détenus par Brookfield

<u>(EN M\$ US)</u>	Titres privilégiés détenus par Brookfield
Autorisés et émis	
Solde d'ouverture	740 \$
Solde au 31 mars 2025	740 \$

Brookfield a souscrit des actions privilégiées de trois filiales de la société en commandite, pour un montant total de 15 M\$. Les actions privilégiées donnent droit à un dividende privilégié en trésorerie cumulatif correspondant à 5 % de leur valeur de rachat par année, lorsque le dividende est déclaré par le conseil d'administration de l'entité concernée. Les actions privilégiées sont rachetables, au gré de l'entité concernée, en tout temps après la date du 20^e anniversaire de leur émission. Étant donné que la société en commandite n'est pas tenue de racheter les actions privilégiées, ces actions sont considérées comme des instruments de capitaux propres des entités concernées conformément à IAS 32 et elles sont présentées comme une composante des participations ne donnant pas le contrôle dans les états consolidés intermédiaires résumés de la situation financière non audités.

En 2022, Brookfield a conclu un contrat d'engagement avec la société en commandite visant la souscription de titres de capitaux propres privilégiés perpétuels de filiales de la société en commandite pour un montant maximal de 1,5 G\$. Les titres de capitaux propres privilégiés sont rachetables au gré de Brookfield dans la mesure où la société en commandite effectue des ventes d'actifs, des financements ou des émissions de titres de capitaux propres. Ces titres privilégiés perpétuels sont présentés comme des instruments de capitaux propres conformément à IAS 32 et, par conséquent, la société en commandite les classe à titre de composante des participations ne donnant pas le contrôle dans les états consolidés intermédiaires résumés de la situation financière et des variations des capitaux propres non audités. Au 31 mars 2025, le montant souscrit auprès de filiales de la société en commandite était de 725 M\$ et était assorti d'un dividende annuel de 7 % (31 décembre 2024 – 725 M\$). Le montant disponible restant en vertu du contrat d'engagement avec Brookfield est de 25 M\$.

NOTES ANNEXES

**Au 31 mars 2025 et au 31 décembre 2024 et
pour les trimestres clos les 31 mars 2025 et 2024**

NOTE 20. CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DE BÉNÉFICE GLOBAL (DE PERTE GLOBALE)

Attribuable aux commanditaires

Les tableaux suivants présentent les variations du cumul des autres éléments de bénéfice global (de perte globale) attribuables aux commanditaires pour les trimestres clos les 31 mars 2025 et 2024.

<u>(EN M\$ US)</u>	<u>Écart de change</u>	<u>JVAERG</u>	<u>Autres¹</u>	<u>Cumul des autres éléments de bénéfice global (de perte globale)</u>
Solde au 1 ^{er} janvier 2025	(337) \$	21 \$	92 \$	(224) \$
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	34	5	(20)	19
Solde au 31 mars 2025	<u>(303) \$</u>	<u>26 \$</u>	<u>72 \$</u>	<u>(205) \$</u>

1. Représente les couvertures d'investissement net, les couvertures de flux de trésorerie et les autres réserves.

<u>(EN M\$ US)</u>	<u>Écart de change</u>	<u>JVAERG</u>	<u>Autres¹</u>	<u>Cumul des autres éléments de bénéfice global (de perte globale)</u>
Solde au 1 ^{er} janvier 2024	(189) \$	5 \$	54 \$	(130) \$
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	(43)	(2)	11	(34)
Solde au 31 mars 2024	<u>(232) \$</u>	<u>3 \$</u>	<u>65 \$</u>	<u>(164) \$</u>

1. Représente les couvertures d'investissement net, les couvertures de flux de trésorerie et les autres réserves.

NOTE 21. COÛTS D'EXPLOITATION DIRECTS

La société en commandite n'a pas d'employé ni d'administrateur principal et elle ne rémunère aucun principal dirigeant. Les principaux décideurs de la société en commandite sont tous des employés de Brookfield ou de ses filiales, laquelle fournit des services de gestion en vertu de la convention-cadre de services conclue avec Brookfield. Se reporter à la note 17.

Les coûts d'exploitation directs sont les coûts engagés pour gagner des produits et comprennent l'ensemble des charges imputables. Le tableau qui suit présente, par nature, les coûts d'exploitation directs pour les trimestres clos les 31 mars 2025 et 2024.

<u>(EN M\$ US)</u>	<u>Trimestres clos les 31 mars</u>	
	<u>2025</u>	<u>2024</u>
Coûts des stocks	2 194 \$	7 486 \$
Coûts liés aux sous-traitants et aux conseillers	735	672
Coûts de la main-d'œuvre et des matériaux de construction liés aux concessions	36	40
Dotation aux amortissements	730	808
Rémunération	944	976
Autres coûts directs	763	896
Total	<u>5 402 \$</u>	<u>10 878 \$</u>

Les autres coûts directs comprennent les frais de transport, les coûts de construction passés en charges et les charges pour pertes de crédit attendues relatives aux actifs financiers.

La société en commandite a comptabilisé une réduction des coûts des stocks de 259 M\$ (31 mars 2024 – néant) relativement aux avantages fiscaux comptabilisés au cours du trimestre clos le 31 mars 2025. Se reporter à la note 2b)i) pour plus de détails.

La diminution des coûts des stocks pour le trimestre clos le 31 mars 2025 par rapport au trimestre clos le 31 mars 2024 est principalement attribuable à la cession de l'entreprise de carburants pour véhicules routiers de la société en commandite au troisième trimestre de 2024.

NOTES ANNEXES

Au 31 mars 2025 et au 31 décembre 2024 et
pour les trimestres clos les 31 mars 2025 et 2024

NOTE 22. PRODUITS

a) Produits par type

Les tableaux suivants présentent un résumé des produits sectoriels de la société en commandite par type pour les trimestres clos les 31 mars 2025 et 2024.

(EN M\$ US)	Trimestre clos le 31 mars 2025			
	Services commerciaux	Services d'infrastructures	Activités industrielles	Total
Produits par type				
Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients	2 065 \$	470 \$	3 522 \$	6 057 \$
Autres produits des activités ordinaires	427	261	4	692
Total des produits	2 492 \$	731 \$	3 526 \$	6 749 \$
(EN M\$ US)	Trimestre clos le 31 mars 2024			
	Services commerciaux	Services d'infrastructures	Activités industrielles	Total
Produits par type				
Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients	7 023 \$	546 \$	3 663 \$	11 232 \$
Autres produits des activités ordinaires	439	340	4	783
Total des produits	7 462 \$	886 \$	3 667 \$	12 015 \$

La variation des produits du secteur Services commerciaux de la société en commandite pour le trimestre clos le 31 mars 2025 par rapport au trimestre clos le 31 mars 2024 est principalement attribuable à la cession de l'entreprise de carburants pour véhicules routiers de la société en commandite au troisième trimestre de 2024.

b) Calendrier de comptabilisation des produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

Les tableaux suivants présentent un résumé des produits sectoriels de la société en commandite en fonction du calendrier de comptabilisation des produits pour le total des produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients pour les trimestres clos les 31 mars 2025 et 2024.

(EN M\$ US)	Trimestre clos le 31 mars 2025			
	Services commerciaux	Services d'infrastructures	Activités industrielles	Total
Calendrier de comptabilisation des produits				
Biens et services fournis à un moment précis	602 \$	163 \$	3 437 \$	4 202 \$
Services fournis progressivement	1 463	307	85	1 855
Total des produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients	2 065 \$	470 \$	3 522 \$	6 057 \$
(EN M\$ US)	Trimestre clos le 31 mars 2024			
	Services commerciaux	Services d'infrastructures	Activités industrielles	Total
Calendrier de comptabilisation des produits				
Biens et services fournis à un moment précis	5 677 \$	156 \$	3 607 \$	9 440 \$
Services fournis progressivement	1 346	390	56	1 792
Total des produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients	7 023 \$	546 \$	3 663 \$	11 232 \$

NOTES ANNEXES

Au 31 mars 2025 et au 31 décembre 2024 et
pour les trimestres clos les 31 mars 2025 et 2024

c) Produits par zone géographique

Les tableaux suivants présentent un résumé des produits sectoriels de la société en commandite par zone géographique pour les trimestres clos les 31 mars 2025 et 2024.

(EN M\$ US)	Trimestre clos le 31 mars 2025			
	Services commerciaux	Services d'infrastructures	Activités industrielles	Total
États-Unis	411 \$	182 \$	1 485 \$	2 078 \$
Australie	1 045	41	27	1 113
Europe	—	127	868	995
Brésil	208	9	279	496
Royaume-Uni	312	73	74	459
Mexique	—	—	287	287
Canada	79	12	139	230
Autres	10	26	363	399
Total des produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients	2 065 \$	470 \$	3 522 \$	6 057 \$
Autres produits des activités ordinaires	427	261	4	692
Total des produits	2 492 \$	731 \$	3 526 \$	6 749 \$

(EN M\$ US)	Trimestre clos le 31 mars 2024			
	Services commerciaux	Services d'infrastructures	Activités industrielles	Total
États-Unis	453 \$	190 \$	1 468 \$	2 111 \$
Australie	982	40	31	1 053
Europe	486	181	929	1 596
Brésil	236	18	348	602
Royaume-Uni	4 326	73	84	4 483
Mexique	—	—	319	319
Canada	273	25	116	414
Autres	267	19	368	654
Total des produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients	7 023 \$	546 \$	3 663 \$	11 232 \$
Autres produits des activités ordinaires	439	340	4	783
Total des produits	7 462 \$	886 \$	3 667 \$	12 015 \$

NOTES ANNEXES

**Au 31 mars 2025 et au 31 décembre 2024 et
pour les trimestres clos les 31 mars 2025 et 2024**

NOTE 23. INFORMATION SECTORIELLE

Les activités de la société en commandite sont structurées en quatre secteurs opérationnels qui sont revus périodiquement par le principal décideur opérationnel aux fins d'affectation des ressources aux secteurs et d'évaluation de la performance de ceux-ci. Le principal décideur opérationnel utilise le bénéfice d'exploitation ajusté (le « BE ajusté ») pour évaluer la performance et prendre des décisions sur l'affectation des ressources. Le BE ajusté permet au principal décideur opérationnel d'évaluer les secteurs de la société en commandite selon le rendement du capital investi généré par ses activités et d'évaluer la performance de ses secteurs en tenant compte de l'endettement. Le BE ajusté correspond au bénéfice net et au bénéfice comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence en fonction de la participation économique de la société en commandite dans les filiales consolidées et dans les placements mis en équivalence, respectivement, excluant l'incidence de la dotation aux amortissements, de l'impôt différé, des coûts de transaction, des charges de restructuration, des profits ou pertes de réévaluation latents, de la charge pour perte de valeur ou de la reprise de perte de valeur et d'autres éléments de produits ou de charges qui ne sont pas directement liés aux activités génératrices de produits. La participation économique de la société en commandite dans les filiales consolidées exclut les montants attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle, conformément à la façon dont la société en commandite détermine le bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle dans ses états consolidés intermédiaires résumés du résultat net non audités. Afin de fournir des renseignements supplémentaires sur la performance opérationnelle de la société en commandite au cours du cycle de vie d'un placement, le BE ajusté comprend l'incidence des distributions sur les titres de capitaux propres privilégiés et les profits ou pertes à la cession réalisés comptabilisés en résultat net, dans les autres éléments du résultat global ou directement en capitaux propres, comme les changements de participation. Le BE ajusté exclut les provisions liées aux poursuites judiciaires ou autres qui peuvent être constituées à l'occasion par les entreprises de la société en commandite et qui sont non récurrentes et sans lien direct avec les activités de la société en commandite, comme celles liées aux litiges ou aux éventualités. Le BE ajusté inclut les pertes de crédit attendues et les provisions pour créances douteuses comptabilisées dans le cours normal des activités de la société en commandite.

Le poste Autres produits (charges), montant net dans les états consolidés intermédiaires résumés du résultat net non audités de la société en commandite comprend les montants qui ne sont pas liés aux activités génératrices de produits et qui ne sont pas des produits et des charges d'exploitation récurrents normaux nécessaires à l'exercice des activités. Ces montants comprennent les profits et pertes de réévaluation, les coûts de transaction, les charges de restructuration, les coûts de constitution et les charges de séparation d'entreprise, les profits ou les pertes à l'extinction ou à la modification d'une dette, les profits ou les pertes à la cession d'immobilisations corporelles, les provisions non récurrentes pouvant être constituées à l'occasion par l'une des entreprises de la société en commandite et qui ne reflètent pas les activités normales, ainsi que d'autres éléments. Les autres produits (charges), montant net inclus dans le BE ajusté dans les tableaux ci-après correspondent aux éléments des autres produits (charges), montant net en fonction de la participation économique de la société en commandite qui sont pris en compte par la société en commandite dans l'évaluation de la performance opérationnelle et des rendements du capital investi générés par ses entreprises. Ces éléments peuvent comprendre les profits et pertes de réévaluation réalisés, les profits ou pertes réalisés à la cession d'immobilisations corporelles et d'autres éléments. Se reporter aux notes figurant sous les tableaux ci-après pour plus de détails sur les éléments qui y sont inclus.

Le profit (la perte) sur les acquisitions et cessions, montant net inclus dans le BE ajusté reflète la participation économique de la société en commandite dans les profits ou pertes sur les acquisitions et cessions comptabilisés au cours de la période dans les états consolidés intermédiaires résumés du résultat net non audités qui sont pris en compte par la société en commandite dans l'évaluation de la performance et des rendements du capital investi générés par ses entreprises.

Le profit (la perte) sur les acquisitions et cessions, montant net comptabilisé dans les capitaux propres qui est inclus dans le BE ajusté correspond à la participation économique de la société en commandite dans les profits et les pertes comptabilisés dans les états consolidés intermédiaires résumés des variations des capitaux propres non audités qui ont été réalisés dans le cadre d'une cession achevée, y compris les profits ou pertes à la cession réalisés significatifs qui peuvent être comptabilisés dans les capitaux propres à la cession partielle d'une filiale dont la société en commandite conserve le contrôle et à la vente d'un placement dans des titres comptabilisés à titre d'actifs financiers évalués à la juste valeur et dont les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global.

Les tableaux ci-après présentent les résultats de chaque secteur en fonction de la participation économique de la société en commandite, dans le format utilisé par le principal décideur opérationnel pour organiser les secteurs à présenter afin de prendre des décisions en matière d'affectation des ressources et d'évaluer la performance. Les montants attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle sont calculés en fonction des participations économiques détenues par les détenteurs d'une participation ne donnant pas le contrôle dans les filiales consolidées. Les tableaux ci-dessous présentent le rapprochement de la participation économique de la société en commandite dans ses résultats consolidés et des états consolidés intermédiaires résumés du résultat net non audités de la société en commandite.

NOTES ANNEXES

Au 31 mars 2025 et au 31 décembre 2024 et
pour les trimestres clos les 31 mars 2025 et 2024

(EN M\$ US)	Trimestre clos le 31 mars 2025					Attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	Tel qu'il est présenté dans les états financiers
	Total attribuable aux Porteurs de parts						
	Services commerciaux	Services d'infrastructures	Activités industrielles	Siège social et autres	Total ¹		
Produits	1 401 \$	234 \$	983 \$	— \$	2 618 \$	4 131 \$	6 749 \$
Coûts d'exploitation directs ²	(1 181)	(142)	(662)	(3)	(1 988)	(2 684)	(4 672)
Frais généraux et administratifs	(31)	(21)	(32)	(27)	(111)	(200)	(311)
Profit (perte) sur les acquisitions et cessions, montant net ³	—	114	—	—	114	100	214
Autres produits (charges), montant net ⁴	2	20	(4)	—	18	1	19
Produits (charges) d'intérêts, montant net	(67)	(47)	(107)	(25)	(246)	(524)	(770)
(Charge) économie d'impôt exigible	(18)	(6)	(58)	—	(82)	(115)	(197)
Distributions sur les titres de capitaux propres privilégiés	—	—	—	(13)	(13)	13	—
BE ajusté comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence ⁵	11	14	10	—	35	38	73
BE ajusté	117	166	130	(68)	345		
Dotation aux amortissements ^{2, 6}					(220)	(510)	(730)
Autres produits (charges), montant net ⁴					(13)	(89)	(102)
(Charge) économie d'impôt différé					22	42	64
Éléments sans effet sur la trésorerie attribuables aux placements mis en équivalence ⁵					(54)	(27)	(81)
Bénéfice net (perte nette)					80 \$	176 \$	256 \$

1. Le BE ajusté et le bénéfice net (la perte nette) attribuable aux Porteurs de parts comprennent le BE ajusté et le bénéfice net (la perte nette) attribuable aux porteurs de parts de société en commandite, aux porteurs de parts de commandité, aux porteurs de parts de rachat-échange, aux porteurs de parts de société en commandite spéciales et aux porteurs d'actions échangeables de BBUC.
2. La somme de ces montants correspond au montant de 5 402 M\$ comptabilisé au poste Coûts d'exploitation directs dans les états consolidés intermédiaires résumés du résultat net non audités.
3. Le profit (la perte) sur les acquisitions et cessions, montant net de 114 M\$ inclus dans le BE ajusté représente la participation économique de la société en commandite dans le profit net lié à la cession des activités liées aux pétroliers navettes de l'entreprise de services liés au pétrole extracôtier de la société en commandite.
4. La somme de ces montants correspond au montant de (83) M\$ comptabilisé au poste Autres produits (charges), montant net dans les états consolidés intermédiaires résumés du résultat net non audités. Les autres produits (charges), montant net en fonction de la participation économique de la société en commandite de 18 M\$ qui sont inclus dans le BE ajusté comprennent un profit réalisé de 19 M\$ lié aux mises à niveau effectuées pour des clients sur certains navires de l'entreprise de services liés au pétrole extracôtier de la société en commandite et d'autres charges de 1 M\$. Les autres produits (charges), montant net en fonction de la participation économique de la société en commandite de (13) M\$ qui sont exclus du BE ajusté comprennent des profits latents comptabilisés au reclassement d'immobilisations corporelles dans les contrats de location-financement de 48 M\$ de l'entreprise de services liés au pétrole extracôtier de la société en commandite, des charges de séparation d'entreprise, des coûts de constitution et des charges de restructuration de 22 M\$, des pertes nettes de réévaluation de 20 M\$, des coûts de transaction de 9 M\$ et d'autres charges de 10 M\$.
5. La somme de ces montants correspond au montant de (8) M\$ comptabilisé au poste Bénéfice (perte) comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence dans les états consolidés intermédiaires résumés du résultat net non audités.
6. Pour le trimestre clos le 31 mars 2025, la dotation aux amortissements par secteur se présente comme suit : Services commerciaux, 222 M\$; Services d'infrastructures, 165 M\$; Activités industrielles, 343 M\$; et Siège social et autres, néant.

NOTES ANNEXES

**Au 31 mars 2025 et au 31 décembre 2024 et
pour les trimestres clos les 31 mars 2025 et 2024**

Trimestre clos le 31 mars 2024

(EN M\$ US)	Total attribuable aux Porteurs de parts					Attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	Tel qu'il est présenté dans les états financiers
	Services commerciaux	Services d'infrastructures	Activités industrielles	Siège social et autres	Total¹		
Produits	2 183 \$	307 \$	1 034 \$	— \$	3 524 \$	8 491 \$	12 015 \$
Coûts d'exploitation directs ²	(1 957)	(184)	(793)	(4)	(2 938)	(7 132)	(10 070)
Frais généraux et administratifs	(38)	(19)	(29)	(28)	(114)	(203)	(317)
Profit (perte) sur les acquisitions et cessions, montant net	15	—	—	—	15	—	15
Profit (perte) sur les acquisitions et cessions, montant net comptabilisé dans les capitaux propres ³	—	—	47	—	47	13	60
Autres produits (charges), montant net ⁴	49	12	1	—	62	(2)	60
Produits (charges) d'intérêts, montant net	(71)	(63)	(90)	(37)	(261)	(535)	(796)
(Charge) économie d'impôt exigible	(21)	(1)	(1)	(7)	(30)	(60)	(90)
Distributions sur les titres de capitaux propres privilégiés	—	—	—	(13)	(13)	13	—
BE ajusté comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence ⁵	8	20	11	—	39	35	74
BE ajusté	168	72	180	(89)	331		
Dotation aux amortissements ^{2, 6}					(253)	(555)	(808)
Charge pour perte de valeur, montant net					5	5	10
Profit (perte) sur les acquisitions et cessions, montant net comptabilisé dans les capitaux propres ³					(47)	(13)	(60)
Autres produits (charges), montant net ⁴					5	51	56
(Charge) économie d'impôt différé					43	62	105
Éléments sans effet sur la trésorerie attribuables aux placements mis en équivalence ⁵					(36)	(15)	(51)
Bénéfice net (perte nette)					48 \$	155 \$	203 \$

- Le BE ajusté et le bénéfice net (la perte nette) attribuable aux Porteurs de parts comprennent le BE ajusté et le bénéfice net (la perte nette) attribuable aux porteurs de parts de société en commandite, aux porteurs de parts de commandité, aux porteurs de parts de rachat-échange, aux porteurs de parts de société en commandite spéciales et aux porteurs d'actions échangeables de BBUC.
- La somme de ces montants correspond au montant de 10 878 M\$ comptabilisé au poste Coûts d'exploitation directs dans les états consolidés intermédiaires résumés du résultat net non audités.
- Le profit (la perte) sur les acquisitions et cessions, montant net comptabilisé dans les capitaux propres de 47 M\$ qui est inclus dans le BE ajusté représente la participation économique de la société en commandite dans les profits principalement liés à la cession de titres cotés en bourse.
- La somme de ces montants correspond au montant de 116 M\$ comptabilisé au poste Autres produits (charges), montant net dans les états consolidés intermédiaires résumés du résultat net non audités. Les autres produits (charges), montant net de 62 M\$ selon la participation économique de la société en commandite qui sont inclus dans le BE ajusté comprennent d'autres produits liés à une distribution au sein de l'entreprise de divertissement de la société en commandite de 50 M\$, des profits nets de réévaluation réalisés de 13 M\$ et d'autres charges de 1 M\$. Les autres produits (charges), montant net en fonction de la participation économique de la société en commandite de 5 M\$ qui sont exclus du BE ajusté comprennent des profits nets de réévaluation latents de 38 M\$, des coûts de transaction de 13 M\$, des charges de séparation d'entreprise, des coûts de constitution et des charges de restructuration de 5 M\$ et d'autres charges de 15 M\$.
- La somme de ces montants correspond au montant de 23 M\$ comptabilisé au poste Bénéfice (perte) comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence dans les états consolidés intermédiaires résumés du résultat net non audités.
- Pour le trimestre clos le 31 mars 2024, la dotation aux amortissements par secteur se présente comme suit : Services commerciaux, 254 M\$; Services d'infrastructures, 212 M\$; Activités industrielles, 342 M\$; et Siège social et autres, néant.

NOTES ANNEXES

**Au 31 mars 2025 et au 31 décembre 2024 et
pour les trimestres clos les 31 mars 2025 et 2024**

Actifs sectoriels

Dans le but de contrôler la performance sectorielle et la répartition des ressources entre les secteurs, le principal décideur opérationnel surveille les actifs, y compris les placements mis en équivalence, attribuables à chaque secteur.

Le tableau suivant présente les actifs de la société en commandite par secteur opérationnel à présenter au 31 mars 2025 et au 31 décembre 2024.

<u>(EN M\$ US)</u>	Au 31 mars 2025	Au 31 décembre 2024
Services commerciaux	31 201 \$	31 583 \$
Services d'infrastructures	15 584	17 489
Activités industrielles	28 816	26 097
Siège social et autres	286	305
Total	75 887 \$	75 474 \$

NOTE 24. INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

<u>(EN M\$ US)</u>	Trimestres clos les 31 mars	
	2025	2024
Intérêts versés (reçus), montant net	528 \$	609 \$
Impôt sur le résultat payé (reçu), montant net	140	277

Les montants versés et reçus au titre des intérêts sont présentés à titre de flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation dans les tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie non audités.

L'information détaillée du poste Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, montant net dans les tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie non audités est la suivante :

<u>(EN M\$ US)</u>	Trimestres clos les 31 mars	
	2025	2024
Débiteurs	54 \$	(636) \$
Stocks	(181)	14
Paiements anticipés et autres	(64)	(10)
Créditeurs et autres passifs	243	274
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, montant net	52 \$	(358) \$

NOTES ANNEXES

Au 31 mars 2025 et au 31 décembre 2024 et
pour les trimestres clos les 31 mars 2025 et 2024

NOTE 25. CONTRATS D'ASSURANCE

Les tableaux suivants présentent le rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des passifs d'assurance liés aux contrats d'assurance de la société en commandite provenant de sa société d'assurance hypothécaire résidentielle, présentés par composants aux fins de l'évaluation.

<u>(EN M\$ US)</u>	Estimations de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs	Ajustement au titre du risque	Marge sur services contractuels	Total
Passifs d'assurance au 1^{er} janvier 2025	381 \$	446 \$	998 \$	1 825 \$
Variation au cours de la période :				
Variations liées aux services rendus au cours de la période :				
Marge sur services contractuels comptabilisée à l'égard des services fournis	—	—	(99)	(99)
Variation de l'ajustement au titre du risque comptabilisé à l'égard d'un contrat expiré	—	(15)	—	(15)
Ajustements liés à l'expérience	1	—	—	1
Variations liées aux services futurs :				
Contrats comptabilisés initialement au cours de la période	(78)	23	55	—
Changements dans les estimations qui entraînent un ajustement de la marge sur services contractuels	(8)	(24)	32	—
Variations liées aux services passés :				
Ajustements des passifs au titre des sinistres survenus	(5)	—	—	(5)
Produits financiers (charges financières) d'assurance	9	10	8	27
Écart de change	(1)	(1)	—	(2)
	(82)	(7)	(4)	(93)
Flux de trésorerie :				
Primes reçues	113	—	—	113
Montant payé au titre des sinistres et autres charges afférentes aux activités d'assurance	(10)	—	—	(10)
Flux de trésorerie liés aux frais d'acquisition	(14)	—	—	(14)
Passifs d'assurance au 31 mars 2025	388 \$	439 \$	994 \$	1 821 \$

NOTES ANNEXES

Au 31 mars 2025 et au 31 décembre 2024 et
pour les trimestres clos les 31 mars 2025 et 2024

(EN M\$ US)	Estimations de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs	Ajustement au titre du risque	Marge sur services contractuels	Total
Passifs d'assurance au 1^{er} janvier 2024	385 \$	479 \$	1 070 \$	1 934 \$
Variation au cours de la période :				
Variations liées aux services rendus au cours de la période :				
Marge sur services contractuels comptabilisée à l'égard des services fournis	—	—	(94)	(94)
Variation de l'ajustement au titre du risque comptabilisé à l'égard d'un contrat expiré	—	(17)	—	(17)
Ajustements liés à l'expérience	3	—	—	3
Variations liées aux services futurs :				
Contrats comptabilisés initialement au cours de la période	(55)	18	37	—
Changements dans les estimations qui entraînent un ajustement de la marge sur services contractuels	10	(1)	(9)	—
Variations liées aux services passés :				
Ajustements des passifs au titre des sinistres survenus	(3)	—	—	(3)
Produits financiers (charges financières) d'assurance	—	1	7	8
Écart de change	(8)	(10)	(23)	(41)
	(53)	(9)	(82)	(144)
Flux de trésorerie :				
Primes reçues	82	—	—	82
Montant payé au titre des sinistres et autres charges afférentes aux activités d'assurance	(10)	—	—	(10)
Flux de trésorerie liés aux frais d'acquisition	(13)	—	—	(13)
Passifs d'assurance au 31 mars 2024	391 \$	470 \$	988 \$	1 849 \$

NOTE 26. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DE CLÔTURE

a) Distribution

Le 30 avril 2025, le conseil d'administration a déclaré une distribution trimestrielle de 0,0625 \$ par part de société en commandite, à payer le 30 juin 2025 aux porteurs de parts inscrits à la fermeture des bureaux le 30 mai 2025.

RAPPORT DE GESTION

Introduction

Le présent rapport de gestion de Brookfield Business Partners L.P. et ses filiales (collectivement, la « société en commandite » ou « nous ») porte sur la situation financière de la société en commandite au 31 mars 2025 et au 31 décembre 2024 ainsi que sur les résultats d'exploitation pour les trimestres clos les 31 mars 2025 et 2024. Brookfield Corporation (collectivement avec ses filiales contrôlées, à l'exclusion de la société en commandite, « Brookfield ») est la société mère ultime de la société en commandite. Le terme « détenteurs de Brookfield » se rapporte à Brookfield, à Brookfield Wealth Solutions Ltd. (« Brookfield Wealth Solutions ») et à leurs parties liées. L'information présentée dans ce rapport de gestion doit être lue en parallèle avec les états financiers intermédiaires au 31 mars 2025 et au 31 décembre 2024 et pour les trimestres clos les 31 mars 2025 et 2024 (les « états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités »). Le présent rapport de gestion a été préparé en date du 6 mai 2025. Des renseignements additionnels sur la société en commandite figurent aux adresses www.sedarplus.ca ou www.sec.gov.

Le présent rapport de gestion contient des données historiques et des déclarations prospectives. Les lecteurs sont avisés que ces déclarations prospectives sont assujetties à des risques et incertitudes, et les résultats réels pourraient différer significativement de ceux qui sont présentés dans les déclarations prospectives.

Mise en garde à l'égard de l'information et des déclarations prospectives

Le présent rapport de gestion contient de l'« information prospective » au sens des lois sur les valeurs mobilières des provinces canadiennes et des « déclarations prospectives » (forward-looking statements) au sens des lois canadiennes et américaines sur les valeurs mobilières applicables. Les déclarations prospectives comprennent des déclarations qui sont de nature prévisionnelle, dépendent de conditions ou d'événements futurs ou s'y rapportent, comprennent des déclarations pouvant porter sur les activités, les affaires, la situation financière, les résultats financiers attendus, la performance, les prévisions, les occasions, les priorités, les cibles, les buts, les objectifs continus, les stratégies et les perspectives de la société en commandite, de même que sur les acquisitions, cessions et autres transactions récemment conclues et proposées, et les perspectives économiques en Amérique du Nord et à l'échelle mondiale, pour l'exercice considéré et les périodes à venir, et comprennent des termes tels que « s'attendre à », « anticiper », « planifier », « croire », « estimer », « chercher à », « avoir l'intention de », « viser », « projeter », « prévoir », « potentiel » et « probable », ainsi que les formes négatives de ces termes et d'autres expressions semblables, ou se caractérisent par l'emploi de la forme future ou conditionnelle de verbes tels que « être », « devoir » et « pouvoir ».

Bien que nous soyons d'avis que nos réalisations, notre performance et nos résultats futurs énoncés ou sous-entendus au moyen de l'information et des déclarations prospectives sont fondés sur des hypothèses et des attentes raisonnables, les investisseurs et autres lecteurs ne doivent pas accorder une confiance indue à l'information et aux déclarations prospectives puisque celles-ci sous-tendent des hypothèses, des risques connus et inconnus, des incertitudes et d'autres facteurs, dont plusieurs sont indépendants de notre volonté, qui pourraient faire en sorte que les réalisations, la performance ou les résultats réels de la société en commandite diffèrent significativement des réalisations, de la performance ou des résultats futurs attendus qui sont énoncés ou sous-entendus dans cette information et ces déclarations prospectives. De nombreux événements ou facteurs éventuels, qui peuvent échapper à notre connaissance ou à notre contrôle, pourraient changer ces opinions, hypothèses et attentes. Si un changement survient, nos activités, notre situation financière, nos liquidités et nos résultats d'exploitation de même que nos plans et nos stratégies financières pourraient différer significativement de ceux exprimés dans les déclarations prospectives et dans l'information prospective contenues dans les présentes.

Les facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent significativement de ceux qui sont envisagés ou indiqués implicitement dans les déclarations prospectives sont notamment :

- la nature cyclique de nos entreprises d'exploitation ainsi que la conjoncture économique générale et les risques liés à l'économie, y compris les variations défavorables des taux d'intérêt, des taux de change, de l'inflation, des prix des marchandises et de la volatilité sur les marchés des capitaux;
- la capacité de réaliser et d'intégrer efficacement les acquisitions à nos activités existantes et la capacité d'en tirer les avantages prévus;
- la concurrence, y compris la concurrence à l'égard des occasions d'acquisition;
- les mesures stratégiques, notamment notre capacité à réaliser les cessions et à en tirer les avantages escomptés;
- les restrictions quant à notre capacité à exercer certaines activités ou à verser des distributions en raison de notre endettement;
- les marchés boursiers et financiers mondiaux et la disponibilité du financement et du refinancement par capitaux propres et par emprunt au sein de ces marchés;
- les modifications de nos notations de crédit;

- les modifications apportées aux lois ou aux politiques des États-Unis, y compris celles apportées aux politiques économiques nationales ainsi qu'aux politiques en matière de commerce extérieur et aux tarifs douaniers des États-Unis;
- les changements liés aux technologies;
- la capacité à obtenir une assurance pour nos activités;
- les interruptions de travail et les conventions collectives financièrement défavorables;
- les litiges;
- les placements dans des territoires où l'appareil judiciaire est moins bien établi;
- nous ne contrôlons pas toutes les entreprises dans lesquelles nous détenons des participations;
- les variations du cours de marché des placements dans des sociétés ouvertes;
- notre conformité aux lois environnementales et les répercussions plus générales des changements climatiques;
- les cyberincidents;
- les répercussions possibles des conflits internationaux, des guerres et de leur évolution, y compris les actes terroristes et le cyberterrorisme;
- l'efficacité de notre contrôle interne à l'égard de l'information financière;
- le cours de nos parts pourrait être volatil;
- nous sommes exemptés de certaines exigences des lois canadiennes sur les valeurs mobilières et nous ne sommes pas assujettis aux mêmes exigences en matière d'informations à fournir qu'un émetteur américain;
- l'instabilité politique et les facteurs culturels inconnus;
- les changements liés aux politiques gouvernementales et à la législation;
- du fait des lois et des restrictions en matière de lutte contre la corruption et de sanctions commerciales fédérales, étatiques et étrangères applicables, nos entreprises d'exploitation et nous-mêmes pourrions devoir assumer des obligations, faire l'objet de pénalités importantes, être dans l'impossibilité de réaliser certaines opérations, nous voir imposer des coûts et des charges importants, et voir notre réputation ternie;
- le risque opérationnel ou le risque d'entreprise propre à l'une ou l'autre de nos entreprises au sein des services commerciaux, des services d'infrastructures ou des activités industrielles;
- le recours à des fournisseurs de services tiers;
- les événements catastrophiques, par exemple les tremblements de terre, les ouragans et les épidémies ou pandémies;
- l'influence notable de Brookfield sur nous;
- le fait que Brookfield ne soit aucunement dans l'obligation de nous fournir des occasions d'acquisition;
- le départ d'une partie ou de l'ensemble des professionnels de Brookfield;
- le contrôle de notre société ou du commandité de BBU peut être transféré à un tiers sans le consentement des porteurs de parts;
- Brookfield pourrait accroître sa participation dans notre société;
- notre convention-cadre de services et nos autres arrangements conclus avec Brookfield n'imposent pas à cette dernière des obligations fiduciaires d'agir dans l'intérêt de nos porteurs de parts;
- les conflits d'intérêts d'une part, entre notre société et nos porteurs de parts, et d'autre part, entre nous et Brookfield;
- nos arrangements avec Brookfield peuvent comporter des modalités moins favorables que celles que nous aurions autrement pu conclure avec des parties non liées;

- le commandité de BBU pourrait ne pas avoir la capacité ou la volonté de résilier la convention-cadre de services;
- les limites à la responsabilité des fournisseurs de services et à leur indemnisation par notre société en commandite;
- la relation de Brookfield avec Oaktree;
- notre société est une entité de portefeuille qui compte sur ses filiales pour lui procurer les fonds nécessaires en vue de respecter ses obligations financières;
- nous pourrions être exposés aux risques couramment associés à une séparation entre la participation économique et le contrôle, ou à la contraction de dettes à différents niveaux d'une structure organisationnelle;
- notre société pourrait être régie en tant que société de placement en vertu de l'Investment Company Act;
- l'incapacité des porteurs de parts à voter sur des questions relatives à la gestion de Brookfield Business Partners ou à prendre part de quelque autre façon que ce soit à la gestion de celle-ci;
- de futures ventes ou émissions de nos titres sont susceptibles de diluer les avoirs de nos porteurs de titres actuels, et même la perception que de telles ventes ou émissions ont lieu pourrait faire baisser le cours des parts de société en commandite ou des actions échangeables de BBUC;
- les limites quant à la capacité des porteurs de parts d'obtenir un tribunal favorable pour la résolution des différends relatifs à Brookfield Business Partners ou de faire appliquer des jugements contre nous;
- les modifications des lois et des pratiques fiscales;
- d'autres risques et facteurs décrits de façon détaillée à l'occasion dans les documents que nous déposons auprès des organismes de réglementation des valeurs mobilières au Canada et aux États-Unis, y compris ceux énoncés à la rubrique « Facteurs de risque » de notre rapport annuel sur formulaire 20-F pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 (notre « rapport annuel de 2024 »).

Les déclarations relatives aux « réserves » sont réputées être des déclarations prospectives, car elles reposent sur l'évaluation tacite, fondée sur certaines estimations et hypothèses, que les réserves décrites dans le présent document pourront être produites de façon rentable dans l'avenir.

Nous apportons cette mise en garde : la liste précédente des facteurs importants qui peuvent avoir des répercussions sur les résultats futurs n'est pas exhaustive. Lorsqu'ils se fient à notre information ou nos déclarations prospectives pour prendre des décisions, les investisseurs et les autres personnes devraient examiner attentivement ces facteurs et autres incertitudes ainsi que les événements qui pourraient survenir.

Pour obtenir une liste détaillée des risques et incertitudes, se reporter à la rubrique « Facteurs de risque » de notre rapport annuel de 2024 disponible sur SEDAR+, à l'adresse www.sedarplus.ca, et sur EDGAR, à l'adresse www.sec.gov. De nouveaux facteurs de risque peuvent intervenir à l'occasion, et il est impossible de prévoir l'ensemble de ces facteurs de risque, ni dans quelle mesure un facteur ou une combinaison de facteurs pourrait faire en sorte que les résultats, la performance ou les réalisations réels de notre société en commandite diffèrent significativement de ceux compris aux présentes déclarations et informations prospectives. Compte tenu de ces risques, hypothèses et incertitudes, les lecteurs ne doivent pas se fier indûment aux déclarations ou aux informations prospectives ni les considérer comme une prédiction des résultats réels. Nous exprimons des réserves relativement à toute déclaration prospective par ces mises en garde. Même si les déclarations et informations prospectives contenues dans le présent rapport de gestion sont fondées sur ce que nous considérons comme des hypothèses raisonnables, nous ne pouvons garantir aux investisseurs que les résultats réels correspondront à ces déclarations et informations prospectives. Nous ne nous engageons nullement à publier une mise à jour ou une révision de l'information ou des déclarations prospectives, de façon écrite ou orale, qui pourrait s'avérer nécessaire par suite de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autrement, sauf lorsque la loi l'exige.

Mode de présentation

L'information financière incluse dans le présent rapport de gestion est tirée de l'information financière comprise dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la société en commandite, qui ont été préparés selon IAS 34 *Information financière intermédiaire* (« IAS 34 »), telle qu'elle est publiée par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »), et selon les méthodes comptables que la société en commandite a appliquées dans ses états financiers consolidés annuels au 31 décembre 2024 et pour l'exercice clos à cette date. Tous les termes définis sont également décrits dans les états financiers consolidés annuels. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ont été préparés sur la base de la continuité de l'exploitation et ils sont présentés en dollars américains, et les chiffres sont arrondis au million le plus près, sauf indication contraire. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités comprennent les comptes de Brookfield Business Partners L.P. et de ses filiales consolidées, soit les entités sur lesquelles la société en commandite exerce un contrôle.

Nous présentons aussi une analyse des résultats d'exploitation par secteur correspondant à la vision du principal décideur opérationnel et à sa façon de gérer nos activités. Nos secteurs opérationnels sont les suivants : i) Services commerciaux, ii) Services d'infrastructures, iii) Activités industrielles et iv) Siège social et autres.

Les titres de capitaux propres consolidés de la société en commandite comprennent les parts de société en commandite sans droit de vote négociées en bourse (les « parts de société en commandite ») détenues par des porteurs de parts dans le public et par les détenteurs de Brookfield, les parts de commandité détenues par Brookfield (les « parts de commandité »), les parts de société en commandite de rachat-échange (les « parts de rachat-échange ») de Brookfield Business L.P. (la « société de portefeuille SEC »), une filiale de portefeuille de la société en commandite, détenues par Brookfield, les parts de société en commandite spéciales de la société de portefeuille SEC détenues par Brookfield et les actions à droit de vote subalterne échangeables de catégorie A (les « actions échangeables de BBUC ») de Brookfield Business Corporation (« BBUC »), une filiale consolidée de la société en commandite, détenues dans le public et par les détenteurs de Brookfield. Les porteurs de parts de société en commandite, de parts de commandité, de parts de rachat-échange, de parts de société en commandite spéciales et d'actions échangeables de BBUC seront collectivement appelés les « Porteurs de parts » tout au long des présentes, à moins d'indication autre selon le contexte. Les parts de société en commandite, les parts de commandité, les parts de rachat-échange, les parts de société en commandite spéciales et les actions échangeables de BBUC seront collectivement appelées tout au long des présentes les « Parts », et les données connexes, les données « par Part », à moins d'indication autre selon le contexte.

Les mesures non conformes aux normes IFRS utilisées dans le présent rapport de gestion font l'objet d'un rapprochement avec les mesures les plus directement comparables préparées selon les Normes IFRS[®] de comptabilité. Sauf indication contraire, tous les montants présentés en dollars sont exprimés en millions de dollars américains. Les symboles « \$ AU » ou « AUD » se rapportent aux montants exprimés en dollars australiens, les symboles « R\$ » ou « BRL » se rapportent aux montants exprimés en reales brésiliens, les symboles « £ » ou « GBP » se rapportent aux montants exprimés en livres sterling, les symboles « € » ou « EUR » se rapportent aux montants exprimés en euros, les symboles « \$ CA » ou « CAD » se rapportent aux montants exprimés en dollars canadiens, et le symbole « INR » se rapporte aux montants exprimés en roupies indiennes.

Secteurs opérationnels

Nous avons quatre secteurs opérationnels organisés en fonction de la vision du principal décideur opérationnel et de sa façon de gérer les activités :

- i) Notre secteur Services commerciaux comprend notre société d'assurance hypothécaire résidentielle, notre entreprise de services technologiques et de solutions logicielles pour les concessionnaires, notre entreprise de services de soins de santé, notre entreprise de construction, notre entreprise de services financiers non bancaires, nos entreprises de services de gestion de parcs et de location de voitures, notre entreprise de services de traitement des paiements, notre entreprise de divertissement et d'autres entreprises.
- ii) Notre secteur Services d'infrastructures comprend notre entreprise de services de location de solutions modulaires, notre entreprise de services de loterie, notre entreprise de services liés au pétrole extracôtier et notre entreprise de services d'accès aux travaux.
- iii) Notre secteur Activités industrielles comprend notre entreprise de stockage d'énergie évolué, notre entreprise de fabrication de composants de haute technologie, notre entreprise d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux usées et d'autres entreprises.
- iv) Notre secteur Siège social et autres englobe la gestion de la trésorerie et des liquidités générales, et les activités liées à la gestion de la relation de la société en commandite avec Brookfield.

Les tableaux suivants présentent la répartition, entre les secteurs opérationnels et entre les régions, du total de l'actif de 75,9 G\$ au 31 mars 2025 et du total des produits de 6,7 G\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2025.

Secteurs	Actif	Produits
	Au 31 mars 2025	Pour le trimestre clos le 31 mars 2025
(EN M\$ US)		
Services commerciaux	31 201 \$	2 492 \$
Services d'infrastructures	15 584	731
Activités industrielles	28 816	3 526
Siège social et autres	286	—
Total	75 887 \$	6 749 \$

Régions	Actif	Produits
	Au 31 mars 2025	Pour le trimestre clos le 31 mars 2025
(EN M\$ US)		
États-Unis	27 713 \$	2 078 \$
Europe	13 930	1 180
Australie	10 162	1 229
Brésil	8 203	569
Canada	5 473	438
Mexique	3 017	287
Royaume-Uni	2 932	508
Autres	4 457	460
Total	75 887 \$	6 749 \$

Services commerciaux

Notre secteur Services commerciaux comprend i) notre société d'assurance hypothécaire résidentielle, ii) notre entreprise de services technologiques et de solutions logicielles pour les concessionnaires, iii) notre entreprise de services de soins de santé, iv) notre entreprise de construction, v) notre entreprise de services financiers non bancaires, vi) notre entreprise de services de gestion de parcs et de location de voitures, vii) notre entreprise de services de traitement des paiements, viii) notre entreprise de divertissement et ix) d'autres entreprises.

Société d'assurance hypothécaire résidentielle

Notre société d'assurance hypothécaire résidentielle est le plus important assureur de prêts hypothécaires résidentiels du secteur privé au Canada. Elle fournit de l'assurance prêt hypothécaire en cas de défaut aux prêteurs hypothécaires résidentiels canadiens, qui doivent souscrire cette assurance lorsque le ratio prêt/valeur dépasse 80 %, conformément à la réglementation canadienne. Notre société d'assurance hypothécaire résidentielle facilite l'accession à la propriété des résidents canadiens, particulièrement lors de l'achat d'une première propriété.

Notre société d'assurance hypothécaire résidentielle a mis en place une large plateforme de souscription et de distribution dans tout le Canada, qui offre à la majorité des monteurs et prêteurs hypothécaires résidentiels au Canada des produits et des services de soutien centrés sur les clients. Nous souscrivons de l'assurance prêt hypothécaire à l'égard d'immeubles résidentiels dans l'ensemble des provinces et des territoires du Canada.

Les produits de notre société d'assurance hypothécaire résidentielle comprennent principalement i) les produits d'assurance gagnés sur les contrats d'assurance prêt hypothécaire et ii) les produits nets tirés des placements ainsi que les profits et pertes sur le portefeuille de placements de l'entreprise.

Entreprise de services technologiques et de solutions logicielles pour les concessionnaires

Notre entreprise de services technologiques et de solutions logicielles pour les concessionnaires figure parmi les principaux fournisseurs de logiciels infonuagiques pour les concessionnaires et les fabricants d'équipement d'origine (les « FEO ») pour le secteur automobile et les secteurs connexes. La plateforme de logiciel-service en nuage de la société permet aux concessionnaires de gérer leurs activités commerciales de bout en bout, notamment l'acquisition, la vente, le financement, l'assurance, la réparation et l'entretien des véhicules. Grâce à l'automatisation et à la rationalisation des flux de travail critiques, la plateforme intégrée de solutions permet aux concessionnaires de vendre et d'entretenir davantage de véhicules en créant des expériences simples et pratiques pour les clients afin d'améliorer leur performance financière et opérationnelle.

Notre entreprise de services technologiques et de solutions logicielles pour les concessionnaires tire ses produits de la fourniture d'une vaste gamme de solutions technologiques et logicielles sur abonnement aux détaillants automobiles. Nous priorisons l'utilisation de logiciels-services de flux de travail qui sont très fonctionnels, souples et rapides. Nos solutions logicielles phares de système de gestion de concessionnaires (« SGC ») sont des applications de planification des ressources d'entreprises hébergées adaptées aux besoins particuliers du secteur des détaillants automobiles. Nos SGC facilitent la vente de véhicules neufs et de véhicules d'occasion, le crédit à la consommation, les services de réparation et d'entretien, ainsi que la gestion des stocks de véhicules et de pièces. Ces solutions permettent de gérer la comptabilité, l'information financière, les flux de trésorerie et la paie à l'échelle de l'entreprise. Notre logiciel de SGC est habituellement intégré aux systèmes de traitement des données des FEO dont les détaillants automobiles se servent pour commander des véhicules et des pièces, pour recevoir des dossiers de conduite, pour traiter les garanties et pour vérifier les campagnes de rappel et les bulletins d'entretien et qui leur sont utiles pour s'acquitter de leurs responsabilités de franchisé envers leur franchiseur de FEO.

Services de soins de santé

Notre entreprise de services de soins de santé en Australie est un exploitant d'hôpitaux privés de premier plan et un fournisseur d'infrastructures sociales essentielles au système de soins de santé australien. Nous assurons l'exploitation de 38 hôpitaux, faisant en sorte que les médecins et les patients aient accès à des salles d'opération, à du personnel infirmier, à des locaux ainsi qu'à tous les autres soins et produits essentiels, principalement en appui aux opérations chirurgicales non urgentes.

La majeure partie des produits de notre entreprise de services de soins de santé provient des fonds d'assurance maladie privés et des organismes gouvernementaux régis par des conventions de fournisseur de services hospitaliers. Ces produits sont en général fondés sur une grille tarifaire incluse dans les ententes et qui prévoit une rémunération au cas ou une indemnité quotidienne, en fonction du type de service fourni.

Entreprise de construction

Notre entreprise de construction est un entrepreneur mondial de premier plan qui mise tout particulièrement sur la construction de grande qualité, principalement d'immeubles de prestige complexes et à grand déploiement et d'infrastructures sociales. Les projets de construction sont généralement administrés en vertu de contrats relatifs à la conception et à la construction, ce qui comprend l'approvisionnement fait selon un prix et un programme des travaux déterminés. L'entreprise conclut également des contrats de gestion de la construction en fonction d'un modèle à risque réduit. La plupart des activités de construction sont habituellement confiées en sous-traitance à des spécialistes reconnus dont les obligations sont généralement conformes à celles énoncées dans le contrat de construction principal. Notre entreprise de construction exerce principalement ses activités en Australie, au Royaume-Uni et au Canada dans une vaste gamme de secteurs, dont ceux des immeubles de bureaux, des immeubles résidentiels, des biens hôteliers et de divertissement, des infrastructures sociales, des immeubles de commerce de détail et des immeubles à usage mixte.

Nous comptabilisons les produits lorsqu'il est très probable que les avantages économiques iront à l'entreprise, que les produits peuvent être mesurés de manière fiable et que le recouvrement est assuré. Les produits sont comptabilisés progressivement à mesure que les obligations de prestation sont remplies, en fonction du degré d'avancement des travaux prévus au contrat à la date de clôture, mesuré selon la proportion des coûts du contrat engagés pour les travaux effectués à la date considérée par rapport au total des coûts estimés du contrat. Une grande partie des produits et des coûts liés à nos projets de construction sont gagnés et engagés en Australie et au Royaume-Uni, et ils pourraient subir l'incidence des fluctuations du dollar australien et de la livre sterling. Une grande partie de nos produits proviennent de projets importants, et les résultats de notre entreprise de construction peuvent varier trimestriellement et annuellement, selon le volume des travaux au cours d'une période donnée. Nos activités sont touchées par la conjoncture économique générale et la croissance économique des régions précises où nous offrons nos services de construction.

Services de gestion de parcs et de location de voitures

Nos entreprises de services de gestion de parcs et de location de voitures comptent parmi les plus importants fournisseurs de services de location de machinerie lourde et de véhicules légers et de services de location de voitures au Brésil. Notre entreprise de services de gestion de parcs loue divers actifs à des entreprises clientes en vertu de contrats à moyen terme tenant compte de l'inflation, y compris un parc de camions, de remorques, de tracteurs, de moissonneuses et de véhicules légers, en plus d'offrir des services connexes. Nous avons été en mesure de maintenir des taux élevés de renouvellement de contrats avec une clientèle de qualité et de nous diversifier dans de nouvelles catégories d'actifs et de secteurs. Notre entreprise de services de location de voitures tire parti de sa présence nationale avec un accès à un vaste réseau de garages agréés, de relations de longue date avec les FEO et d'une réputation de services à valeur ajoutée. Nos entreprises combinées de services de gestion de parcs et de location de voitures disposent d'un parc de plus de 117 000 véhicules.

Services financiers non bancaires

Notre entreprise de services financiers non bancaires en Inde est une société de financement axée principalement sur les prêts pour véhicules commerciaux. Nous répondons aux besoins de plus de 177 000 clients; dans l'ensemble, nous les aidons à acheter leur première maison et à obtenir du financement pour un véhicule commercial. Grâce à son réseau de distribution composé de plus de 587 succursales partout dans le pays, notre entreprise de services financiers non bancaires en Inde est bien placée pour répondre à la demande grandissante de crédit au pays.

Le 19 septembre 2024, notre entreprise de services financiers non bancaires en Inde a conclu une entente visant la vente de ses activités secondaires de financement résidentiel. L'entreprise prévoit générer un produit d'environ 200 M\$, qui devrait favoriser l'accélération de la croissance des activités principales liées aux prêts pour véhicules commerciaux. La transaction devrait se conclure au premier semestre de 2025, sous réserve des conditions de clôture et des approbations réglementaires habituelles.

Notre gestionnaire d'actifs et prêteur australien fournit des solutions de crédit et de placement à plus de 27 000 emprunteurs et à plus de 100 000 investisseurs. L'entreprise est un joueur important dans le domaine des solutions de placement à revenu fixe à l'intention des Australiens qui approchent de la retraite, ainsi que des solutions de crédit garanti destinées à des segments de clientèle mal desservis nécessitant les services d'une maison de courtage spécialisée, comme les propriétaires de petites et moyennes entreprises et les nouveaux immigrants.

Entreprise de services de traitement des paiements

Notre entreprise de services de traitement des paiements est l'un des principaux fournisseurs de solutions de paiement au Moyen-Orient et en Afrique. L'entreprise fournit aux gouvernements, aux commerçants et aux clients institutionnels une plateforme de paiement pour l'acquisition, l'émission et le traitement des transactions des clients.

Entreprise de divertissement

Notre entreprise de divertissement, en partenariat avec un important exploitant de jeux canadien, se compose de quatre établissements de divertissement dans la région du Grand Toronto. En vertu d'un contrat à long terme conclu avec la Société des loteries et des jeux de l'Ontario, nous détenons les droits exclusifs d'exploitation de ces établissements. Par l'entremise de notre partenariat, nous avons mis en œuvre une stratégie de croissance en fonction de laquelle nous avons amélioré l'expérience de nos invités et transformé nos installations en des destinations de divertissement attrayantes et de premier plan. Ce projet de modernisation et d'aménagement devrait comprendre une gamme de divertissements améliorée et des agrandissements des établissements intégrés afin d'y inclure des commodités de premier ordre telles que des hôtels, des salles de conférence et de réception, des salles de spectacles, des restaurants et des commerces de détail. Nous exerçons un contrôle conjoint sur cette entreprise et avons comptabilisé notre investissement selon la méthode de mise en équivalence.

Autres

Notre entreprise de services technologiques, qui fournit des solutions de gestion de la clientèle, se spécialise dans la gestion des interactions avec la clientèle pour de grandes entreprises mondiales des secteurs des soins de santé et de la technologie, principalement situées aux États-Unis. Nous exerçons un contrôle conjoint sur cette entreprise et avons comptabilisé notre investissement selon la méthode de mise en équivalence.

Nous détenons une participation en titres privilégiés convertibles dans Nielsen, un chef de file du marché de la mesure d'audience, de données et d'analyses indépendantes. L'entreprise est un fournisseur de services essentiels pour le secteur de la publicité vidéo et audio, fournissant des données de mesures indispensables aux acheteurs et aux vendeurs de publicité.

Notre entreprise de services immobiliers offre des services à plus de 20 500 courtiers immobiliers résidentiels par l'entremise de contrats de franchise sous un certain nombre de marques au Canada, y compris la marque nationale bien connue Royal LePage. Nous fournissons également un service d'évaluation immobilière et des services d'analyse connexes auprès d'établissements financiers canadiens, ce qui nous permet de traiter chaque année plus de 200 000 évaluations.

Services d'infrastructures

Notre secteur Services d'infrastructures comprend i) notre entreprise de services de location de solutions modulaires, ii) notre entreprise de services de loterie, iii) notre entreprise de services liés au pétrole extracôtier et iv) notre entreprise de services d'accès aux travaux.

Services de location de solutions modulaires

Notre entreprise de services de location de solutions modulaires fournit des espaces de travail modulaires en Europe et dans la région de l'Asie-Pacifique à une clientèle diversifiée dans les secteurs industriel, des infrastructures et public. Avec un parc mondial comptant environ 325 000 unités modulaires dans 23 pays, notre entreprise offre des services à plus de 52 000 clients par l'intermédiaire d'un réseau établi composé d'environ 180 centres de services. Les unités modulaires offrent une panoplie de solutions adaptables, économiques et respectueuses de l'environnement qui répondent aux besoins temporaires des clients en matière d'espace. La location d'unités modulaires et les produits et services accessoires à valeur ajoutée (meubles, extincteurs, climatiseurs, points d'accès Internet sans fil, escaliers, rampes et exonération des dommages) constituent la principale source de produits des activités ordinaires.

Entreprise de services de loterie

Notre entreprise de services de loterie est un fournisseur de produits, de services et de technologies de premier plan pour l'ensemble du secteur des loteries dans plus de 50 pays. Grâce à ses capacités en matière de conception de jeux, de production, de distribution, de systèmes et de terminaux, ainsi que de solutions technologiques clés en main, notre entreprise est un fournisseur de services essentiels pour les programmes de loterie financés par l'État, qui sont une source de financement importante et croissante. Les produits de notre entreprise de services de loterie découlent principalement i) de la vente de produits et de services de loterie instantanée, ii) de la vente et l'entretien continu de matériel informatique et de solutions technologiques et iii) d'une gamme complète de capacités numériques soutenant l'élaboration et le fonctionnement des programmes de loterie en ligne financés par l'État.

Services liés au pétrole extracôtier

Notre entreprise de services liés au pétrole extracôtier est un fournisseur mondial de services de production pétrolière extracôtière, de stockage ainsi que d'installation, d'entretien et de sécurité des activités pétrolières extracôtières. Nous exploitons des unités flottantes de production, de stockage et de déchargement en mer (« UFPSD ») et des unités flottantes de stockage et de déchargement en mer (« UFSD ») hautement spécialisées et également équipées de systèmes de positionnement dynamique. Nous exerçons nos activités dans des régions pétrolifères sélectionnées à l'échelle mondiale, notamment en mer du Nord (Norvège et Royaume-Uni) et au Brésil.

À titre d'entreprise qui tire des honoraires de services essentiels, notre entreprise de services liés au pétrole extracôtier a une exposition directe restreinte au risque sur marchandises et possède un portefeuille composé principalement de contrats à taux fixe à moyen terme conclus principalement avec des contreparties de première qualité. Nos produits dépendent en grande partie des contrats conclus avec nos clients, et ils sont principalement fondés sur des honoraires et ainsi comptabilisés selon la méthode linéaire sur la durée des contrats.

Comme il est décrit sous « Faits nouveaux concernant notre entreprise », notre entreprise de services liés au pétrole extracôtier a conclu la vente annoncée précédemment de ses activités liées aux pétroliers navettes le 16 janvier 2025.

Services d'accès aux travaux

Notre entreprise de services d'accès aux travaux est un fournisseur d'échafaudages et de services connexes de premier ordre sur les marchés industriel et commercial, qui offre des services à plus de 27 000 clients dans plus de 26 pays. Notre taille et notre réputation à titre de chef de file en matière de productivité et d'innovation technique nous confèrent des avantages concurrentiels dans un secteur fragmenté. Nos solutions appuient une panoplie d'infrastructures mondiales allant des raffineries et des usines pétrochimiques aux immeubles commerciaux, en passant par les ponts, les barrages hydroélectriques et d'autres installations énergétiques. Les services que nous offrons sont en grande partie récurrents et découlent des exigences continues en matière d'entretien de nos clients mondiaux. Depuis l'acquisition, nos services d'accès aux travaux ont mis l'accent sur la croissance interne aussi bien que sur la croissance par l'entremise d'acquisitions. L'entreprise met en œuvre les projets d'acquisition en cours et a acquis huit entreprises, dont un fournisseur de services de différents corps de métier, un fournisseur de services d'échafaudages allemand, des fournisseurs de services d'accès aux travaux résidentiels et commerciaux, un entrepreneur en revêtement industriel spécialisé, un fournisseur de protection cathodique, un fournisseur de services d'isolation et un fournisseur d'échafaudages commerciaux. Nous exerçons un contrôle conjoint sur cette entreprise et avons comptabilisé notre investissement selon la méthode de mise en équivalence.

Activités industrielles

Notre secteur Activités industrielles comprend i) notre entreprise de stockage d'énergie évolué, ii) notre entreprise de fabrication de composants de haute technologie, iii) notre entreprise d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux usées et iv) d'autres activités industrielles.

Entreprise de stockage d'énergie évolué

Notre entreprise de stockage d'énergie évolué est un chef de file mondial du secteur de la fabrication des batteries automobiles qui compte plus de 18 000 employés partout dans le monde avec des activités qui consistent en plus de 50 centres de fabrication, de recyclage et de distribution servant une clientèle mondiale présente dans plus de 100 pays. Nous fabriquons et distribuons plus de 150 millions de batteries chaque année, qui sont utilisées dans le tiers des véhicules à l'échelle mondiale.

Les batteries fabriquées par notre entreprise de stockage d'énergie évolué peuvent alimenter aussi bien les véhicules à moteur à combustion interne que les véhicules électriques. Nous vendons des batteries de démarrage, d'éclairage et d'allumage qui sont principalement utilisées pour le démarrage initial des véhicules traditionnels. L'entreprise a réalisé un important investissement dans le développement de batteries utilisant des technologies évoluées permettant de générer une marge plus élevée, y compris les batteries à électrolyte liquide et les batteries à séparateurs en fibre de verre microporeuse (« AGM »), qui offrent la densité d'énergie requise pour que les véhicules de prochaine génération soient conformes aux exigences réglementaires de plus en plus strictes et qui soutiennent des charges électriques plus élevées liées notamment aux fonctions d'arrêt et démarrage et aux caractéristiques des véhicules autonomes.

Notre entreprise de stockage d'énergie évolué distribue ses produits principalement aux détaillants du marché secondaire et aux FEO. Approximativement 80 % du volume de ventes a été généré par le canal du marché secondaire, qui fournit des services au parc automobile existant et constitue une source de produits récurrents stables, compte tenu du fait que les utilisateurs finaux remplacent la batterie de leur voiture de deux à quatre fois en moyenne au cours de la durée de vie de chaque véhicule. La tranche restante de 20 % du volume de nos ventes est générée par l'entremise du canal des FEO, qui comprend les ventes aux principaux fabricants de véhicules à l'échelle mondiale, ventes alimentées par la demande mondiale en véhicules neufs. Nous avons également des relations de longue date avec d'importants clients du secteur secondaire.

Le 16 août 2022, les États-Unis ont adopté des lois qui prévoient des incitatifs relatifs à la fabrication et à la production intérieures dans le secteur de l'énergie. En décembre 2023, le département du Trésor des États-Unis a publié des projets de règlements, lesquels ont été finalisés en octobre 2024, qui fournissent des directives pour déterminer l'admissibilité aux avantages fiscaux. Les avantages fiscaux sont disponibles en ce qui a trait aux activités admissibles de 2023 à 2032 et seront éliminés progressivement à compter de 2030.

Notre entreprise de stockage d'énergie évolué a le droit de demander ces avantages fiscaux pendant la période de disponibilité. En ce qui a trait aux activités admissibles pour la période allant du 1^{er} octobre 2022 au 30 septembre 2023, les avantages fiscaux donnent lieu à un report en avant pour compenser l'impôt futur, et ils sont comptabilisés conformément à IAS 12 *Impôts sur le résultat* (« IAS 12 »). Au cours des trimestres clos le 31 mars 2025 et le 31 mars 2024, la société en commandite n'a comptabilisé aucun montant faisant l'objet d'un report en avant.

En ce qui a trait aux activités admissibles de notre entreprise de stockage d'énergie évolué débutant au cours de l'exercice 2024 et après le 1^{er} octobre 2023, les avantages fiscaux peuvent être remboursés ou transférés. Par conséquent, les avantages sont comptabilisés conformément à IAS 20 *Comptabilisation des subventions publiques et informations à fournir sur l'aide publique* (« IAS 20 »).

IAS 20 permet de choisir la méthode de présentation des avantages de nature similaire, soit de les comptabiliser en produits ou de les utiliser pour compenser une charge connexe. La société en commandite a choisi de porter ces avantages en réduction des coûts d'exploitation directs. Pour le trimestre clos le 31 mars 2025, la société en commandite a comptabilisé un avantage de 259 M\$ (31 mars 2024 – néant).

Comme il est décrit sous « Faits nouveaux concernant notre entreprise », notre entreprise de stockage d'énergie évolué a contracté une nouvelle dette de premier rang de 5 G\$ en janvier 2025. Une tranche de 4,5 G\$ du produit a servi à financer une distribution spéciale aux propriétaires, dont notre quote-part se chiffrait à environ 1,2 G\$.

Entreprise de fabrication de composants de haute technologie

Notre entreprise de fabrication de composants de haute technologie est un fabricant mondial de premier plan de composants de haute technologie destinés principalement à des fournisseurs de remorques de manutention et autre matériel de remorquage. Avec nos principaux produits, nous occupons une place dominante en Amérique du Nord, en Europe et en Australie, grâce à nos capacités de production et de distribution à intégration verticale et à notre engagement envers la durabilité. Nous fabriquons et distribuons plus de 95 000 produits, y compris des solutions de haute technologie personnalisées pour un éventail diversifié de clients dans tous les pays où nous sommes présents.

Entreprise d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux usées

Notre entreprise d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux usées au Brésil est un fournisseur privé de services d'assainissement de premier plan qui fournit notamment des services de collecte, de traitement et de distribution de l'eau et des eaux usées à une vaste gamme de clients résidentiels et de clients gouvernementaux aux termes d'accords de concession à long terme ajustés en fonction de l'inflation, de partenariats public-privé et de contrats d'achat ferme. Nous assurons la prestation de services qui profitent à plus de 16 millions de personnes dans plus de 100 municipalités au Brésil.

Autres

Comme il est décrit sous « Faits nouveaux concernant notre entreprise », de concert avec nos partenaires institutionnels, nous avons conclu l'acquisition de Chemelex, notre fabricant de systèmes de traçage thermique électrique, pour une contrepartie totale de 1 654 M\$.

Notre fournisseur de solutions d'énergie solaire est un distributeur de premier plan de solutions d'énergie solaire pour le marché de la production décentralisée au Brésil.

Notre entreprise d'emballages de plastique récupérable est un grand fournisseur d'emballages de plastique récupérable européen bénéficiant d'une solide position concurrentielle, compte tenu de sa clientèle à grande échelle diversifiée et de longue date qui sert de nombreuses industries et de sa solide réputation d'innovation en matière de produits. Nous exerçons nos activités dans un secteur en croissance du domaine de l'emballage qui présente des tendances favorables à long terme, soutenues par l'intérêt grandissant pour la durabilité et la logistique.

Notre entreprise de production de gaz naturel au Canada produit environ 33 000 barils d'équivalent pétrole par jour (« bep/j »). Nos biens sont caractérisés par des réserves de longue durée, à faible taux d'épuisement et situées à de faibles profondeurs, et ils constituent des projets d'investissement dont le niveau de risque et les coûts sont peu élevés. Les résultats d'exploitation et la situation financière sont principalement tributaires des prix obtenus pour la production de gaz, lesquels ont largement fluctué au cours des dernières années. Toute variation à la hausse ou à la baisse des prix du gaz naturel pourrait avoir une incidence sur la situation financière de l'entreprise de production de gaz naturel.

Notre fabricant de produits de couverture est le premier fournisseur de produits de couverture en ardoise en importance au monde. Grâce à ses 29 carrières, la société fabrique et fournit à l'échelle mondiale des carreaux en ardoise de qualité supérieure qui sont utilisés pour la rénovation non discrétionnaire d'immeubles résidentiels et patrimoniaux dans des marchés régis par une réglementation locale stricte qui impose l'utilisation de l'ardoise pour les toitures. Nous exerçons un contrôle conjoint sur cette entreprise et avons comptabilisé notre investissement selon la méthode de mise en équivalence.

Siège social et autres

Le secteur Siège social et autres englobe la gestion de la trésorerie générale et des liquidités, et les activités liées à la gestion de la relation de la société en commandite avec Brookfield.

Aperçu de notre entreprise

La société en commandite est une société en commandite exonérée des Bermudes enregistrée en vertu de la Bermuda Limited Partnership Act of 1883, dans sa version modifiée, et de la Bermuda Exempted Partnerships Act of 1992, dans sa version modifiée.

Notre société en commandite a été établie par Brookfield afin de constituer sa principale société en commandite ouverte pour l'exploitation de ses services commerciaux et activités industrielles. Nous exerçons nos activités principalement aux États-Unis, en Europe, en Australie, au Brésil et au Canada. Nos activités sont axées sur la détention et l'exploitation d'entreprises de grande qualité qui bénéficient d'une solide position concurrentielle et qui fournissent des produits et des services essentiels. Nous visons à créer de la valeur en accroissant les flux de trésorerie de nos entreprises, en poursuivant une stratégie d'acquisition axée sur les activités et en réinvestissant au moment opportun les capitaux générés par les activités et les cessions réalisées au sein de nos activités existantes, par les nouvelles acquisitions et par les investissements. La société en commandite a pour but de dégager des rendements pour les Porteurs de parts, principalement au moyen de l'appréciation du capital et d'un taux de distribution modéré.

Faits nouveaux concernant notre entreprise

Les principaux faits nouveaux survenus dans le cadre de nos activités depuis le 31 décembre 2024 sont mentionnés ci-dessous.

En janvier 2025, notre entreprise de stockage d'énergie évolué a contracté une nouvelle dette de premier rang de 5 G\$. Une tranche de 4,5 G\$ du produit a servi à financer une distribution spéciale aux propriétaires, dont notre quote-part se chiffrait à environ 1,2 G\$.

Le 16 janvier 2025, notre entreprise de services liés au pétrole extracôtier a conclu la vente annoncée précédemment de ses activités liées aux pétroliers navettes pour une contrepartie de 484 M\$, dont notre quote-part se chiffrait à environ 250 M\$. Cette transaction a donné lieu à la comptabilisation d'un profit net de 214 M\$ dans les états consolidés intermédiaires résumés du résultat net non audités, au poste Profit (perte) sur les acquisitions et cessions, montant net.

Le 30 janvier 2025, de concert avec des partenaires institutionnels, nous avons conclu l'acquisition de Chemelex, un fabricant de systèmes de traçage thermique électrique de premier plan, par l'intermédiaire d'une scission d'une société industrielle de plus grande envergure, pour une contrepartie totale de 1 654 M\$. Le placement a été financé au moyen de titres de capitaux propres d'environ 830 M\$ et d'un financement par emprunt d'une filiale de 824 M\$. La société en commandite détient une participation qui représente un bloc de droits de vote de 100 % et une participation économique d'environ 26 % dans Chemelex. Pour obtenir de plus amples renseignements, se reporter aux états financiers pro forma non audités de la société en commandite au 31 décembre 2024 et pour l'exercice clos à cette date, déposés sur formulaire 6-K le 16 avril 2025 auprès de la Securities and Exchange Commission (« SEC »).

Le 22 février 2025, de concert avec des partenaires institutionnels, nous avons conclu une entente visant l'acquisition d'Antylia Scientific (« Antylia »), un fabricant et distributeur de premier plan de produits essentiels et de matériel d'essai destinés aux laboratoires des sciences de la vie et de l'environnement, pour une contrepartie totale d'environ 1,3 G\$. Nous prévoyons investir des capitaux propres d'un montant d'environ 160 M\$ pour une participation économique d'environ 25 %. La transaction devrait se conclure au deuxième trimestre de 2025, sous réserve des conditions de clôture et des approbations réglementaires habituelles.

Perspectives

Nous nous efforçons d'augmenter les flux de trésorerie liés à nos activités d'exploitation au moyen d'acquisitions et d'occasions de croissance interne, comme il est décrit ci-après. Nous sommes d'avis que nos activités mondiales de premier ordre nous permettent de répartir le capital à l'échelle mondiale de façon efficiente entre les secteurs et les régions présentant les meilleures occasions de réaliser les rendements que nous ciblons. Nous cherchons aussi activement à monétiser nos participations dans des entreprises à mesure que celles-ci arrivent à maturité et à réinvestir le produit dans des stratégies de placement à rendement plus élevé, ce qui permet d'accroître les rendements. La plupart de nos entreprises à l'échelle mondiale sont des chefs de file du marché qui fournissent principalement des biens et des services là où ceux-ci sont produits. Elles ne dépendent donc pas fortement du commerce transfrontalier. Nous nous attendons à ce que cela limite les répercussions directes des tarifs douaniers sur nos flux de trésorerie à court terme, principalement en ce qui a trait à certaines entreprises de notre secteur Activités industrielles. Nous prévoyons que ces entreprises seront en mesure d'atténuer partiellement ces incidences au fil du temps grâce à une combinaison de mesures opérationnelles et commerciales. Le contexte hautement inflationniste dans l'ensemble pourrait retarder les décisions d'investissement à long terme, avoir une incidence sur la croissance et entraîner un recul plus prononcé de la demande mondiale. Bien que nous ayons pu confirmer la résilience de nos activités au cours des cycles précédents, nous travaillons avec toutes nos équipes de direction pour nous assurer que nos entreprises sont bien positionnées pour naviguer tout type de contexte économique.

Services commerciaux

Notre société d'assurance hypothécaire résidentielle continue d'afficher une bonne performance. Les volumes de nouvelles primes d'assurance ont été élevés, grâce à l'accroissement de la demande pour les prêts hypothécaires et à la stabilité globale du marché de l'habitation au Canada. Les pertes sur sinistres demeurent faibles par rapport aux niveaux historiques à long terme en raison de la faiblesse du taux de chômage et de la stabilité des prix des maisons, qui sont toujours supérieurs de 30 % en moyenne aux niveaux enregistrés avant 2020. Même si l'éventualité d'un ralentissement de la croissance économique au Canada, d'une hausse du taux de chômage ou d'une baisse des prix des maisons pourrait entraîner une hausse des pertes, l'entreprise dispose toujours d'une bonne structure du capital et elle est prête à gérer l'incidence d'une hausse des pertes qui serait en phase avec les niveaux à long terme, soit de 15 % à 25 %, alors que le niveau actuel se situe dans le milieu de la fourchette à un chiffre. Nous nous attendons à ce que l'entreprise continue de générer d'importants flux de trésorerie et de verser des distributions continues.

Les plans visant à améliorer la suite technologique et l'expérience client de notre entreprise de services technologiques et de solutions logicielles pour les concessionnaires progressent bien. L'entreprise a récemment lancé de nouvelles gammes de produits, notamment une plateforme de paiement intégrée et une suite liée aux stocks visant à élargir son offre de services et à accroître l'efficacité des concessionnaires. La direction continue d'axer ses efforts sur la réduction du taux de désabonnement et sur l'augmentation des taux de satisfaction de la clientèle afin de contribuer à ses initiatives de croissance et de fidélisation de la clientèle.

Plus tôt au cours de l'exercice, notre entreprise de services de soins de santé a conclu un accord d'allègement avec ses prêteurs, ce qui a lui a permis de bénéficier d'un allègement temporaire des intérêts en vertu de ses ententes de financement. La performance opérationnelle est encore mise à rude épreuve et la structure du capital actuelle n'est pas viable. L'entreprise évalue ses options à mesure qu'elle continue de négocier avec les principales parties prenantes.

Services d'infrastructures

Notre entreprise de services de loterie continue de mettre en œuvre l'accélération de la conclusion des récents contrats avec les exploitants de loteries aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Nouvelle-Zélande. L'entreprise dispose toujours d'un solide bassin de nouvelles occasions commerciales et elle a récemment achevé une réorganisation stratégique, notamment en procédant à la scission de ses activités de loterie numérique pour en faire une unité d'exploitation autonome de la société d'exploitation dirigée par une nouvelle équipe. Cette réorganisation vise à faciliter la livraison accélérée des contrats de services de loterie numérique récemment conclus et à renforcer la position de l'entreprise en vue d'une expansion dans de nouveaux marchés.

Au sein de notre entreprise de services liés au pétrole extracôtier, nous avons conclu la vente des activités liées aux pétroliers navettes et des ententes à l'égard de la vente de plusieurs actifs secondaires. Nous continuons de détenir une participation dans les activités liées aux UFPSD restantes, au sein desquelles le redéploiement de deux importantes UFPSD progresse bien. Les travaux de modernisation de l'un des navires ont été achevés plus tôt cette année, et celui-ci touche maintenant un tarif journalier en mer, tandis que la deuxième UFPSD devrait être livrée à son client en mer du Nord au début de l'année prochaine.

Activités industrielles

Notre entreprise de stockage d'énergie évolué a connu un excellent début d'exercice. La demande pour des batteries utilisant des technologies évoluées, qui sont supérieures sur le plan technologique, continue d'augmenter, leurs volumes représentant maintenant 34 % du total des ventes d'unités de l'entreprise. L'entreprise continue de générer d'importants flux de trésorerie, ce qui lui procure la souplesse nécessaire pour réduire continuellement sa dette et pour réinvestir dans ses capacités de fabrication aux États-Unis. Ces plans de réinvestissement comprennent l'accroissement de la capacité de production de batteries utilisant des technologies évoluées aux États-Unis, la construction de nouvelles installations et l'amélioration des capacités de recyclage et de récupération des minéraux critiques. Nous sommes d'avis que ces mesures, conjuguées aux avantages fiscaux, renforceront davantage la position de chef de file sur le marché de l'entreprise. En novembre 2023, la Commission européenne a annoncé la tenue d'une enquête sur le marché des batteries de démarrage automobile. Bien que cette enquête soit en cours et que son issue soit incertaine, notre entreprise de stockage d'énergie évolué n'anticipe actuellement pas que son bénéfice ou ses flux de trésorerie nets futurs soient exposés de manière significative à des risques néfastes relativement à cette affaire, car entre autres choses, elle bénéficie d'une immunité conditionnelle accordée par la Commission européenne et sera indemnisée pour les pertes connexes subies, le cas échéant.

Notre entreprise de fabrication de composants de haute technologie a commencé à montrer des signes modestes de reprise. Bien que les volumes se soient redressés dans certains marchés finaux nord-américains au cours du trimestre, la demande sur les marchés finaux internationaux demeure faible. Le risque d'un ralentissement économique général pourrait avoir une incidence sur le calendrier du redressement global des volumes. La direction se concentre sur l'amélioration de son positionnement commercial et continue d'ajuster ses coûts de base afin d'optimiser les flux de trésorerie et les marges.

En plus d'exercer nos activités existantes, nous continuons de faire croître notre entreprise afin d'améliorer nos flux de trésorerie à long terme. En janvier 2025, nous avons conclu l'acquisition de Chemelex, un fabricant de systèmes de traçage thermique électrique de premier plan, par l'intermédiaire d'une scission d'une société industrielle de plus grande envergure. De plus, nous avons signé une entente visant l'acquisition d'Antylia, un fabricant et distributeur de premier plan de produits essentiels et de matériel d'essai destinés aux laboratoires des sciences de la vie et de l'environnement, pour un montant d'environ 1,3 G\$. Nous prévoyons investir des capitaux propres d'un montant d'environ 160 M\$ pour une participation économique d'environ 25 %. La transaction devrait se conclure au deuxième trimestre de 2025, sous réserve des conditions de clôture et des approbations réglementaires habituelles.

Examen des résultats d'exploitation consolidés

Le tableau ci-dessous présente nos résultats d'exploitation pour les trimestres clos les 31 mars 2025 et 2024. D'autres précisions concernant nos résultats d'exploitation et notre performance financière sont fournies à la rubrique « Analyse sectorielle ».

(EN M\$ US, sauf les montants par part)	Trimestres clos les 31 mars	
	2025	2024
Produits	6 749 \$	12 015 \$
Coûts d'exploitation directs	(5 402)	(10 878)
Frais généraux et administratifs	(311)	(317)
Produits (charges) d'intérêts, montant net	(770)	(796)
Bénéfice (perte) comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence	(8)	23
Reprise de perte de valeur (charge pour perte de valeur), montant net	—	10
Profit (perte) sur les acquisitions et cessions, montant net	214	15
Autres produits (charges), montant net	(83)	116
Bénéfice (perte) avant impôt sur le résultat	389	188
(Charge) économie d'impôt		
Exigible	(197)	(90)
Différé	64	105
Bénéfice net (perte nette)	256 \$	203 \$
Attribuable aux éléments suivants :		
Commanditaires	30 \$	17 \$
Participations ne donnant pas le contrôle attribuables aux éléments suivants :		
Parts de rachat-échange	23	15
Commanditaire spécial	—	—
Actions échangeables de BBUC	27	16
Titres privilégiés	13	13
Participations d'autres entités dans les filiales d'exploitation	163	142
	256 \$	203 \$
Bénéfice (perte) de base et dilué par part de société en commandite ¹	0,38 \$	0,23 \$

1. Le nombre moyen de parts de société en commandite en circulation pour le trimestre clos le 31 mars 2025 s'est chiffré à 80,0 millions (31 mars 2024 – 74,3 millions).

Comparaison des trimestres clos les 31 mars 2025 et 2024

Pour le trimestre clos le 31 mars 2025, le bénéfice net s'est élevé à 256 M\$ et il inclut un bénéfice net attribuable aux Porteurs de parts de 80 M\$ (0,38 \$ par part de société en commandite). Pour le trimestre clos le 31 mars 2024, le bénéfice net s'est chiffré à 203 M\$ et il inclut un bénéfice net attribuable aux Porteurs de parts de 48 M\$ (0,23 \$ par part de société en commandite).

Produits

Pour le trimestre clos le 31 mars 2025, les produits ont diminué de 5 266 M\$, pour s'établir à 6 749 M\$, comparativement à 12 015 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2024. Les produits de notre secteur Services commerciaux ont diminué de 4 970 M\$, surtout en raison de la cession de notre entreprise de carburants pour véhicules routiers en juillet 2024, qui a donné lieu à une diminution des produits de 4 997 M\$. Les produits de notre secteur Services d'infrastructures ont diminué de 155 M\$, principalement en raison de la cession des activités liées aux pétroliers navettes de notre entreprise de services liés au pétrole extracôtier. Les produits de notre secteur Activités industrielles ont diminué de 141 M\$, principalement en raison de la croissance continue de la demande pour les batteries utilisant des technologies avancées, contrebalancée par une réduction du volume global de batteries de notre entreprise de stockage d'énergie évolué en raison du calendrier des livraisons sur le marché secondaire et de la baisse de la demande de batteries des fabricants d'équipement d'origine, conjuguées à la baisse des volumes de notre entreprise de fabrication de composants de haute technologie attribuable à la faiblesse de la demande sur le marché final. La diminution a été partiellement contrebalancée par l'apport de notre fabricant de systèmes de traçage thermique électrique, dont nous avons récemment fait l'acquisition.

Coûts d'exploitation directs

Pour le trimestre clos le 31 mars 2025, les coûts d'exploitation directs ont diminué de 5 476 M\$ pour s'établir à 5 402 M\$, comparativement à 10 878 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2024. Cette diminution est principalement attribuable à la cession de notre entreprise de carburants pour véhicules routiers en juillet 2024, qui a donné lieu à une baisse des coûts d'exploitation directs de 4 974 M\$, facteur combiné aux avantages fiscaux de 259 M\$ comptabilisés par notre entreprise de stockage d'énergie évolué au cours de la période.

Frais généraux et administratifs

Pour le trimestre clos le 31 mars 2025, les frais généraux et administratifs ont diminué de 6 M\$ pour s'établir à 311 M\$, comparativement à 317 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2024. La diminution est principalement attribuable aux cessions conclues au cours des 12 derniers mois, partiellement contrebalancées par l'apport de l'acquisition de notre fabricant de systèmes de traçage thermique électrique.

Produits (charges) d'intérêts, montant net

Pour le trimestre clos le 31 mars 2025, le montant net des charges d'intérêts a diminué de 26 M\$, pour s'établir à 770 M\$, comparativement à 796 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2024. La diminution du montant net des charges d'intérêts est principalement attribuable à la baisse des emprunts de nos entreprises découlant des cessions conclues au cours des 12 derniers mois et au remboursement d'emprunts sur nos facilités de crédit générales au cours de la période, facteurs contrebalancés en partie par l'incidence de la hausse des emprunts de notre entreprise de stockage d'énergie évolué.

Profit (perte) sur les acquisitions et cessions, montant net

Pour le trimestre clos le 31 mars 2025, le profit (la perte) sur les acquisitions et cessions, montant net s'est établi à 214 M\$ et se composait d'un profit comptabilisé à la cession des activités de pétroliers navettes de notre entreprise de services liés au pétrole extracôtier.

Autres produits (charges), montant net

Pour le trimestre clos le 31 mars 2025, les autres produits (charges), montant net ont diminué de 199 M\$ pour représenter d'autres charges d'un montant net de 83 M\$, comparativement à d'autres produits d'un montant net de 116 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2024. Le montant net des autres produits (charges) correspond aux montants qui ne sont pas directement liés aux activités génératrices de produits et qui ne sont pas des produits ou des charges récurrents normaux nécessaires à l'exercice des activités. Pour le trimestre clos le 31 mars 2025, les composantes des autres produits (charges), montant net comprennent des profits de 125 M\$ comptabilisés par notre entreprise de services liés au pétrole extracôtier en raison des améliorations apportées et des profits latents comptabilisés au reclassement d'immobilisations corporelles dans les contrats de location-financement, des charges de séparation d'entreprise, des coûts de constitution et des charges de restructuration de 78 M\$, des pertes nettes de réévaluation de 50 M\$, des coûts de transaction de 35 M\$ et d'autres charges de 45 M\$. Pour le trimestre clos le 31 mars 2024, les composantes des autres produits (charges), montant net comprennent des profits nets de réévaluation de 158 M\$, d'autres produits liés à une distribution au sein de notre entreprise de divertissement de 50 M\$, des coûts de transaction de 21 M\$, des charges de séparation d'entreprise, des coûts de constitution et des charges de restructuration de 19 M\$, et d'autres charges de 52 M\$.

(Charge) économie d'impôt

Pour le trimestre clos le 31 mars 2025, la charge d'impôt exigible a augmenté de 107 M\$, pour s'établir à 197 M\$, comparativement à 90 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2024. L'augmentation de la charge d'impôt exigible est principalement attribuable aux retenues d'impôt auxquelles notre entreprise de stockage d'énergie évolué était assujettie relativement à une distribution spéciale aux propriétaires, conjuguées à une économie d'impôt non récurrente comptabilisée par notre entreprise de stockage d'énergie évolué au cours de la période précédente, partiellement contrebalancées par la baisse du bénéfice imposable de notre entreprise de services technologiques et de solutions logicielles pour les concessionnaires. L'économie d'impôt différé a diminué de 41 M\$ pour s'établir à 64 M\$, comparativement à 105 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2024. La diminution de l'économie d'impôt différé tient principalement à la décomptabilisation de pertes fiscales par notre entreprise de solutions d'énergie solaire, combinée à l'augmentation du passif d'impôt différé de notre entreprise de services de location de solutions modulaires, facteurs partiellement contrebalancés par la comptabilisation d'attributs fiscaux et par la reprise de passifs d'impôt différé relativement à une acquisition au sein de notre entreprise de stockage d'énergie évolué découlant de l'amortissement des immobilisations incorporelles.

Sommaire des résultats

Résultats trimestriels

Le total des produits et du bénéfice net (de la perte nette) pour les huit plus récents trimestres se présente comme suit :

(EN M\$ US, sauf les montants par part)	2025		2024				2023		
	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	
Produits	6 749 \$	7 427 \$	9 232 \$	11 946 \$	12 015 \$	13 405 \$	14 399 \$	13 506 \$	
Coûts d'exploitation directs	(5 402)	(6 008)	(7 069)	(10 928)	(10 878)	(12 209)	(13 016)	(12 330)	
Frais généraux et administratifs	(311)	(324)	(319)	(307)	(317)	(336)	(403)	(398)	
Produits (charges) d'intérêts, montant net	(770)	(752)	(778)	(778)	(796)	(858)	(941)	(932)	
Bénéfice (perte) comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence	(8)	35	1	31	23	48	31	28	
Reprise de perte de valeur (charge pour perte de valeur), montant net	—	(991)	—	—	10	(780)	(44)	(7)	
Profit (perte) sur les acquisitions et cessions, montant net	214	—	593	84	15	4 477	41	87	
Autres produits (charges), montant net	(83)	(360)	(229)	(100)	116	(344)	(101)	138	
Bénéfice (perte) avant impôt sur le résultat	389	(973)	1 431	(52)	188	3 403	(34)	92	
(Charge) économie d'impôt									
Exigible	(197)	(158)	(276)	(122)	(90)	(171)	(211)	(267)	
Différé	64	23	580	239	105	252	294	216	
Bénéfice net (perte nette)	256 \$	(1 108) \$	1 735 \$	65 \$	203 \$	3 484 \$	49 \$	41 \$	
Attribuable aux éléments suivants :									
Commanditaires	30 \$	(150) \$	103 \$	(7) \$	17 \$	488 \$	(15) \$	(16) \$	
Participations ne donnant pas le contrôle attribuables aux éléments suivants :									
Parts de rachat-échange	23	(141)	97	(6)	15	457	(14)	(16)	
Commanditaire spécial	—	—	—	—	—	—	—	—	
Actions échangeables de BBUC	27	(147)	101	(7)	16	478	(15)	(16)	
Titres privilégiés	13	13	13	13	13	17	22	22	
Participations d'autres entités dans les filiales d'exploitation	163	(683)	1 421	72	142	2 044	71	67	
	256 \$	(1 108) \$	1 735 \$	65 \$	203 \$	3 484 \$	49 \$	41 \$	
Bénéfice (perte) de base et dilué par part de société en commandite ¹	0,38 \$	(2,02) \$	1,39 \$	(0,10) \$	0,23 \$	6,57 \$	(0,20) \$	(0,22) \$	

1. Le nombre moyen de parts de société en commandite en circulation pour le trimestre clos le 31 mars 2025 s'est chiffré à 80,0 millions (31 mars 2024 – 74,3 millions).

Les produits et les coûts d'exploitation directs varient d'un trimestre à l'autre, principalement en raison des acquisitions et des cessions d'entreprises, des fluctuations des taux de change, des cycles des affaires et économiques, des facteurs climatiques et du caractère saisonnier, des facteurs économiques en général et de la volatilité des prix des marchandises. Au sein de notre secteur Activités industrielles, pour notre entreprise de stockage d'énergie évolué, la demande est généralement plus élevée pour des batteries sur le marché secondaire durant la saison froide, et pour notre entreprise de production de gaz naturel, les conditions météorologiques influent sur sa capacité à déplacer le matériel lourd de façon sécuritaire et efficace dans les champs de pétrole et de gaz de l'Ouest canadien. Au sein de notre secteur Services d'infrastructures, notre entreprise de services d'accès aux travaux subit l'incidence du caractère saisonnier des secteurs dans lesquels elle exerce ses activités. Par exemple, la plupart des raffineries ont l'habitude de procéder à une fermeture pour entretien au printemps et à l'automne. De plus, les basses températures aux premier et quatrième trimestres restreignent habituellement les activités relatives aux investissements de maintien et aux dépenses d'investissement dans les climats froids. Au sein de notre entreprise de services de location de solutions modulaires, les activités commerciales atteignent un sommet au cours des mois d'été, tandis que le quatrième trimestre de l'exercice affiche un creux saisonnier, les livraisons diminuant habituellement au cours de l'hiver. Certains de nos services commerciaux ont un caractère saisonnier et sont tributaires du niveau général de l'activité économique ainsi que du volume de services achetés par nos clients qui en découle. Les primes d'assurance de prêt hypothécaire souscrites de notre société d'assurance hypothécaire résidentielle fluctuent en fonction du caractère saisonnier général du marché immobilier canadien et des conditions macroéconomiques qui touchent celui-ci. Le bénéfice net dépend des profits périodiques sur la monétisation et des pertes de valeur périodiques.

Examen de la situation financière consolidée

Le tableau ci-dessous présente un sommaire des états consolidés de la situation financière non audités et audités au 31 mars 2025 et au 31 décembre 2024, respectivement.

(EN M\$ US)	31 mars 2025	31 décembre 2024	Variation 31 mars 2025 par rapport au 31 décembre 2024
Actif			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 442 \$	3 239 \$	203 \$
Actifs financiers	11 642	12 371	(729)
Débiteurs et autres montants à recevoir, montant net	6 948	6 279	669
Stocks et autres actifs	5 063	5 728	(665)
Immobilisations corporelles	12 529	13 232	(703)
Actifs d'impôt différé	1 767	1 744	23
Immobilisations incorporelles	19 157	18 317	840
Placements mis en équivalence	2 307	2 325	(18)
Goodwill	13 032	12 239	793
	75 887 \$	75 474 \$	413 \$
Passif et capitaux propres			
Passif			
Créditeurs et autres passifs	15 085 \$	16 691 \$	(1 606) \$
Emprunts généraux	1 017	2 142	(1 125)
Emprunts sans recours de filiales de la société en commandite	42 316	36 720	5 596
Passifs d'impôt différé	2 614	2 613	1
	61 032 \$	58 166 \$	2 866 \$
Capitaux propres			
Commanditaires	2 158 \$	1 752 \$	406 \$
Participations ne donnant pas le contrôle attribuables aux éléments suivants :			
Parts de rachat-échange	1 246	1 644	(398)
Commanditaire spécial	—	—	—
Actions échangeables de BBUC	1 732	1 721	11
Titres privilégiés	740	740	—
Participations d'autres entités dans les filiales d'exploitation	8 979	11 451	(2 472)
	14 855	17 308	(2 453)
	75 887 \$	75 474 \$	413 \$

Actifs financiers

Les actifs financiers ont diminué de 729 M\$, passant de 12 371 M\$ au 31 décembre 2024 à 11 642 M\$ au 31 mars 2025. Le solde se compose de titres négociables, de prêts et effets à recevoir, d'actifs dérivés et d'autres actifs financiers. Cette diminution est principalement attribuable à une réduction nette des créances hypothécaires de notre gestionnaire d'actifs et prêteur australien du fait que les remboursements de prêts ont été supérieurs aux montages de nouveaux prêts, conjuguée à une diminution des autres actifs financiers de notre entreprise de services liés au pétrole extracôtier.

Le tableau suivant présente les actifs financiers, par secteur, au 31 mars 2025 et au 31 décembre 2024.

(EN M\$ US)	Services commerciaux	Services d'infrastructures	Activités industrielles	Siège social et autres	Total
31 mars 2025	11 258 \$	38 \$	345 \$	1 \$	11 642 \$
31 décembre 2024	11 713 \$	253 \$	404 \$	1 \$	12 371 \$

Débiteurs, montant net

Les débiteurs, montant net ont augmenté de 669 M\$, passant de 6 279 M\$ au 31 décembre 2024 à 6 948 M\$ au 31 mars 2025. L'augmentation est principalement attribuable au calendrier des débiteurs facturés par notre entreprise de services liés au pétrole extracôtier et notre entreprise de fabrication de composants de haute technologie, ainsi qu'à l'acquisition de notre fabricant de systèmes de traçage thermique électrique. Les débiteurs comprennent également un montant de 259 M\$ comptabilisé par notre entreprise de stockage d'énergie évolué relativement aux avantages fiscaux.

Stocks et autres actifs

Les stocks et autres actifs ont diminué de 665 M\$, passant de 5 728 M\$ au 31 décembre 2024 à 5 063 M\$ au 31 mars 2025. La diminution est principalement attribuable à la cession des activités liées aux pétroliers navettes de notre entreprise de services liés au pétrole extracôtier en janvier 2025, qui étaient auparavant classées dans les actifs détenus en vue de la vente. Ce facteur a été partiellement contrebalancé par la hausse des autres actifs de notre entreprise de services liés au pétrole extracôtier en raison de la comptabilisation de créances résultant de contrats de location-financement et par la hausse des stocks de notre entreprise de stockage d'énergie évolué.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles ont diminué de 703 M\$, pour s'établir à 12 529 M\$ au 31 mars 2025, comparativement à 13 232 M\$ au 31 décembre 2024. La diminution est attribuable à une baisse des immobilisations corporelles de 1 429 M\$ découlant essentiellement du reclassement de certains navires de notre entreprise de services liés au pétrole extracôtier des immobilisations corporelles aux contrats de location-financement, ainsi qu'à la dotation à l'amortissement régulière de 344 M\$. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par les entrées d'immobilisations corporelles de 785 M\$, principalement en raison des investissements de croissance de notre entreprise de services liés au pétrole extracôtier, qui sont remboursés en vertu de dispositions contractuelles, et par l'incidence des fluctuations des taux de change de 285 M\$. Au 31 mars 2025, les immobilisations corporelles comprenaient des actifs au titre de droits d'utilisation de 931 M\$ (31 décembre 2024 – 874 M\$).

Les immobilisations incorporelles ont augmenté de 840 M\$, passant de 18 317 M\$ au 31 décembre 2024 à 19 157 M\$ au 31 mars 2025. Cette augmentation est attribuable aux entrées nettes de 875 M\$ découlant principalement de l'acquisition de notre fabricant de systèmes de traçage thermique électrique et à l'incidence des fluctuations des taux de change de 351 M\$, facteurs partiellement contrebalancés par la dotation à l'amortissement régulière de 386 M\$.

Les dépenses d'investissement représentent des entrées d'immobilisations corporelles et de certaines immobilisations incorporelles. Elles comprennent les investissements de maintien, qui sont nécessaires au maintien de la performance actuelle de nos activités, ainsi que les investissements de croissance, qui sont effectués afin d'acquérir de nouveaux actifs en vue d'élargir nos activités existantes. Au sein de notre secteur Services commerciaux, les dépenses d'investissement étaient principalement liées à l'entretien et aux améliorations des hôpitaux et au nouveau matériel hospitalier de notre entreprise de services de soins de santé, aux coûts de production liés à la mise au point et à l'amélioration de la technologie exclusive ainsi qu'à la maintenance des ordinateurs et du matériel lié à l'hébergement de notre entreprise de services technologiques et de solutions logicielles pour les concessionnaires, ainsi qu'à l'entretien et à l'expansion du parc de notre entreprise de services de gestion de parcs et de location de voitures. Au sein de notre secteur Services d'infrastructures, les dépenses d'investissement étaient principalement attribuables aux coûts de mise en cale sèche de notre entreprise de services liés au pétrole extracôtier, lesquels doivent être remboursés par notre client en vertu des dispositions contractuelles, et aux investissements dans le parc de notre entreprise de services de location de solutions modulaires. Au sein de notre secteur Activités industrielles, les dépenses d'investissement étaient principalement liées aux agrandissements et au remplacement de matériel pour notre entreprise de stockage d'énergie évolué. Nous incluons également les entrées d'immobilisations incorporelles de notre entreprise d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux usées dans les dépenses d'investissement en raison de la nature de ses accords de concession. Pour le trimestre clos le 31 mars 2025, les investissements de maintien et de croissance se sont respectivement élevés à 177 M\$ et à 332 M\$ (31 mars 2024 – 169 M\$ et 454 M\$, respectivement). Les investissements de croissance comprennent des dépenses d'investissement visant l'expansion du parc de notre entreprise de services de gestion de parcs et de location de voitures présentées à titre de flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation dans les tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie non audités.

Actifs d'impôt différé

Les actifs d'impôt différé ont augmenté de 23 M\$, passant de 1 744 M\$ au 31 décembre 2024 à 1 767 M\$ au 31 mars 2025. Cette augmentation est principalement attribuable à la comptabilisation d'attributs fiscaux par notre entreprise de stockage d'énergie évolué et par notre entreprise de production de gaz naturel, facteur contrebalancé en partie par la décomptabilisation de pertes fiscales par notre entreprise de solutions d'énergie solaire.

Goodwill

Le goodwill a augmenté de 793 M\$, passant de 12 239 M\$ au 31 décembre 2024 à 13 032 M\$ au 31 mars 2025. L'augmentation s'explique principalement par l'acquisition de notre fabricant de systèmes de traçage thermique électrique, conjuguée à l'incidence des fluctuations des taux de change.

Créditeurs et autres passifs

Les créiteurs et autres passifs ont diminué de 1 606 M\$, pour s'établir à 15 085 M\$ au 31 mars 2025, comparativement à 16 691 M\$ au 31 décembre 2024. La diminution est principalement attribuable à la cession des activités liées aux pétroliers navettes de notre entreprise de services liés au pétrole extracôtier, dont les passifs étaient auparavant classés dans les passifs détenus en vue de la vente.

Emprunts généraux et sans recours

Vous trouverez de l'information sur les emprunts à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » du présent rapport de gestion.

Capitaux propres attribuables aux Porteurs de parts

Au 31 mars 2025, notre structure du capital était composée de deux catégories de parts de société en commandite : les parts de société en commandite et les parts de commandité. Les parts de société en commandite permettent à leur porteur de toucher sa quote-part des distributions. Les parts de commandité donnent à leur porteur le droit de régir nos politiques financières et d'exploitation. Se reporter à la rubrique 10.B., « Actes constitutifs – Description de nos parts et de notre convention de société en commandite », dans notre rapport annuel de 2024.

La structure du capital de la société de portefeuille SEC est composée de trois catégories de parts de société : les parts de commandité gestionnaire détenues par Brookfield Business Partners L.P., les parts de société en commandite spéciales et les parts de rachat-échange détenues par Brookfield. En sa capacité de porteur de parts de société en commandite spéciales, le commanditaire spécial a le droit de recevoir des distributions incitatives fondées sur une hausse de 20 % du prix des parts de société en commandite par rapport à un seuil initial. Se reporter à la rubrique 10.B., « Actes constitutifs – Description de la convention de société en commandite de la société de portefeuille SEC », dans notre rapport annuel de 2024.

Au cours du premier trimestre de 2025, le cours moyen pondéré en fonction du volume s'est établi à 22,90 \$ par part de société en commandite, soit un montant inférieur au seuil de la distribution incitative courante de 31,53 \$ par part de société en commandite, ce qui a fait en sorte qu'aucune distribution incitative n'a été déclarée pour le trimestre.

La structure du capital de BBUC comprend les actions échangeables de BBUC détenues par les détenteurs de Brookfield et par des actionnaires dans le public. Chaque action échangeable de BBUC a été structurée dans l'intention de fournir un rendement économique équivalant à celui de une part de société en commandite, et BBUC vise à verser des dividendes par action identiques aux distributions payées sur chaque part de société en commandite. Chaque action échangeable de BBUC est échangeable, au gré des actionnaires de BBUC, contre une part de société en commandite (sous réserve d'un ajustement pour tenir compte de certaines éventualités relatives au capital) ou son équivalent en trésorerie. Au cours du trimestre clos le 31 mars 2025, 154 actions échangeables de BBUC ont été échangées contre des parts de société en commandite (31 mars 2024 – 1).

Le 15 août 2024, la Bourse de Toronto (la « TSX ») a accepté un avis déposé par la société en commandite annonçant son intention de renouveler l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant ses parts de société en commandite. En vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, la société en commandite est autorisée à racheter jusqu'à 5 % de ses parts de société en commandite émises et en circulation au 8 août 2024, ou 3 714 088 parts de société en commandite, y compris jusqu'à 10 340 parts de société en commandite inscrites à la TSX au cours d'un jour de bourse donné.

Le 15 août 2024, la TSX a accepté un avis déposé par BBUC, une filiale consolidée de la société en commandite, annonçant son intention de renouveler l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant ses actions échangeables de BBUC. En vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, BBUC est autorisée à racheter jusqu'à 5 % de ses actions échangeables de BBUC émises et en circulation au 8 août 2024, ou 3 647 722 actions, y compris jusqu'à 5 184 actions inscrites à la TSX au cours d'un jour de bourse donné.

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2025, la société en commandite a racheté 3 011 006 parts de société en commandite (31 mars 2024 – aucune part de société en commandite). Après le trimestre clos le 31 mars 2025 et jusqu'à la date du présent rapport de gestion, la société en commandite a racheté 538 115 parts de société en commandite en vertu de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités.

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2025, BBUC a racheté 1 260 225 actions échangeables de BBUC en vertu de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités (31 mars 2024 – aucune action échangeable). Après le trimestre clos le 31 mars 2025 et jusqu'à la date du présent rapport de gestion, BBUC a racheté 1 045 142 actions échangeables en vertu de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités.

Au 31 mars 2025 et au 31 décembre 2024, le nombre total de Parts en circulation se détaillait comme suit :

PARTS	31 mars 2025	31 décembre 2024
Parts de commandité	4	4
Parts de société en commandite ¹	89 376 696	74 281 767
Participations ne donnant pas le contrôle :		
Parts de rachat-échange ¹	51 599 716	69 705 497
Actions échangeables de BBUC	71 694 067	72 954 446
Parts de société en commandite spéciales	4	4

1. En février 2025, la société en commandite a émis 18 105 781 parts de société en commandite à l'intention de filiales entièrement détenues de Brookfield Wealth Solutions en échange de 18 105 781 parts de rachat-échange dans le cadre de l'exercice du mécanisme de rachat-échange.

Analyse sectorielle

Nos activités sont structurées en quatre secteurs opérationnels qui sont revus périodiquement par le principal décideur opérationnel aux fins d'affectation des ressources aux secteurs et d'évaluation de la performance de ceux-ci. Les principales mesures utilisées par le principal décideur opérationnel pour l'évaluation de la performance et la prise de décisions concernant l'affectation des ressources sont le bénéfice d'exploitation ajusté (le « BE ajusté ») et le BAIIA ajusté.

Le BE ajusté est notre indicateur du résultat net sectoriel présenté conformément à IFRS 8 *Secteurs opérationnels*. Le principal décideur opérationnel utilise le BE ajusté pour évaluer la performance et prendre des décisions sur l'affectation des ressources. Le principal décideur opérationnel utilise le BE ajusté pour évaluer nos secteurs selon le rendement du capital investi généré par les activités sous-jacentes et pour évaluer la performance de nos secteurs en tenant compte de l'endettement.

Le BE ajusté correspond au bénéfice net et au bénéfice comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence en fonction de notre participation économique dans les filiales consolidées et dans les placements mis en équivalence, respectivement, excluant l'incidence de la dotation aux amortissements, de l'impôt différé, des coûts de transaction, des charges de restructuration, des profits ou pertes de réévaluation latents, de la reprise de perte de valeur ou de la charge pour perte de valeur et d'autres éléments de produits ou de charges qui ne sont pas directement liés aux activités génératrices de produits. Notre participation économique dans les filiales consolidées exclut les montants attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle, conformément à la façon dont nous déterminons le bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle dans nos états consolidés du résultat net préparés selon les Normes IFRS de comptabilité. Afin de fournir des renseignements supplémentaires sur notre performance opérationnelle au cours du cycle de vie d'un placement, le BE ajusté comprend l'incidence des distributions sur les titres de capitaux propres privilégiés et les profits ou pertes à la cession réalisés comptabilisés en résultat net, dans les autres éléments du résultat global ou directement en capitaux propres, comme les changements de participation. Le BE ajusté exclut les provisions liées aux poursuites judiciaires ou autres qui peuvent être constituées à l'occasion par les entreprises de la société en commandite et qui sont non récurrentes et sans lien direct avec les activités de la société en commandite, comme celles liées aux litiges ou aux éventualités. Le BE ajusté inclut les pertes de crédit attendues et les provisions pour créances douteuses comptabilisées dans le cours normal des activités de la société en commandite.

Le BAIIA ajusté, une mesure de la performance opérationnelle non conforme aux normes IFRS, permet une meilleure compréhension de la capacité des entreprises de la société en commandite à générer un bénéfice récurrent, et aide notre principal décideur opérationnel à comprendre et à évaluer la performance financière sous-jacente de nos entreprises. Pour obtenir de plus amples renseignements sur le BAIIA ajusté, se reporter à « Rapprochement des mesures non conformes aux normes IFRS » du présent rapport de gestion.

Le tableau suivant présente le bénéfice net (la perte nette), le bénéfice net (la perte nette) attribuable aux Porteurs de parts et le BAIIA ajusté pour les trimestres clos les 31 mars 2025 et 2024.

(EN M\$ US)	Trimestres clos les 31 mars	
	2025	2024
Bénéfice net (perte nette)	256 \$	203 \$
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux commanditaires	30 \$	17 \$
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux parts de rachat-échange détenues par Brookfield Corporation	23	15
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actions échangeables de BBUC	27	16
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux Porteurs de parts	80 \$	48 \$
BAIIA ajusté	591 \$	544 \$

Le tableau suivant présente le BE ajusté par secteur pour les trimestres clos les 31 mars 2025 et 2024.

(EN M\$ US)	Trimestres clos les 31 mars	
	2025	2024
Services commerciaux	117 \$	168 \$
Services d'infrastructures	166	72
Activités industrielles	130	180
Siège social et autres	(68)	(89)

Comparaison des trimestres clos les 31 mars 2025 et 2024

Le bénéfice net attribuable aux Porteurs de parts s'est établi à 80 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2025, ce qui représente une augmentation de 32 M\$, comparativement à un bénéfice net attribuable aux Porteurs de parts de 48 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2024.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2025, le BAIIA ajusté s'est établi à 591 M\$, ce qui représente une augmentation de 47 M\$ par rapport à 544 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2024. Les résultats de la période considérée comprennent l'apport de l'acquisition récente de notre fabricant de systèmes de traçage thermique électrique en janvier 2025. Les résultats de la période précédente comprenaient l'apport de 37 M\$, selon notre quote-part, des activités cédées, y compris les activités de pétroliers navettes de notre entreprise de services liés au pétrole extracôtier, qui ont été vendues en janvier 2025.

Services commerciaux

Le tableau qui suit présente le BE ajusté et le BAIIA ajusté pour notre secteur Services commerciaux pour les trimestres clos les 31 mars 2025 et 2024.

(EN M\$ US)	Trimestres clos les 31 mars	
	2025	2024
BE ajusté	117 \$	168 \$
BAIIA ajusté	213 \$	205 \$

Le tableau suivant présente les capitaux propres attribuables aux Porteurs de parts pour notre secteur Services commerciaux au 31 mars 2025 et au 31 décembre 2024.

(EN M\$ US)	31 mars 2025	31 décembre 2024
Total de l'actif	31 201 \$	31 583 \$
Total du passif	24 106	24 185
Participations d'autres entités dans les filiales d'exploitation	3 728	3 925
Capitaux propres attribuables aux Porteurs de parts	3 367	3 473
Total des capitaux propres	7 095 \$	7 398 \$

Comparaison des trimestres clos les 31 mars 2025 et 2024

Pour le trimestre clos le 31 mars 2025, le BE ajusté de notre secteur Services commerciaux s'est établi à 117 M\$, ce qui représente une diminution de 51 M\$ par rapport à 168 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2024. La diminution du BE ajusté est principalement attribuable aux autres produits de 50 M\$ comptabilisés au cours de la période précédente relativement à une distribution au sein de notre entreprise de divertissement.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2025, le BAIIA ajusté de notre secteur Services commerciaux s'est établi à 213 M\$, ce qui représente une augmentation de 8 M\$ par rapport à 205 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2024. La solide performance de notre société d'assurance hypothécaire résidentielle et l'augmentation de l'apport de notre entreprise de construction ont été partiellement contrebalancées par l'incidence de la hausse des coûts liés aux mises à niveau des technologies de notre entreprise de services technologiques et de solutions logicielles pour les concessionnaires. Les résultats de la période précédente comprenaient l'apport de notre entreprise de carburants pour véhicules routiers, qui a été vendue en juillet 2024.

Notre société d'assurance hypothécaire résidentielle a fourni un apport de 61 M\$ au BAIIA ajusté pour le trimestre clos le 31 mars 2025, comparativement à 55 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2024. La performance a tiré parti de l'augmentation des produits tirés de l'assurance et de la diminution des pertes sur sinistres, qui ont été favorisées par la stabilité globale du marché de l'habitation au Canada. La vigueur des volumes de nouvelles primes d'assurance au cours du trimestre a été stimulée par la demande soutenue des acheteurs d'une première maison, laquelle a été renforcée par le lancement de prêts hypothécaires à amortissement sur 30 ans en décembre. Même si les pertes devraient augmenter par rapport aux niveaux actuels, l'entreprise dispose toujours d'une bonne structure du capital lui permettant de gérer l'incidence que l'éventualité d'un ralentissement de l'activité économique au Canada, d'une hausse du taux de chômage ou de la volatilité des prix des maisons pourrait entraîner.

Notre entreprise de services technologiques et de solutions logicielles pour les concessionnaires a fourni un apport de 49 M\$ au BAIIA ajusté pour le trimestre clos le 31 mars 2025, comparativement à 63 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2024. Les résultats reflètent l'incidence de l'accélération des mises à niveau des technologies et des initiatives de modernisation planifiées ainsi que du taux de désabonnement des clients. Les nouvelles réservations et les investissements récents, y compris le lancement de nouvelles gammes de produits visant à améliorer le service, devraient favoriser la croissance à long terme de l'entreprise.

Notre entreprise de services de soins de santé a fourni un apport de 10 M\$ au BAIIA ajusté pour le trimestre clos le 31 mars 2025, comparativement à 9 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2024. Les taux d'hospitalisation sont demeurés essentiellement inchangés par rapport à la période précédente, les résultats ayant tiré parti de l'augmentation des séjours de plusieurs jours à marge élevée et de la hausse des taux de remboursement des sociétés d'assurance maladie privées, facteurs contrebalancés en partie par l'augmentation des coûts.

Services d'infrastructures

Le tableau qui suit présente le BE ajusté et le BAIIA ajusté pour notre secteur Services d'infrastructures pour les trimestres clos les 31 mars 2025 et 2024.

(EN M\$ US)	Trimestres clos les	
	31 mars	
	2025	2024
BE ajusté	166 \$	72 \$
BAIIA ajusté	104 \$	143 \$

Le tableau qui suit présente les capitaux propres attribuables aux Porteurs de parts pour notre secteur Services d'infrastructures au 31 mars 2025 et au 31 décembre 2024.

(EN M\$ US)	31 mars 2025	31 décembre 2024
Total de l'actif	15 584 \$	17 489 \$
Total du passif	9 758	11 729
Participations d'autres entités dans les filiales d'exploitation	2 495	2 465
Capitaux propres attribuables aux Porteurs de parts	3 331	3 295
Total des capitaux propres	5 826 \$	5 760 \$

Comparaison des trimestres clos les 31 mars 2025 et 2024

Pour le trimestre clos le 31 mars 2025, le BE ajusté de notre secteur Services d'infrastructures s'est établi à 166 M\$, ce qui représente une augmentation de 94 M\$ par rapport à 72 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2024. Cette augmentation est principalement attribuable à un profit net de 114 M\$ comptabilisé à la vente des activités liées aux pétroliers navettes de notre entreprise de services liés au pétrole extracôtier en janvier 2025.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2025, le BAIIA ajusté de notre secteur Services d'infrastructures s'est établi à 104 M\$, ce qui représente une diminution de 39 M\$ par rapport à 143 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2024. Les résultats de la période précédente comprenaient l'apport des activités de pétroliers navettes de notre entreprise de services liés au pétrole extracôtier, qui ont été vendues en janvier 2025.

Notre entreprise de services de location de solutions modulaires a fourni un apport de 36 M\$ au BAIIA ajusté pour le trimestre clos le 31 mars 2025, comparativement à 37 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2024. Les avantages tirés des initiatives d'optimisation continues des activités ont été contrebalancés par la baisse de l'utilisation du parc. Malgré la vigueur continue observée dans le sud de l'Europe et en Australie, la faiblesse de la demande en France et en Allemagne a contribué à la baisse du nombre d'unités louées au cours du trimestre. L'entreprise continue de mettre l'accent sur le réinvestissement des actifs dans des segments plus résilients du marché.

Notre entreprise de services de loterie a fourni un apport de 33 M\$ au BAIIA ajusté pour le trimestre clos le 31 mars 2025, comparativement à 33 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2024. L'incidence des initiatives d'amélioration des marges a été contrebalancée par la baisse des ventes dans le secteur qui s'explique en partie par la diminution globale des montants des gros lots. L'entreprise poursuit la mise en œuvre de l'accélération de la conclusion des contrats récents, qui n'est pas entièrement reflétée dans les résultats de la période considérée, et dispose toujours d'un solide bassin de nouvelles occasions commerciales.

Activités industrielles

Le tableau qui suit présente le BE ajusté et le BAIIA ajusté pour notre secteur Activités industrielles pour les trimestres clos les 31 mars 2025 et 2024.

(EN M\$ US)	Trimestres clos les	
	31 mars	
	2025	2024
BE ajusté	130 \$	180 \$
BAIIA ajusté	304 \$	228 \$

Le tableau suivant présente les capitaux propres attribuables aux Porteurs de parts pour notre secteur Activités industrielles au 31 mars 2025 et au 31 décembre 2024.

(EN M\$ US)	31 mars 2025	31 décembre 2024
Total de l'actif	28 816 \$	26 097 \$
Total du passif	23 013	18 684
Participations d'autres entités dans les filiales d'exploitation	2 756	5 061
Capitaux propres attribuables aux Porteurs de parts	3 047	2 352
Total des capitaux propres	5 803 \$	7 413 \$

Comparaison des trimestres clos les 31 mars 2025 et 2024

Pour le trimestre clos le 31 mars 2025, le BE ajusté de notre secteur Activités industrielles s'est établi à 130 M\$, ce qui représente une diminution de 50 M\$ par rapport à 180 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2024. La diminution du BE ajusté est principalement attribuable à un profit net de 47 M\$ comptabilisé à la vente de titres cotés en bourse au cours de la période précédente.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2025, le BAIIA ajusté de notre secteur Activités industrielles s'est établi à 304 M\$, ce qui représente une augmentation de 76 M\$ par rapport à 228 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2024. Les résultats de la période considérée comprennent des avantages fiscaux de 72 M\$ de notre entreprise de stockage d'énergie évolué portés en réduction des coûts d'exploitation directs et l'apport de notre fabricant de systèmes de traçage thermique électrique, qui a été acquis en janvier 2025.

Notre entreprise de stockage d'énergie évolué a fourni un apport de 233 M\$ au BAIIA ajusté pour le trimestre clos le 31 mars 2025, comparativement à 159 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2024. Les résultats comprennent des avantages fiscaux de 72 M\$. La croissance continue de la demande pour les batteries utilisant des technologies avancées a été contrebalancée par le calendrier des livraisons sur le marché secondaire et par la baisse de la demande de batteries des fabricants d'équipement d'origine au cours du trimestre. La réalisation d'initiatives d'optimisation a contribué aux résultats. L'entreprise continue de générer d'importants flux de trésorerie disponibles afin de lui permettre de réduire continuellement sa dette et d'exécuter ses plans d'investissement.

Notre entreprise de fabrication de composants de haute technologie a fourni un apport de 30 M\$ au BAIIA ajusté pour le trimestre clos le 31 mars 2025, comparativement à 33 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2024, ce qui reflète la faiblesse de la demande sur le marché final et la baisse globale des volumes. Malgré une certaine amélioration de la demande dans certains secteurs du marché nord-américain depuis le début de l'exercice, les immatriculations de nouvelles remorques de manutention demeurent faibles. L'entreprise continue de gérer activement sa structure de coûts afin d'optimiser les flux de trésorerie et de renforcer les marges dans le contexte actuel.

Siège social et autres

Le tableau qui suit présente le BE ajusté et le BAIIA ajusté pour notre secteur Siège social et autres pour les trimestres clos les 31 mars 2025 et 2024.

(EN M\$ US)	Trimestres clos les	
	31 mars	
	2025	2024
BE ajusté	(68) \$	(89) \$
BAIIA ajusté	(30) \$	(32) \$

Le tableau qui suit présente les capitaux propres attribuables aux Porteurs de parts pour notre secteur Siège social et autres au 31 mars 2025 et au 31 décembre 2024.

(EN M\$ US)	31 mars 2025	31 décembre 2024
Total de l'actif	286 \$	305 \$
Total du passif	4 155	3 568
Capitaux propres attribuables aux titres privilégiés	740	740
Capitaux propres attribuables aux Porteurs de parts	(4 609)	(4 003)
Total des capitaux propres	(3 869) \$	(3 263) \$

En vertu de notre convention-cadre de services, nous versons à Brookfield des honoraires de gestion de base trimestriels qui correspondent à 0,3125 % (1,25 % annuellement) du total de notre capitalisation boursière, majoré du montant de la dette avec recours, déduction faite de la trésorerie, et des autres titres détenus par des entités constituées en société. Pour le trimestre clos le 31 mars 2025, les honoraires de gestion se sont chiffrés à 21 M\$, comparativement à 23 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2024. Les frais généraux et administratifs sont composés des honoraires de gestion et des charges du siège social, y compris les honoraires d'audit et d'autres charges.

Le BE ajusté pour la période considérée reflète la baisse des charges d'intérêts découlant des remboursements d'emprunts sur nos facilités de crédit générales au cours du trimestre.

Rapprochement des mesures non conformes aux normes IFRS

BAIIA ajusté

Pour mesurer notre performance, nous analysons, entre autres, le BAIIA ajusté. Le BAIIA ajusté est une mesure de la performance opérationnelle non conforme aux normes IFRS présentée comme le bénéfice net et le bénéfice comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence en fonction de notre participation économique dans les filiales consolidées et dans les placements mis en équivalence, respectivement, excluant l'incidence des produits (charges) d'intérêts, montant net, de l'impôt sur le résultat, de la dotation aux amortissements, des profits (pertes) sur les acquisitions et cessions, montant net, des coûts de transaction, des charges de restructuration, des profits ou pertes de réévaluation, de la charge pour perte de valeur ou de la reprise de perte de valeur, des autres produits ou charges et des distributions sur les titres de capitaux propres privilégiés. Le BAIIA ajusté exclut les autres produits (charges), montant net tels qu'ils sont présentés dans nos états consolidés du résultat net préparés selon les Normes IFRS de comptabilité, car ils comprennent des montants qui ne sont pas liés aux activités génératrices de produits et qui ne sont pas des produits et des charges d'exploitation récurrents normaux nécessaires à l'exercice des activités. Les autres produits (charges), montant net comprennent les profits et pertes de réévaluation, les coûts de transaction, les charges de restructuration, les coûts de constitution et les charges de séparation d'entreprise, les profits ou les pertes à l'extinction ou à la modification d'une dette, les profits ou les pertes à la cession d'immobilisations corporelles, les provisions non récurrentes pouvant être constituées à l'occasion par l'une des entreprises de la société en commandite et qui ne reflètent pas les activités normales, ainsi que d'autres éléments. Notre participation économique dans les filiales consolidées exclut les montants attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle, conformément à la façon dont nous déterminons le bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle dans nos états consolidés du résultat net préparés selon les Normes IFRS de comptabilité. Compte tenu de la taille et de la diversification de nos activités, y compris les participations économiques qui varient, le BAIIA ajusté est essentiel à l'évaluation de la performance opérationnelle globale de notre entreprise. Lorsqu'il est considéré conjointement avec nos résultats préparés selon les Normes IFRS de comptabilité, nous sommes d'avis que le BAIIA ajusté est utile pour les investisseurs, car il permet une meilleure compréhension de la capacité de nos entreprises à générer un bénéfice récurrent, ce qui permet aux utilisateurs de mieux comprendre et d'évaluer la performance financière sous-jacente de nos activités, et il exclut les éléments qui, selon nous, ne sont pas directement liés aux activités génératrices de produits et qui ne sont pas des éléments récurrents normaux nécessaires à l'exercice des activités. En outre, la présentation du BAIIA ajusté offre aux investisseurs une comparabilité de notre performance continue d'une période à l'autre.

Le BAIIA ajusté comporte des limites à titre d'outil d'analyse, car il ne tient pas compte des produits (charges) d'intérêts, montant net, de l'impôt sur le résultat, de la dotation aux amortissements, des profits (pertes) sur les acquisitions et cessions, montant net, des coûts de transaction, des charges de restructuration, des profits ou pertes de réévaluation, de la charge pour perte de valeur ou de la reprise de perte de valeur et des autres produits (charges), montant net. En raison de ces limites, le BAIIA ajusté ne devrait pas être considéré comme l'unique mesure de notre performance et ne devrait pas être considéré de manière isolée ni en remplacement de l'analyse de nos résultats, tels qu'ils sont présentés en vertu des Normes IFRS de comptabilité. Toutefois, le BAIIA ajusté est une mesure clé que nous utilisons pour évaluer la performance de nos activités.

Rapprochement du BAIIA ajusté

Le tableau suivant présente un rapprochement du BAIIA ajusté et du bénéfice net (de la perte nette) pour le trimestre clos le 31 mars 2025.

(EN M\$ US)	Trimestre clos le 31 mars 2025				
	Services commerciaux	Services d'infrastructures	Activités industrielles	Siège social et autres	Total
Bénéfice net (perte nette)	— \$	156 \$	145 \$	(45) \$	256 \$
Ajouter ou soustraire les éléments suivants :					
Dotation aux amortissements	222	165	343	—	730
Profit (perte) sur les acquisitions et cessions, montant net	—	(214)	—	—	(214)
Autres produits (charges), montant net ¹	68	(79)	93	1	83
(Charge) économie d'impôt	18	25	101	(11)	133
Bénéfice (perte) comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence	(3)	26	(15)	—	8
Produits (charges) d'intérêts, montant net	230	149	366	25	770
BAIIA ajusté comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence ²	24	33	15	—	72
Montants attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle ³	(346)	(157)	(744)	—	(1 247)
BAIIA ajusté	213 \$	104 \$	304 \$	(30) \$	591 \$

1. Le montant net des autres produits (charges) correspond aux montants qui ne sont pas directement liés aux activités génératrices de produits et qui ne sont pas des produits ou des charges récurrents normaux nécessaires à l'exercice des activités. Les composantes des autres produits (charges), montant net comprennent des profits de 125 M\$ comptabilisés par notre entreprise de services liés au pétrole extracôtier relativement aux améliorations apportées et aux profits latents comptabilisés au reclassement d'immobilisations corporelles dans les contrats de location-financement, des charges de séparation d'entreprise, des coûts de constitution et des charges de restructuration de 78 M\$, des pertes nettes de réévaluation de 50 M\$, des coûts de transaction de 35 M\$ et d'autres charges de 45 M\$.
2. Le BAIIA ajusté comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence correspond au BAIIA ajusté attribuable à la société en commandite qui est généré par nos participations dans des entreprises associées et des coentreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.
3. Les montants attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle sont calculés en fonction des participations économiques détenues par les détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle dans les filiales consolidées.

Le tableau suivant présente un rapprochement du BAIIA ajusté et du bénéfice net (de la perte nette) pour le trimestre clos le 31 mars 2024.

(EN M\$ US)	Trimestre clos le 31 mars 2024				
	Services commerciaux	Services d'infrastructures	Activités industrielles	Siège social et autres	Total
Bénéfice net (perte nette)	240 \$	(65) \$	98 \$	(70) \$	203 \$
Réintégrer ou déduire les éléments suivants :					
Dotation aux amortissements	254	212	342	—	808
Reprise de perte de valeur (charge pour perte de valeur), montant net	(4)	(12)	6	—	(10)
Profit (perte) sur les acquisitions et cessions, montant net	(15)	—	—	—	(15)
Autres produits (charges), montant net ¹	(140)	(18)	32	10	(116)
(Charge) économie d'impôt	24	(3)	(27)	(9)	(15)
Bénéfice (perte) comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence	(1)	(4)	(18)	—	(23)
Produits (charges) d'intérêts, montant net	252	180	327	37	796
BAIIA ajusté comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence ²	17	39	16	—	72
Montants attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle ³	(422)	(186)	(548)	—	(1 156)
BAIIA ajusté	205 \$	143 \$	228 \$	(32) \$	544 \$

1. Le montant net des autres produits (charges) correspond aux montants qui ne sont pas directement liés aux activités génératrices de produits et qui ne sont pas des produits ou des charges récurrents normaux nécessaires à l'exercice des activités. Les composantes des autres produits (charges), montant net comprennent des profits nets de réévaluation de 158 M\$, d'autres produits liés à une distribution au sein de notre entreprise de divertissement de 50 M\$, des coûts de transaction de 21 M\$, des charges de séparation d'entreprise, des coûts de constitution et des charges de restructuration de 19 M\$ et d'autres charges de 52 M\$.
2. Le BAIIA ajusté comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence correspond au BAIIA ajusté attribuable à la société en commandite qui est généré par nos participations dans des entreprises associées et des coentreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.
3. Les montants attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle sont calculés en fonction des participations économiques détenues par les détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle dans les filiales consolidées.

Analyse des éléments de rapprochement

Comparaison des trimestres clos les 31 mars 2025 et 2024

La dotation aux amortissements comprend l'amortissement des immobilisations corporelles, l'amortissement des immobilisations incorporelles et l'amortissement pour déplétion relatif aux actifs liés à l'énergie. La dotation aux amortissements de notre secteur Services d'infrastructures découle principalement de l'amortissement des immobilisations incorporelles de notre entreprise de services de location de solutions modulaires et de notre entreprise de services de loterie. La dotation aux amortissements de notre secteur Activités industrielles découle principalement de l'amortissement des immobilisations corporelles et de l'amortissement des immobilisations incorporelles de notre entreprise de stockage d'énergie évolué et de notre entreprise de fabrication de composants de haute technologie. La dotation aux amortissements de notre secteur Services commerciaux tient principalement à l'amortissement des immobilisations incorporelles de notre entreprise de services technologiques et de solutions logicielles pour les concessionnaires. En général, la dotation aux amortissements est stable d'une période à l'autre, les variations importantes étant habituellement attribuables à l'entrée ou à la sortie d'actifs amortissables et à l'incidence des fluctuations des taux de change.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2025, la dotation aux amortissements a diminué de 78 M\$, pour s'établir à 730 M\$, comparativement à 808 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2024. La diminution est principalement attribuable à la vente des activités liées aux pétroliers navettes de notre entreprise de services liés au pétrole extracôtier en janvier 2025 et à la cession de notre entreprise de carburants pour véhicules routiers en juillet 2024.

Le montant net de (la charge) l'économie d'impôt pour le trimestre clos le 31 mars 2025 correspond à une charge d'impôt nette de 133 M\$, comparativement à une économie d'impôt nette de 15 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2024. L'augmentation est principalement attribuable aux retenues d'impôt auxquelles notre entreprise de stockage d'énergie évolué était assujettie relativement à une distribution spéciale aux propriétaires, conjuguées à la décomptabilisation de pertes fiscales par notre entreprise de solutions d'énergie solaire. L'augmentation a été partiellement contrebalancée par la baisse du bénéfice imposable de notre entreprise de services technologiques et de solutions logicielles, conjuguée à la comptabilisation d'attributs fiscaux et à la reprise de passifs d'impôt différé relativement à une acquisition au sein de notre entreprise de stockage d'énergie évolué découlant de l'amortissement des immobilisations incorporelles.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2025, les charges d'intérêts, montant net ont diminué de 26 M\$, pour s'établir à 770 M\$, comparativement à 796 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2024. La diminution est principalement attribuable à la baisse des emprunts de nos entreprises découlant des cessions et au remboursement d'emprunts sur nos facilités de crédit générales au cours de la période, facteurs contrebalancés en partie par l'incidence de l'augmentation des emprunts de notre entreprise de stockage d'énergie évolué.

Les montants attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle ont augmenté de 91 M\$, pour se chiffrer à 1 247 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2025, comparativement à 1 156 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2024. L'augmentation des montants attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle est principalement attribuable à l'avantage fiscal comptabilisé par notre entreprise de stockage d'énergie évolué au cours de la période et à l'acquisition de notre fabricant de systèmes de traçage thermique électrique en janvier 2025, facteurs partiellement contrebalancés par l'incidence des cessions conclues au cours des 12 derniers mois.

Le tableau qui suit présente le rapprochement des capitaux propres attribuables aux parts de société en commandite, aux parts de commandité, aux parts de rachat-échange, aux actions échangeables de BBUC et aux parts de société en commandite spéciales avec les capitaux propres attribuables aux Porteurs de parts pour les périodes présentées.

(EN M\$ US)	31 mars 2025	31 décembre 2024
Commanditaires ¹	2 158 \$	1 752 \$
Commandité	—	—
Participations ne donnant pas le contrôle attribuables aux éléments suivants :		
Parts de rachat-échange ¹	1 246	1 644
Parts de société en commandite spéciales	—	—
Actions échangeables de BBUC	1 732	1 721
Capitaux propres attribuables aux Porteurs de parts	5 136 \$	5 117 \$

1. En février 2025, la société en commandite a émis 18 105 781 parts de société en commandite à l'intention de filiales entièrement détenues de Brookfield Wealth Solutions en échange de 18 105 781 parts de rachat-échange dans le cadre de l'exercice du mécanisme de rachat-échange.

Le tableau suivant présente un sommaire de nos capitaux propres attribuables aux Porteurs de parts par secteur au 31 mars 2025 et au 31 décembre 2024, qui repose sur la participation économique de la société en commandite dans les capitaux propres de chaque société comprise dans le portefeuille. La participation économique de la société en commandite dans les capitaux propres de chaque société comprise dans le portefeuille exclut les montants attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle conformément à la façon dont la société en commandite détermine la valeur comptable des capitaux propres dans ses états consolidés de la situation financière. Les capitaux propres attribuables aux Porteurs de parts concordent, par rapprochement, avec les capitaux propres attribuables aux commanditaires, aux parts de rachat-échange, aux commanditaires spéciaux et aux actions échangeables de BBUC présentés dans les états consolidés de la situation financière.

(EN M\$ US)	Services commerciaux	Services d'infrastructures	Activités industrielles	Siège social et autres	Total
31 mars 2025	3 367 \$	3 331 \$	3 047 \$	(4 609) \$	5 136 \$
31 décembre 2024	3 473 \$	3 295 \$	2 352 \$	(4 003) \$	5 117 \$

Situation de trésorerie et sources de financement

Les exigences en matière de liquidité et de capital sont gérées en s'appuyant sur les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, l'utilisation de facilités de crédit, la monétisation d'activités en pleine maturité au moment opportun et le refinancement de la dette en cours. Nous visons à maintenir suffisamment de liquidités pour répondre à nos besoins continus en matière d'exploitation et pour financer les paiements liés au service de la dette, les charges récurrentes, les dépenses d'investissement requises et les autres occasions d'acquisition, lorsqu'elles se présentent. De plus, un élément fondamental de notre stratégie consiste à réaliser des acquisitions par la voie d'ententes de consortium mené par Brookfield conclues avec des partenaires institutionnels ou des partenaires stratégiques, ainsi qu'à créer des partenariats afin de réaliser des acquisitions spécialisées ou des acquisitions à l'échelle mondiale. Brookfield a déjà démontré qu'elle peut diriger ce type de consortiums et de partenariats et qu'elle peut gérer activement les actifs sous-jacents afin d'améliorer le rendement. Dans l'ensemble, nous sommes d'avis que notre profil de liquidité est solide et qu'il nous place, ainsi que nos entreprises, en bonne position pour tirer parti d'occasions de placement relatives.

Nos liquidités proviennent principalement des actifs financiers, des facilités de crédit inutilisées, des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, de la monétisation d'entreprises et de notre accès aux marchés des capitaux publics et privés.

Le tableau suivant présente les emprunts sans recours de filiales de la société en commandite par secteur au 31 mars 2025 et au 31 décembre 2024.

(EN M\$ US)	Services commerciaux	Services d'infrastructures	Activités industrielles	Total
31 mars 2025	15 525 \$	7 960 \$	18 831 \$	42 316 \$
31 décembre 2024	15 800 \$	7 736 \$	13 184 \$	36 720 \$

Au 31 mars 2025, les emprunts sans recours de filiales de la société en commandite s'élevaient à 42 316 M\$, comparativement à 36 720 M\$ au 31 décembre 2024. Les emprunts sans recours de filiales de la société en commandite comprennent les éléments suivants :

(EN M\$ US)	31 mars 2025	31 décembre 2024
Emprunts à terme	22 796 \$	17 372 \$
Billets et débetures	12 559	11 983
Facilités de crédit ¹	3 236	3 063
Programme de titrisation ²	2 676	3 284
Financement de projets	1 049	1 018
Total des emprunts sans recours de filiales de la société en commandite	42 316 \$	36 720 \$

1. Inclut les emprunts contractés en vertu des facilités destinées aux souscriptions des fonds de capital-investissement dont Brookfield est le promoteur.
2. Notre programme de titrisation est lié à la titrisation de prêts hypothécaires résidentiels effectuée par notre gestionnaire d'actifs et prêteur australien et à la titrisation effectuée par notre entreprise de services financiers non bancaires en Inde.

La société en commandite a conclu, par l'intermédiaire de ses entreprises d'exploitation, des accords de financement qui sont négociés sur des marchés publics ou sont détenus auprès d'institutions financières importantes. Les accords de financement des entreprises d'exploitation de la société en commandite totalisaient 42 316 M\$ au 31 mars 2025, comparativement à 36 720 M\$ au 31 décembre 2024. L'augmentation de 5 596 M\$ est principalement attribuable à une nouvelle dette de 5 G\$ contractée par notre entreprise de stockage d'énergie évolué afin de financer une distribution spéciale aux propriétaires (1,2 G\$ pour la société en commandite), conjuguée à la récente acquisition de notre fabricant de systèmes de traçage thermique électrique.

Nous finançons surtout nos actifs au niveau des sociétés d'exploitation au moyen d'emprunts qui sont sans recours contre la société en commandite ou nos autres entreprises et qui sont garantis par des actifs appartenant aux sociétés d'exploitation respectives. En outre, des instruments d'emprunt au niveau des sociétés d'exploitation n'entraînent pas une déchéance croisée ni un défaut croisé à l'égard d'emprunts d'autres sociétés d'exploitation. Cette dette est assortie de diverses échéances allant de moins de 1 an jusqu'à 56 ans. Au 31 mars 2025, l'échéance moyenne pondérée du total des emprunts était de 5,9 ans, et le taux d'intérêt moyen pondéré sur l'encours de la dette s'élevait à 7,6 %, compte tenu de l'incidence des couvertures. Environ 65 % de nos emprunts sans recours sont soit à taux fixe, soit couverts au moyen de dérivés ou naturellement couverts au sein de nos entreprises. Au 31 mars 2025, nous avons des emprunts de 43 333 M\$ et la capacité de prélever un montant additionnel de 8 831 M\$ sur les facilités de crédit au niveau de la société en commandite et des filiales.

Le recours aux facilités de crédit, aux emprunts à terme et aux titres d'emprunt est principalement lié aux activités poursuivies, aux dépenses d'investissement et au financement des acquisitions. Les taux d'intérêt appliqués à ces facilités sont basés sur les taux d'intérêt du marché. La majorité des emprunts ne sont pas assujettis à des clauses restrictives financières; cependant, certains sont assujettis à des clauses restrictives relatives au ratio de couverture des charges fixes, au ratio d'endettement et aux niveaux minimaux de capitaux propres et de liquidités. Au 31 mars 2025, les entreprises de la société en commandite respectaient toutes les clauses restrictives significatives, ou avaient obtenu des exemptions à l'égard de celles-ci, et nous continuons de surveiller nos entreprises de manière à nous assurer qu'elles respectent ces clauses restrictives. Plus tôt au cours de l'exercice, notre entreprise de services de soins de santé a conclu un accord d'allègement avec ses prêteurs, ce qui lui a permis de bénéficier d'un allègement temporaire des intérêts en vertu de ses ententes de financement. La performance opérationnelle est encore mise à rude épreuve et la structure du capital actuelle n'est pas viable. L'entreprise évalue ses options à mesure qu'elle continue de négocier avec les principales parties prenantes.

La société en commandite a des facilités de crédit bilatérales auprès de grandes banques mondiales qui continuent d'apporter un grand soutien à notre entreprise. Des montants peuvent être prélevés sur les facilités de crédit en euros, en livres sterling, en dollars australiens, en dollars américains et en dollars canadiens. Les avances en vertu des facilités de crédit portent intérêt au taux précisé parmi le SOFR, le SONIA, l'EURIBOR, le taux CORRA ou le BBSY majoré de 2,50 %, ou au taux précisé entre le taux de base et le taux préférentiel, majoré de 1,50 %. En vertu des facilités de crédit, nous devons maintenir une valeur corporelle nette minimale et un ratio d'endettement déconsolidé au niveau de la société en commandite. La capacité totale d'emprunt sur les facilités de crédit bilatérales, qui arriveront à échéance le 29 juin 2029, est de 2,35 G\$; au 31 mars 2025, un montant de 1 330 M\$ était disponible aux termes des facilités de crédit bilatérales.

La société en commandite a également une facilité de crédit d'acquisition renouvelable avec Brookfield permettant des emprunts d'un montant maximal de 1 G\$. La facilité de crédit est garantie par la société en commandite, par la société de portefeuille SEC, par les entités de portefeuille et par certaines de nos filiales. La facilité de crédit sera libellée en dollars américains ou canadiens, et les avances seront consenties en fonction du SOFR, du taux CORRA, du taux de base ou du taux préférentiel. La facilité de crédit porte intérêt au SOFR ou au taux CORRA majoré de 3,45 %, ou au taux de base ou au taux préférentiel majoré de 2,45 %. En vertu de la facilité de crédit, nous devons maintenir une valeur nette déconsolidée minimale. De plus, la facilité de crédit comporte des restrictions relatives à la capacité des emprunteurs et des garants à, entre autres, créer certains privilèges et conclure des accords de couverture à des fins spéculatives. La date d'échéance de la facilité de crédit est le 27 avril 2029; cette échéance sera automatiquement reportée pour une période de un an le 27 avril de chaque année, à moins que Brookfield ne fournisse un avis écrit de son intention de ne pas reporter la date d'échéance en vigueur. Le 27 avril 2026, le montant total disponible aux termes de la facilité de crédit sera réduit pour s'établir à 500 M\$. Au 31 mars 2025, aucun montant n'avait été prélevé sur la facilité de crédit d'acquisition renouvelable.

La société en commandite a également conclu des conventions de dépôt avec Brookfield en vertu desquelles nous pouvons déposer des fonds auprès de Brookfield, et Brookfield peut déposer des fonds auprès de notre société en commandite. Le solde de tout dépôt à payer à notre société en commandite est payable à vue et porte intérêt au SOFR majoré de 40 points de base. Le solde de tout dépôt à payer à Brookfield est payable à vue et porte intérêt au SOFR majoré de 160 points de base, sous réserve des modalités de ces intérêts décrites plus en détail dans la convention de dépôt. Au 31 mars 2025, le montant du dépôt reçu de Brookfield était de néant (31 décembre 2024 – néant) et le montant déposé auprès de Brookfield était de néant (31 décembre 2024 – néant).

En 2022, Brookfield a conclu un contrat d'engagement avec la société en commandite visant la souscription de titres de capitaux propres privilégiés perpétuels d'un montant pouvant atteindre 1,5 G\$. Nous pouvons prélever des sommes sur le produit en vue de financer des occasions de croissance futures à mesure qu'elles se présentent. Brookfield a le droit d'exiger de la société en commandite qu'elle rachète les titres privilégiés au pair jusqu'à concurrence du montant de toute vente d'actifs, de tout financement ou de toute émission de titres de capitaux propres. Brookfield a le droit de renoncer à cette option de rachat. Au 31 mars 2025, le montant souscrit auprès de filiales de la société en commandite était de 725 M\$ (31 décembre 2024 – 725 M\$) et était assorti d'un dividende annuel de 7 %. Le montant disponible restant en vertu du contrat d'engagement avec Brookfield est de 25 M\$. Pour le trimestre clos le 31 mars 2025, des distributions de 13 M\$ ont été déclarées sur les titres de capitaux propres privilégiés perpétuels (31 mars 2024 – 13 M\$).

Le tableau ci-dessous présente le ratio d'endettement net de la société en commandite au 31 mars 2025 et au 31 décembre 2024.

(EN M\$ US, sauf indication contraire)	31 mars 2025	31 décembre 2024
Emprunts généraux	1 017 \$	2 142 \$
Emprunts sans recours de filiales de la société en commandite	42 316	36 720
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(3 442)	(3 239)
Dette nette	39 891 \$	35 623 \$
Total des capitaux propres	14 855	17 308
Total du capital et de la dette nette	54 746 \$	52 931 \$
Ratio d'endettement net	73 %	67 %

Le commandité de la société en commandite a mis en œuvre une politique de distribution en vertu de laquelle nous comptons verser des distributions en trésorerie trimestrielles d'un montant initial actuellement évalué à environ 0,25 \$ par part, sur une base annualisée. Le 30 avril 2025, le conseil d'administration a déclaré une distribution trimestrielle de 0,0625 \$ par part, à payer le 30 juin 2025 aux porteurs de parts inscrits à la fermeture des bureaux le 30 mai 2025.

Au cours du premier trimestre de 2025, le cours moyen pondéré en fonction du volume s'est établi à 22,90 \$ par part de société en commandite, soit un montant inférieur au seuil de la distribution incitative courante de 31,53 \$ par part de société en commandite, ce qui a fait en sorte qu'aucune distribution incitative n'a été déclarée pour le trimestre.

Flux de trésorerie

Nous croyons disposer de liquidités et d'un accès à des sources de financement suffisants et nous continuerons à avoir recours aux liquidités et aux ressources mises à notre disposition pour financer nos activités et les acquisitions prévues et combler les autres besoins de trésorerie significatifs. Nos sources de financement futures comprennent les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, les emprunts, le produit de la monétisation d'actifs et le produit d'éventuelles émissions de titres de capitaux propres futures, au besoin.

Au 31 mars 2025, la trésorerie et les équivalents de trésorerie se chiffraient à 3 442 M\$, comparativement à 3 239 M\$ au 31 décembre 2024. Le tableau qui suit présente les flux de trésorerie nets pour les trimestres clos le 31 mars 2025 et le 31 mars 2024.

(EN M\$ US)	Trimestres clos les 31 mars	
	2025	2024
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'exploitation	815 \$	344 \$
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités de financement	757	201
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'investissement	(1 454)	(581)
Incidence du change sur la trésorerie	88	(68)
Variation nette de la trésorerie classée dans les actifs détenus en vue de la vente	(3)	—
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	203 \$	(104) \$

Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'exploitation

Le total des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation pour le trimestre clos le 31 mars 2025 s'est établi à 815 M\$, comparativement à des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation de 344 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2024. Déduction faite de la variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation se sont chiffrés à 763 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2025, principalement en raison des flux de trésorerie provenant de notre entreprise de stockage d'énergie évolué, de notre société d'assurance hypothécaire résidentielle et de notre entreprise de services de location de solutions modulaires.

Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités de financement

Le total des flux de trésorerie provenant des activités de financement s'est élevé à 757 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2025, comparativement à un total des flux de trésorerie provenant des activités de financement de 201 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2024. Pour le trimestre clos le 31 mars 2025, nos activités de financement comprennent le produit net des emprunts sans recours de 4 831 M\$, lesquels sont principalement liés au financement de la distribution spéciale de notre entreprise de stockage d'énergie évolué et à l'acquisition de notre fabricant de systèmes de traçage thermique électrique. Les activités de financement comprennent également le capital fourni par d'autres entités qui détiennent une participation dans les filiales d'exploitation d'un montant de 669 M\$, lequel est essentiellement lié à l'acquisition de notre fabricant de systèmes de traçage thermique électrique. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par les distributions et le capital versés à d'autres entités qui détiennent une participation dans les filiales d'exploitation de 3 511 M\$, lesquels étaient principalement liés à la distribution spéciale de notre entreprise de stockage d'énergie évolué, combinée aux remboursements d'emprunts généraux de 1 400 M\$ au moyen du produit de la distribution spéciale de notre entreprise de stockage d'énergie évolué et du produit de la cession des activités de pétroliers navettes de notre entreprise de services liés au pétrole extracôtier.

Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'investissement

Le total des flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement s'est élevé à 1 454 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2025, comparativement à un total des flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement de 581 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2024. Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont principalement trait à l'acquisition de notre fabricant de systèmes de traçage thermique électrique en janvier 2025. Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement comprenaient également des dépenses d'investissement liées aux immobilisations corporelles et aux immobilisations incorporelles de 494 M\$, principalement au sein de notre entreprise de services liés au pétrole extracôtier, qui sont remboursées par notre client en vertu des dispositions contractuelles, et de notre entreprise de stockage d'énergie évolué. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par le produit de 484 M\$ reçu à la cession des activités liées aux pétroliers navettes de notre entreprise de services liés au pétrole extracôtier.

Arrangements hors bilan

Dans le cours normal des activités, nos filiales d'exploitation détiennent des garanties bancaires, des garanties d'assurance et des lettres de crédit en cours auprès de tierces parties. Au 31 mars 2025, le montant total en cours était d'environ 2,1 G\$. Si un montant est prélevé sur une de ces lettres de crédit ou garanties, nos filiales d'exploitation auront l'obligation de rembourser l'émetteur de la lettre de crédit ou de la garantie. La société en commandite n'exerce pas ses activités, autres que celles liées aux placements mis en équivalence, par l'intermédiaire d'entités qui ne sont pas consolidées dans les états financiers consolidés et elle ne s'est pas engagée contractuellement ou n'a pas garanti de soutenir toute obligation financière significative qui n'est pas reflétée dans les états financiers consolidés.

Notre entreprise de construction et autres activités est tenue de donner, dans le cours normal des activités, des garanties et des indemnités relativement à l'exécution des obligations contractuelles des entités contrôlées, des entreprises associées et des parties liées. Toute perte connue à ce titre a été prise en compte.

Dans le cours normal des activités, nos filiales d'exploitation signent des conventions qui prévoient des indemnisations et qui accordent des garanties à des tiers relativement à certaines transactions, notamment des cessions ou des acquisitions d'entreprises, des projets de construction, des projets d'investissement et des ventes ou des achats d'actifs ou de services. Nous avons également convenu d'indemniser nos administrateurs et certains de nos dirigeants et employés. La nature de la presque totalité des engagements d'indemnisation ne nous permet pas d'établir une évaluation raisonnable du montant maximal que nous pourrions être tenus de verser à des tiers, car bon nombre d'ententes ne fixent aucun montant maximal, et ces montants dépendent de l'issue d'événements futurs éventuels dont la nature et la probabilité ne peuvent être déterminées à l'heure actuelle. Par le passé, nous n'avons versé aucun montant important en vertu de ces conventions d'indemnisation. En outre, nous avons conclu des conventions d'indemnisation avec Brookfield relativement à certains projets de construction au Moyen-Orient qui sont en cours depuis plusieurs années. En vertu de ces conventions d'indemnisation, Brookfield a convenu de nous indemniser ou de nous rembourser, selon le cas, pour la réception de paiements au titre de ces projets.

À l'occasion, nous pourrions éventuellement être tenus responsables à l'égard de litiges et de réclamations qui surviennent dans le cours normal des activités. Au sein de notre entreprise de construction, il peut s'agir de litiges et de réclamations de clients ou de sous-traitants, en plus de nos demandes reconventionnelles. Notre entreprise de services technologiques et de solutions logicielles pour les concessionnaires a fait l'objet de plusieurs recours collectifs relativement au cyberincident, et l'entreprise pourrait également faire l'objet de poursuites, de réclamations, de demandes de renseignements ou d'enquêtes. Nous sommes d'avis que les poursuites judiciaires sont sans fondement et nous avons l'intention de les contester vigoureusement. Nous évaluons de façon continue l'incidence possible de ces événements. Outre les coûts engagés pour se défendre contre ces réclamations, la perte éventuelle découlant de celles-ci ne peut être évaluée et n'est pas probable à l'heure actuelle.

Obligations contractuelles

Un élément indissociable de la stratégie de la société en commandite consiste à participer avec des investisseurs institutionnels à des fonds de capital-investissement dont Brookfield est le promoteur, lesquels visent des acquisitions correspondant au mandat de placement de la société en commandite. Dans le cours normal des activités, la société en commandite a pris des engagements envers des fonds de capital-investissement dont Brookfield est le promoteur afin de participer à ces acquisitions ciblées dans l'avenir, lorsqu'elles seront identifiées, le cas échéant.

Dans le cours normal des activités, nous concluons des ententes contractuelles qui pourraient exiger des paiements de trésorerie futurs. Le tableau ci-dessous présente nos obligations contractuelles non actualisées au 31 mars 2025.

(EN M\$ US)	Paiements au 31 mars 2025				
	Total	Moins de 1 an	De 1 an à 2 ans	De 3 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts	44 024 \$	1 419 \$	3 015 \$	26 666 \$	12 924 \$
Obligations locatives	1 289	237	237	307	508
Charges d'intérêts	14 771	2 807	2 617	5 411	3 936
Passifs relatifs au démantèlement	706	3	3	10	690
Obligations à l'égard des régimes de retraite	361	27	27	84	223
Engagements visant les dépenses d'investissement ¹	742	614	53	75	—
Total	61 893 \$	5 107 \$	5 952 \$	32 553 \$	18 281 \$

1. Comprend des engagements contractuels pour un montant d'environ 603 M\$ sous forme de contrats de construction navale de notre entreprise de services liés au pétrole extracôtier. Les dépenses d'investissement se rapportent à un contrat conclu avec un client et elles seront financées au moyen du produit devant être reçu du client en vertu du contrat.

Instruments financiers – stratégie de couverture du risque de change

Dans la mesure où nous jugeons que cela s'avère intéressant sur le plan économique, notre stratégie consiste à couvrir la totalité ou une partie de nos placements en titres de capitaux propres ou de nos flux de trésorerie exposés au risque de change par la société en commandite. La politique de couverture du risque de change de la société en commandite consiste à tirer parti de toute couverture naturelle qu'il pourrait y avoir au sein de nos activités, à financer les activités par des emprunts en monnaie locale dans la mesure du possible et à recourir à des contrats dérivés de façon à réduire au minimum les risques résiduels dans la mesure où les couvertures naturelles ne sont pas suffisantes.

Le tableau qui suit présente un sommaire au 31 mars 2025 de nos placements en titres de capitaux propres attribuables aux Porteurs de parts par monnaie fonctionnelle et de nos contrats dérivés désignés à titre de couvertures d'investissement net.

(EN M\$ US)	Placements nets en titres de capitaux propres attribuables aux Porteurs de parts par monnaie fonctionnelle						
	CAD	AUD	BRL	GBP	EUR	INR	Autres
Placements nets en titres de capitaux propres	767 \$	459 \$	583 \$	478 \$	1 052 \$	195 \$	1 602 \$
Contrats de change – \$ US	(605)	(204)	(146)	—	(51)	(54)	—

Au 31 mars 2025, une proportion d'approximativement 23 % de l'exposition au risque de change de nos placements en titres de capitaux propres attribuables aux Porteurs de parts était couverte au moyen de contrats dérivés.

Transactions entre parties liées

Nous avons conclu un certain nombre de transactions entre parties liées avec Brookfield, comme il est décrit à la note 17 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

Méthodes comptables, estimations et jugements critiques

La préparation des états financiers exige que la direction formule des jugements, estimations et hypothèses critiques qui ont des répercussions sur les montants des actifs et des passifs présentés, sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers et sur le montant présenté des produits et des charges qu'il n'est pas facile d'établir à partir d'autres sources, durant la période de présentation de l'information financière. Ces estimations et hypothèses connexes sont fondées sur des données historiques et sur d'autres facteurs considérés comme pertinents. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Les estimations et hypothèses sous-jacentes sont revues périodiquement. Les révisions d'estimations comptables sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle l'estimation est révisée si la révision ne touche que cette période, ou dans la période de révision et les périodes futures si la révision touche à la fois la période considérée et les périodes futures.

Pour en savoir davantage sur les méthodes comptables, jugements et estimations critiques, se reporter à la note 2, « Informations significatives sur les méthodes comptables », de nos états financiers consolidés annuels audités aux 31 décembre 2024 et 2023 et pour les exercices clos les 31 décembre 2024, 2023 et 2022.

Incidence de la législation fiscale

i) Impôt complémentaire minimum mondial

La société en commandite exerce ses activités dans des pays, y compris le Canada, qui ont adopté une nouvelle loi en vue de mettre en œuvre l'impôt complémentaire minimum mondial, avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2024. La société en commandite a appliqué une dérogation obligatoire temporaire à l'égard de la comptabilisation et de la présentation de l'impôt différé relativement à l'impôt complémentaire minimum mondial, qu'elle comptabilisera à titre d'impôt exigible lorsqu'il sera engagé. Il n'y a eu aucune incidence significative sur l'impôt exigible pour le trimestre clos le 31 mars 2025. L'impôt complémentaire minimum mondial ne devrait pas avoir d'incidence significative sur la situation financière de la société en commandite.

ii) Législation américaine relative à la fabrication et à la production intérieures dans le secteur de l'énergie

Le 16 août 2022, les États-Unis ont adopté des lois qui prévoient des incitatifs relatifs à la fabrication et à la production intérieures dans le secteur de l'énergie. En décembre 2023, le département du Trésor des États-Unis a publié des projets de règlements, lesquels ont été finalisés en octobre 2024, qui fournissent des directives pour déterminer l'admissibilité aux avantages fiscaux. Les avantages fiscaux sont disponibles en ce qui a trait aux activités admissibles de 2023 à 2032 et seront éliminés progressivement à compter de 2030.

Notre entreprise de stockage d'énergie évolué a le droit de demander ces avantages fiscaux pendant la période de disponibilité. En ce qui a trait aux activités admissibles pour la période allant du 1^{er} octobre 2022 au 30 septembre 2023, les avantages fiscaux donnent lieu à un report en avant pour compenser l'impôt futur, et ils sont comptabilisés conformément à IAS 12 *Impôts sur le résultat* (« IAS 12 »). Au cours des trimestres clos le 31 mars 2025 et le 31 mars 2024, la société en commandite n'a comptabilisé aucun montant faisant l'objet d'un report en avant.

En ce qui a trait aux activités admissibles de notre entreprise de stockage d'énergie évolué débutant au cours de l'exercice 2024 et après le 1^{er} octobre 2023, les avantages fiscaux peuvent être remboursés ou transférés. Par conséquent, les avantages sont comptabilisés conformément à IAS 20 *Comptabilisation des subventions publiques et informations à fournir sur l'aide publique* (« IAS 20 »).

IAS 20 permet de choisir la méthode de présentation des avantages de nature similaire, soit de les comptabiliser en produits ou de les utiliser pour compenser une charge connexe. La société en commandite a choisi de porter ces avantages en réduction des coûts d'exploitation directs. Pour le trimestre clos le 31 mars 2025, la société en commandite a comptabilisé un avantage de 259 M\$ (31 mars 2024 – néant).

Contrôles et procédures

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2025, aucun changement n'a été apporté à notre contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu une incidence significative, ou dont il est raisonnable de croire qu'il aura une incidence significative, sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Nous avons exclu de notre évaluation les contrôles à l'égard de l'information financière de notre fabricant de systèmes de traçage thermique électrique, acquis le 30 janvier 2025. Les états financiers de cette entreprise constituaient environ 2 % du total de l'actif, 5 % de l'actif net, moins de 2 % des produits et 17 % du bénéfice net figurant dans les états financiers consolidés de notre société en commandite au 31 mars 2025 et pour le trimestre clos à cette date.

Changements futurs de méthodes comptables

i) *Modifications d'IFRS 9 Instruments financiers (« IFRS 9 ») et d'IFRS 7 Instruments financiers : Informations à fournir (« IFRS 7 ») – Classement et évaluation des instruments financiers*

En mai 2024, l'IASB a publié des modifications qui clarifient les exigences relatives au moment de la comptabilisation et de la décomptabilisation des passifs financiers réglés au moyen d'un système de paiement électronique, qui ajoutent de nouvelles directives pour l'évaluation des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des actifs financiers assortis d'une clause conditionnelle et qui ajoutent des informations nouvelles ou modifiées à fournir sur les placements dans des instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et des instruments financiers assortis de clauses conditionnelles. Les modifications d'IFRS 9 et d'IFRS 7 entreront en vigueur pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2026, et l'adoption anticipée est permise. La société en commandite évalue actuellement l'incidence de ces modifications.

ii) *IFRS 18 États financiers : Présentation et informations à fournir (« IFRS 18 »)*

En avril 2024, l'IASB a publié IFRS 18 pour remplacer IAS 1 *Présentation des états financiers* (« IAS 1 »). IFRS 18 entrera en vigueur pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2027, et l'adoption anticipée est permise. IFRS 18 vise à améliorer l'information financière en imposant la présentation de sous-totaux définis additionnels dans l'état du résultat net ainsi que la présentation d'informations sur les mesures de la performance définies par la direction et en introduisant de nouveaux principes de regroupement et de ventilation des éléments. La société en commandite évalue actuellement l'incidence de ces modifications.

À l'heure actuelle, aucun autre changement futur des Normes IFRS de comptabilité n'est susceptible d'avoir une incidence significative sur la société en commandite.

Brookfield Business Partners L.P.

bbu.brookfield.com

NYSE: BBU

TSX: BBU.UN